VOLUME 1

Comptes publics

2003 › 2004

États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2004

Québec

105-03550/

COMPTES PUBLICS 2003-2004

VOLUME 1

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2004

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances Québec

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-43278-9

Dépôt légal – 1er trimestre 2005
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le lieutenant-gouverneur du Québec
L'Honorable Lise Thibault
Hôtel du gouvernement
Québec

Excellence,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2004.

Le ministre des Finances,

Michel Audet

Québec, Mars 2005

Monsieur Michel Audet
Ministre des Finances
Hôtel du gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2004, lesquels ont été préparés s[elon] les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001), en confo[rmité] avec les conventions comptables du gouvernement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments distingués.

Le contrôleur des finances,

Carole Boisvert

Carole Boisvert, CA

Québec, Mars 2005

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS IX

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES

SOMMAIRE DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉS XIII
REVENUS CONSOLIDÉS XV
DÉPENSES CONSOLIDÉES XVI
SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE XVIII
CONCILIATION DES REVENUS, DES DÉPENSES ET DU DÉFICIT ANNUEL XIX
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE XX
STATISTIQUES FINANCIÈRES XXI

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ 3
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL 4
ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT 7
ÉTAT CONSOLIDÉ DES DÉFICITS CUMULÉS 8
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE 9
ÉTAT CONSOLIDÉ DES BESOINS FINANCIERS ET DE FINANCEMENT 10
NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS 13

ANNEXES

1- MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DONT LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES ONT ÉTÉ EFFECTUÉES À MÊME LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU 35

2- ORGANISMES ET FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT QUI ONT LEUR PROPRE ENTITÉ COMPTABLE 38

3- ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT 41

4- ORGANISMES ET FONDS EXERÇANT DES OPÉRATIONS FIDUCIAIRES EXCLUES DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT 42

5- DÉTAIL DES REVENUS 43

6- DÉTAIL DES DÉPENSES 44

7- PLACEMENTS TEMPORAIRES 45

8- DÉBITEURS 46

9- PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT 47

10- PLACEMENTS À LONG TERME 53

11- DÉCOUVERT BANCAIRE 54

12- CRÉDITEURS ET FRAIS À PAYER 55

13- DETTES 56

14- DETTE NETTE 61

15- IMMOBILISATIONS 62

16- ENGAGEMENTS 63

17- ÉVENTUALITÉS 67

18- SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FIDUCIAIRES EXERCÉES PAR DES ORGANISMES ET FONDS DU GOUVERNEMENT 71

19- INFORMATION FINANCIÈRE SUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION EXCLUS DU PÉRIMÈTRE COMPTABLE DU GOUVERNEMENT 73

Avant-propos

Le ministère des Finances publie annuellement des documents concernant l'état des finances du gouvernement et les résultats de ses opérations financières.

En cours d'année, afin de rendre compte de l'évolution des opérations financières et d'en permettre la comparaison avec les prévisions présentées au *Budget 2003-2004* du 12 juin 2003, une *Synthèse des opérations financières* a été publiée à la fin des trimestres de juin et septembre 2003.

Les *Comptes publics 2003-2004* complètent les informations relatives aux résultats réels de l'année financière 2003-2004 dont les principales données ont été présentées dans la *Synthèse des opérations financières au 30 septembre 2004*.

Les Comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2004 ont été préparés par le contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001), en conformité avec les conventions comptables déterminées par le Conseil du trésor. Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente des données sommaires sur les opérations financières consolidées ainsi que sur les états financiers consolidés du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2004 accompagnés du rapport du Vérificateur général.

Volume 2 – Revenus, crédits, dépenses et investissements du Fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Le volume 2 est publié en trois sections. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu d'allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères, les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.

SECTION

1

Sommaires des opérations financières consolidées

Sommaire des résultats de fonctionnement consolidés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004
(en millions de dollars)

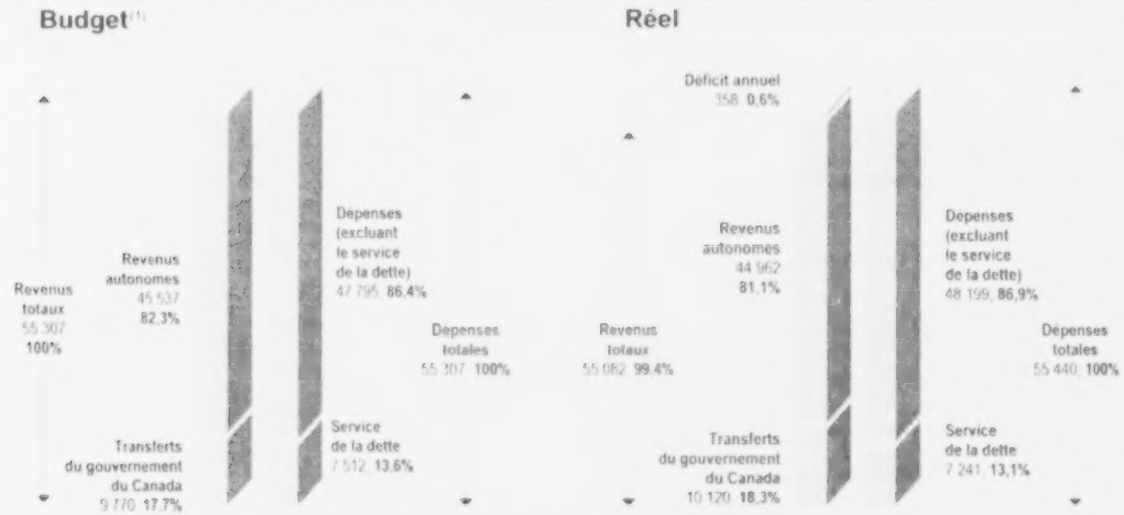
	2004		2003 [1]
	Budget*	Résultats réels	Résultats réels
Revenus autonomes	45 537	44 962	43 351
Transferts du gouvernement du Canada	9 770	10 120	9 457
Total des revenus	**55 307**	**55 082**	**52 808**
Dépenses (excluant le service de la dette)	47 795	48 199	46 404
Service de la dette	7 512	7 241	7 132
Total des dépenses	**55 307**	**55 440**	**53 536**
DÉFICIT ANNUEL	**--**	**(358)**	**(728)**

* Sur la base des prévisions de revenus et de dépenses présentées au Budget 2003-2004 du 12 juin 2003.
(1) Certains chiffres de revenus et de dépenses de 2003 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2004.

Sommaire des résultats de fonctionnement consolidés (suite)

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004
(en millions de dollars)

2004



(1) Pour fins de comparaison entre le Budget et le Réel, les opérations incluses dans les comptes à fin déterminée ont été ajoutées au Budget 2003-2004. Ainsi, des montants de 172 millions de dollars, de 186 millions de dollars et de 358 millions de dollars ont été ajoutés respectivement aux revenus autonomes, aux transferts du gouvernement du Canada et aux dépenses excluant le service de la dette, sans aucun effet sur l'équilibre budgétaire.

Les revenus de l'année financière 2003-2004 sont moins élevés de 225 millions de dollars que les prévisions présentées au *Budget 2003-2004* du 12 juin 2003. La diminution de 575 millions de dollars des revenus autonomes s'explique par la perte de 358 millions de dollars encourue par la Société générale de financement du Québec et par une baisse à l'impôt sur le revenu des particuliers, en partie compensée par des résultats plus élevés aux autres sources de revenus. Du côté des transferts du gouvernement du Canada, l'augmentation de 350 millions de dollars s'explique notamment par la mise en place d'un mécanisme de report et d'étalement sur une période de cinq ans, à compter de 2005-2006, du remboursement de l'essentiel des révisions à la péréquation.

Les dépenses de l'année financière 2003-2004, excluant le service de la dette, sont plus élevées de 404 millions de dollars que les prévisions présentées au *Budget 2003-2004*. Cette hausse est principalement due aux organismes consolidés.

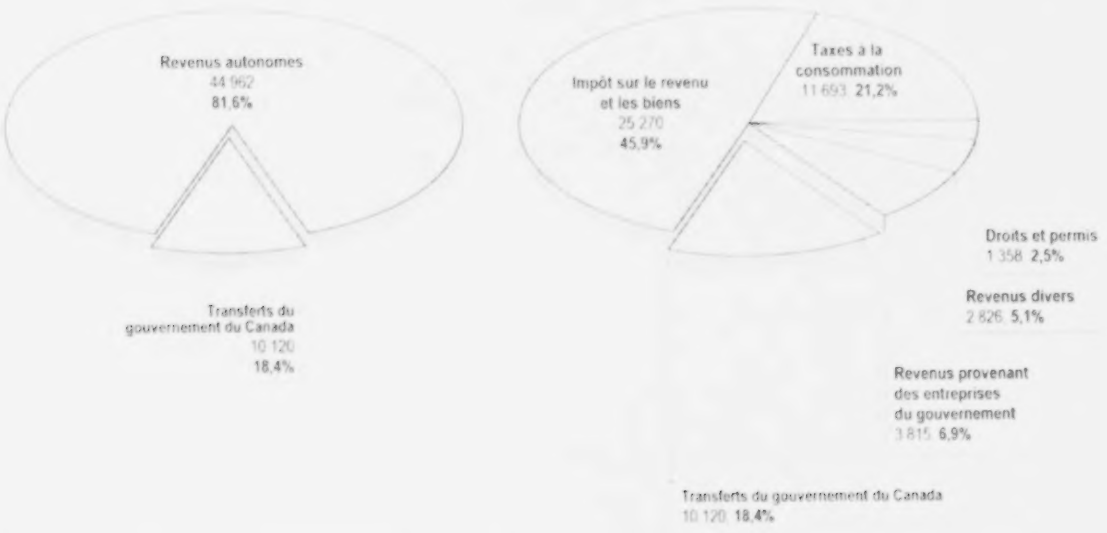
De plus, le service de la dette est à la baisse de 271 millions de dollars par rapport au niveau prévu au moment du budget. Cette révision à la baisse reflète, pour l'essentiel, le niveau plus faible que prévu des taux d'intérêt.

Revenus consolidés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004
(en millions de dollars)

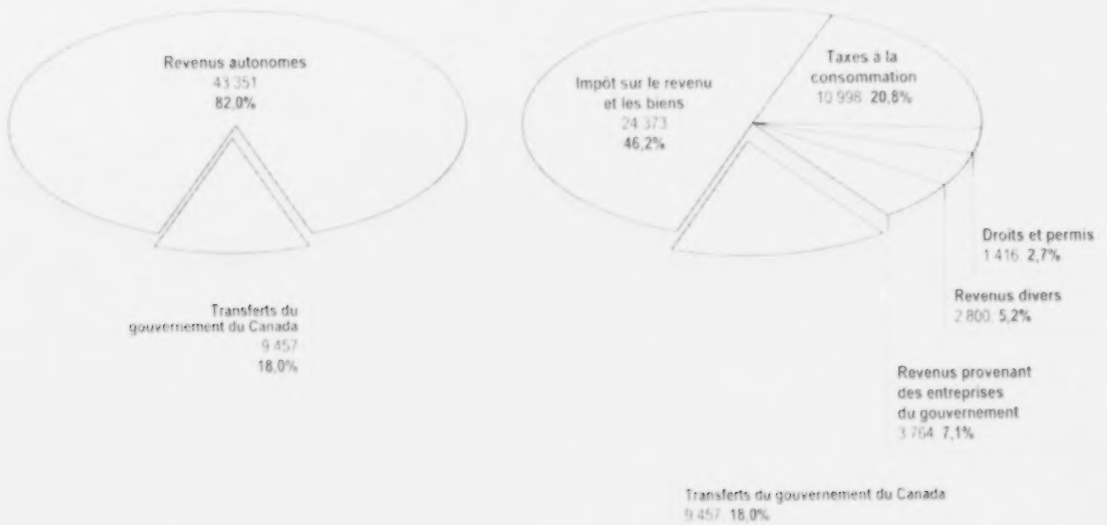
2004

Revenus totaux: 55 082



2003 (1)

Revenus totaux: 52 808



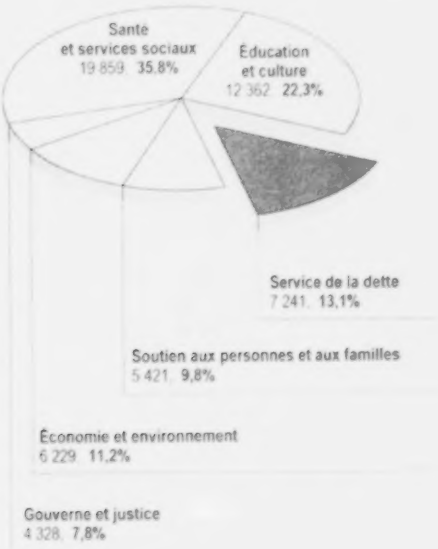
(1) Certains chiffres de 2003 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2004

Dépenses consolidées

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004
(en millions de dollars)

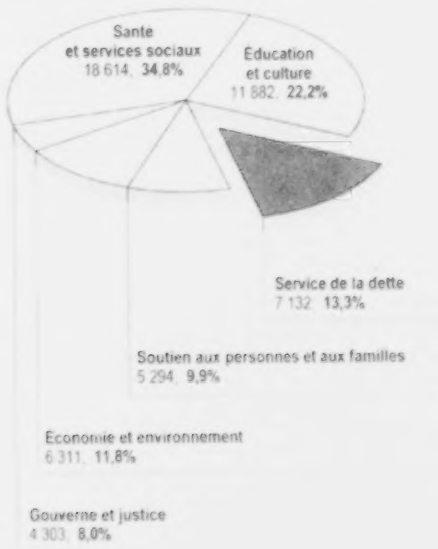
2004

Dépenses totales: 55 440
Par missions



2003 (1)

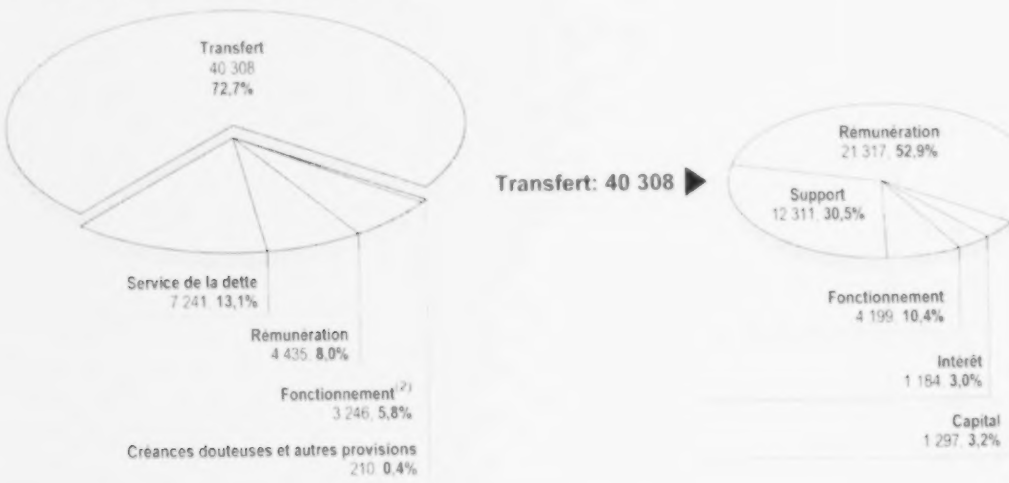
Dépenses totales: 53 536
Par missions



(1) Certains chiffres de 2003 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2004.

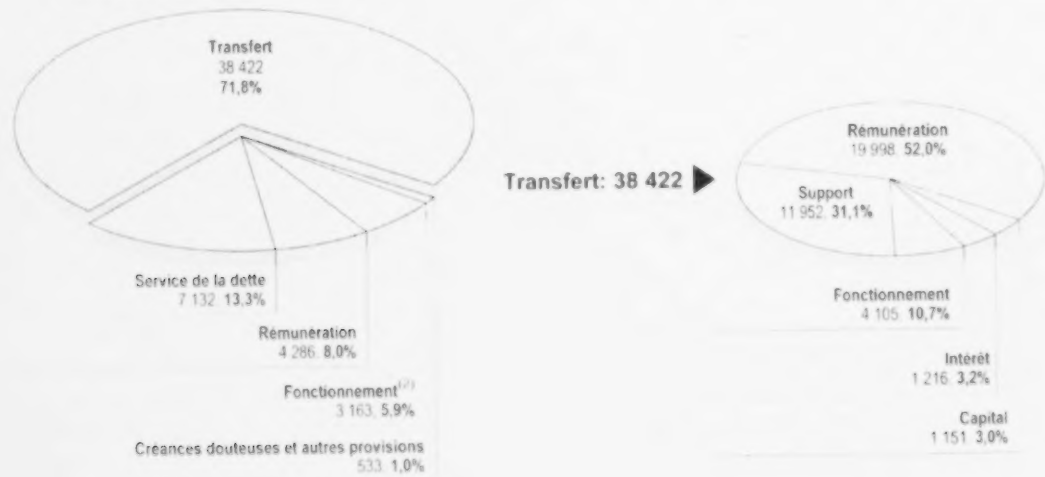
2004

Par supercatégories et catégories



2003 (1)

Par supercatégories et catégories



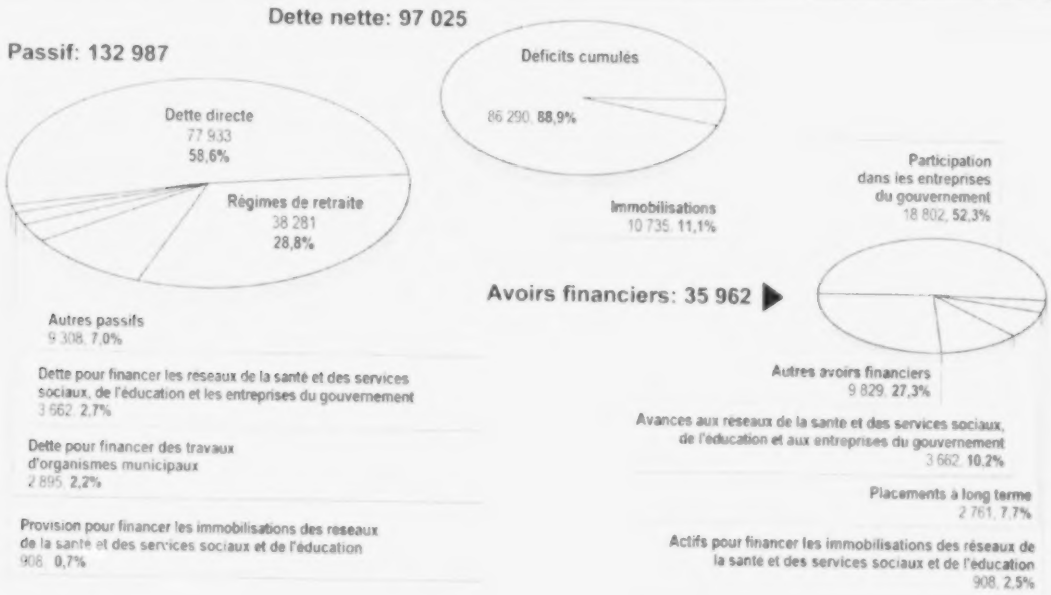
(1) Certains chiffres de 2003 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2004
(2) Incluant 841 millions de dollars en 2003-2004 (783 millions de dollars en 2002-2003) pour l'amortissement et les moins-values des immobilisations

Situation financière consolidée

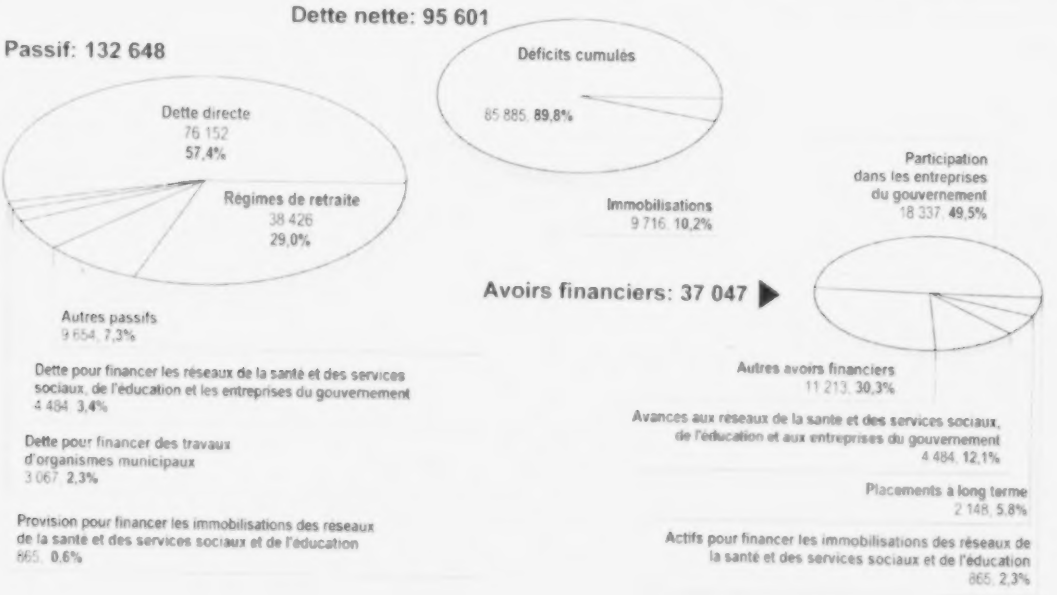
AU 31 MARS 2004

(en millions de dollars)

2004



2003 (1)



(1) Certains chiffres de 2003 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2004

Conciliation des revenus, des dépenses et du déficit annuel

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004
(en millions de dollars)

	2004	2003 (redressé)
REVENUS		
Fonds consolidé du revenu excluant les entreprises du gouvernement	48 027	46 161
Entreprises du gouvernement	3 815	3 764
Organismes et fonds spéciaux du gouvernement	16 949	15 360
	68 791	65 285
Élimination des opérations interentités	(13 709)	(12 477)
	55 082	**52 808**
DÉPENSES		
Fonds consolidé du revenu	52 546	51 031
Organismes et fonds spéciaux du gouvernement	16 603	14 982
	69 149	66 013
Élimination des opérations interentités	(13 709)	(12 477)
	55 440	**53 536**
DÉFICIT ANNUEL	**(358)**	**(728)**

Loi sur l'équilibre budgétaire

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'équilibre budgétaire (L.R.Q., c. E-12.001), le ministre des Finances fait une reddition de comptes à l'Assemblée nationale sur l'excédent ou le dépassement réalisé au cours de l'année financière au regard des objectifs visés par la loi.

L'excédent cumulé selon la Loi sur l'équilibre budgétaire à la fin de l'année financière 2003-2004 se détaille de la façon suivante :

Excédent cumulé selon la Loi sur l'équilibre budgétaire

	2004		2003
	Budget	Résultats réels (1)	Résultats réels
	(en millions de dollars)		
Excédent cumulé, au début	1 177	1 177	1 871
Excédent (dépassement) déclaré de l'année	–	(358)	(694)
Excédent cumulé, à la fin	**1 177**	**819**	**1 177**

(1) Au cours de l'année financière 2003-2004, les modifications aux conventions comptables effectuées, telles que présentées à la note 2, ont eu un impact de 17 millions de dollars sur les résultats financiers de l'exercice.

Statistiques financières

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004
(en millions de dollars)

Année financière	Revenus *	Dépenses *	(Déficit) ou surplus	Dette nette[1]	Immobi-lisations	Déficits cumulés
2003-2004	55 082	55 440	(358)	(97 025) [6]	10 735	86 290
2002-2003	52 808	53 536	(728)	(95 601) [5]	9 716	85 885
2001-2002	50 622	51 550	(928)	(92 772) [4]	8 234	84 538
2000-2001	51 303	49 926	1 377	(88 208) [3]	7 166	81 042
1999-2000	47 640	47 633	7	(89 162) [2]	6 693	82 469

* Certains chiffres ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2003-2004.

(M$: millions de dollars)

(1) La dette nette représente le passif moins les avoirs financiers présentés dans l'état consolidé de la situation financière.

(2) La dette nette a été augmentée de 359 M$ pour la comptabilisation des immobilisations.

(3) La dette nette a été augmentée de 423 M$, soit 473 M$ pour la comptabilisation des immobilisations, 12 M$ pour les congés de maladie et vacances et -62 M$ pour les placements dans les entreprnses du gouvernement.

(4) La dette nette a été augmentée de 1 386 M$, dont 1 068 M$ pour la comptabilisation des immobilisations, -88 M$ pour la comptabilisation de la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises, 215 M$ pour la correction de l'erreur de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, 65 M$ pour la modification de la convention comptable concernant certains revenus de recouvrements, ainsi que 126 M$ pour l'inscription de la cotisation à titre d'employeur relativement aux obligations découlant des congés de maladie et vacances, pour le changement de statut d'une entreprise du gouvernement et les coûts reliés à des améliorations de locaux. De plus, des modifications comptables effectuées par des entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de 2 250 M$, dont 1 338 M$ pour la comptabilisation de la conversion des devises étrangères et 912 M$ pour l'introduction d'une provision pour fluctuation du taux de rendement réel.

(5) La dette nette a été augmentée de 1 714 M$, dont 1 482 M$ pour la comptabilisation des immobilisations, 122 M$ pour la comptabilisation de la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises ainsi que 110 M$ pour une modification d'application de la convention comptable sur les dettes et une correction apportée aux débiteurs d'un organisme consolidé. De plus, des modifications comptables effectuées par des entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de 387 M$, dont 363 M$ touchant le mécanisme de plafonnement dans l'établissement des gains et pertes reportés sur l'hypothèse du taux de rendement réel.

(6) La dette nette a été augmentée de 1 059 M$, dont 1 019 M$ pour la comptabilisation des immobilisations, 40 M$ pour la comptabilisation de la quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises. De plus, des modifications comptables effectuées par des entreprises du gouvernement ont eu pour effet d'augmenter la dette nette de 7 M$ touchant une modification d'évaluation de la provision pour congés de maladie et vacances.

SECTION 2

États financiers consolidés

Déclaration de responsabilité

Le gouvernement est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers consolidés préparés par le contrôleur des finances pour le ministre des Finances en conformité avec la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001, article 86). Ces états sont préparés selon les conventions comptables énumérées dans la note complémentaire 1.

Pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de présentation de l'information financière, le gouvernement maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont dûment autorisées par le Parlement, réalisées et comptabilisées adéquatement.

Le contrôleur des finances est responsable de la comptabilité gouvernementale et obtient des ministères, organismes, entreprises et fonds du gouvernement toute l'information nécessaire pour satisfaire aux exigences de la comptabilité.

Le gouvernement soumet ses états financiers consolidés, pour certification, au Vérificateur général qui expose, dans son rapport à l'Assemblée nationale, la nature et l'étendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion.

Les états financiers faisant partie des Comptes publics sont déposés annuellement à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances.

Au nom du gouvernement du Québec,

Le sous-ministre des Finances,

Gilles Godbout

Le contrôleur des finances,

Carole Boisvert, CA

Québec, le 15 mars 2005

Rapport du Vérificateur général

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié les états financiers consolidés suivants du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 2004 :

- résultats de fonctionnement;
- déficits cumulés;
- situation financière;
- besoins financiers et de financement.

La responsabilité de la préparation de ces états financiers incombe au ministre des Finances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes faites par la direction des ministères et des entités incluses dans le périmètre comptable du gouvernement, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Périmètre comptable

Le périmètre comptable du gouvernement, décrit dans la note 1 des états financiers, n'inclut pas les entités du réseau de l'éducation et de celui de la santé et des services sociaux. Le gouvernement devrait inclure ces entités dans son périmètre comptable puisqu'il les contrôle.

Compte tenu du fait que le gouvernement n'a pas colligé toute l'information nécessaire, je n'ai pu déterminer les effets de la non-inclusion des entités du réseau de l'éducation et de celui de la santé et des services sociaux dans les états financiers. Toutefois, selon l'information dont je dispose, l'inclusion de ces entités dans les états financiers consolidés du gouvernement entrainerait des changements significatifs aux données financières qu'il y présente.

Rapport du Vérificateur général (suite)

Provision pour pertes sur les interventions financières garanties

Investissement Québec établit la provision pour pertes sur ses interventions financières garanties par le gouvernement en fonction des risques de crédit et des interventions en cours. Le gouvernement inscrit une provision différente pour ces mêmes interventions en fonction de sa propre évaluation des risques de crédit et sur la base des interventions autorisées plutôt que de celles qui sont en cours. À mon avis, la provision établie par Investissement Québec est adéquate parce qu'elle est évaluée en fonction de la comptabilité d'exercice et d'une analyse rigoureuse des risques de crédit. Le gouvernement aurait donc dû porter à ses livres la provision calculée par Investissement Québec. Le fait de ne pas avoir inscrit une provision appropriée a eu pour conséquence de sous-évaluer le déficit de l'année financière terminée le 31 mars 2004 de 294 millions de dollars (31 mars 2003 : surévaluer le déficit de 82 millions) et de sous-évaluer la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, la dette nette et les déficits cumulés de 33 millions de dollars respectivement à cette date (31 mars 2003 : surévaluer ces postes de 261 millions respectivement).

À mon avis, à l'exception des effets non déterminés de la non-inclusion des entités du réseau de l'éducation et de celui de la santé et des services sociaux ainsi que des effets de la comptabilisation inadéquate de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du gouvernement du Québec au 31 mars 2004, ainsi que des résultats de son fonctionnement et de l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date, selon les conventions comptables présentées à la note 1. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général*, je déclare qu'à mon avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Commentaires du Vérificateur général

La *Loi sur le vérificateur général* me permet d'énoncer tout commentaire que je juge approprié dans mon rapport sur les états financiers du gouvernement. Les commentaires suivants complètent ainsi mon opinion sur ces états financiers.

1- Comptabilisation des revenus de transfert du gouvernement du Canada

La convention comptable du gouvernement relative aux revenus de transfert est basée sur la comptabilité de caisse. L'application de cette convention amène une comptabilisation inadéquate des revenus de transfert dans les états financiers. Des montants significatifs encaissés par le gouvernement sont

Rapport du Vérificateur général (suite)

présentés à titre de revenus, alors qu'ils sont en fait des dettes dont il connaît l'exigence légale de remboursement en date du dépôt des états financiers.

Les effets de cette comptabilisation inadéquate ont été de sous-évaluer le déficit de l'année financière terminée le 31 mars 2004 de 670 millions de dollars et celui de l'année financière terminée le 31 mars 2003 de 1 125 millions. De plus, le passif et la dette nette ont été sous-évalués de 1 979 millions de dollars au 31 mars 2004 et de 1 309 millions au 31 mars 2003.

La prise en compte des effets combinés de la comptabilisation inadéquate de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties précédemment décrite et de celle des revenus de transfert augmenterait le déficit de l'année financière terminée le 31 mars 2004 de 964 millions de dollars pour totaliser 1 322 millions; celui de l'année financière terminée le 31 mars 2003 augmenterait de 1 043 millions pour totaliser 1 771 millions. Le passif et la dette nette augmenteraient quant à eux de 2 012 millions pour totaliser respectivement 134 999 et 99 037 millions au 31 mars 2004, comparativement à une augmentation de 1 048 millions de dollars pour un passif et une dette nette totalisant respectivement 133 696 et 96 649 millions de dollars au 31 mars 2003. À ces effets combinés, il faudrait aussi ajouter ceux qui découlent de la non-inclusion des entités des réseaux, qui ne sont pas déterminés.

2- Respect des principes comptables généralement reconnus pour le secteur public

Ces états financiers sont préparés selon des conventions comptables déterminées par le gouvernement. Certaines de ces conventions diffèrent des principes comptables élaborés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de ces principes comptables pourrait modifier à la hausse ou à la baisse les montants du déficit annuel, du passif, de la dette nette et des déficits cumulés présentés dans ces états financiers et dans mes commentaires. Toutefois, n'ayant pas toute l'information pour évaluer leurs impacts, je n'ai pu établir tous les effets de l'application de ces principes sur les états financiers consolidés.

Le vérificateur général du Québec,

Renaud Lachance, CA

Québec, le 15 mars 2005

État consolidé des résultats de fonctionnement

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004
(en millions de dollars)

Annexe		2004 Budget *	2004 Résultats réels	2003 Résultats réels (notes 2 et 12)
5	**REVENUS (note 3)**			
	Impôt sur le revenu et les biens	25 915	25 270	24 373
	Taxes à la consommation	11 715	11 693	10 998
	Droits et permis	1 318	1 358	1 416
	Revenus divers	2 647	2 826	2 800
9	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	3 942	3 815	3 764
	Revenus autonomes	**45 537**	**44 962**	**43 351**
	Transferts du gouvernement du Canada	9 770	10 120	9 457
	Total des revenus	**55 307**	**55 082**	**52 808**
6	**DÉPENSES**			
	Santé et services sociaux	19 777	19 859	18 614
	Éducation et culture	12 316	12 362	11 882
	Économie et environnement	6 112	6 229	6 311
	Soutien aux personnes et aux familles	5 165	5 421	5 294
	Gouverne et justice	4 425	4 328	4 303
	Sous-total	**47 795**	**48 199**	**46 404**
	Service de la dette	7 512	7 241	7 132
	Total des dépenses	**55 307**	**55 440**	**53 536**
	DÉFICIT ANNUEL	--	**(358)**	**(728)**

* Sur la base des prévisions de revenus et de dépenses présentées au Budget 2003-2004 du 12 juin 2003

État consolidé des déficits cumulés

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004
(en millions de dollars)

	2004		2003
	Budget *	Réel	Réel
DÉFICITS CUMULÉS AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLIS	(84 315)	(85 741)	(84 925)
Redressements (note 2)	--	(147)	(111)
Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement, au 31 mars 2003 (annexe 9)	--	3	1
	(84 315)	**(85 885)**	**(85 035)**
Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement, au 1er avril 2003 (annexe 9)	--	(7)	--
Solde redressé	**(84 315)**	**(85 892)**	**(85 035)**
Quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises du gouvernement	--	(40)	(122)
Déficit annuel	--	(358)	(728)
DÉFICITS CUMULÉS À LA FIN	**(84 315)**	**(86 290)**	**(85 885)**

* Sur la base des prévisions de revenus et de dépenses présentées au Budget 2003-2004 du 12 juin 2003.

État consolidé de la situation financière

AU 31 MARS 2004
(en millions de dollars)

Annexe		2004	2003
	AVOIRS FINANCIERS		(note 2)
7	Placements temporaires	2 164	4 488
8	Débiteurs	7 336	6 206
9	Participation dans les entreprises du gouvernement	18 802	18 337
10	Placements à long terme	2 761	2 148
	Frais reportés liés aux dettes	329	519
	Avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du gouvernement (note 7)	3 662	4 484
	Actifs pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (note 8)	908	865
	TOTAL DES AVOIRS FINANCIERS	**35 962**	**37 047**
	PASSIF		
11	Découvert bancaire	201	368
12	Créditeurs et frais à payer	8 775	8 978
	Revenus reportés	332	308
	Régimes de retraite (note 5)	38 281	38 426
13	Dette directe (notes 6 et 7)	77 933	76 152
13	Dette pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement (notes 6 et 7)	3 662	4 484
13	Dette pour financer des travaux d'organismes municipaux (notes 6 et 7)	2 895	3 067
	Provision pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation (note 8)	908	865
	TOTAL DU PASSIF	**132 987**	**132 648**
14	**DETTE NETTE**	**(97 025)**	**(95 601)**
15	**IMMOBILISATIONS (note 4)**	**10 735**	**9 716**
	DÉFICITS CUMULÉS	**(86 290)**	**(85 885)**

16 Engagements (note 9)
17 Éventualités (note 10)
Événement postérieur à la date de clôture (note 13)
18 Sommaire des opérations fiduciaires exercées par des organismes et fonds du gouvernement
19 Information financière sur les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation exclus du périmètre comptable du gouvernement

État consolidé des besoins financiers et de financement

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004
(en millions de dollars)

	2004		2003 (note 12)	
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT				
Déficit annuel		(358)		(728)
Éléments n'affectant pas les liquidités:				
Créances douteuses et autres provisions	210		533	
Congés de maladie et vacances	(59)		55	
Amortissement et moins-values des immobilisations	841		783	
Amortissement des frais reportés liés aux dettes	158		37	
Amortissement de la perte de change reportée	5		129	
Amortissement de l'escompte et de la prime	90	1 245	48	1 585
		887		857
Variation des avoirs financiers et du passif reliés au fonctionnement		(1 527)		(521)
		(640)		336
Activités liées aux régimes de retraite				
Charge de retraite (note 5)	1 618		1 451	
Intérêts au titre des régimes de retraite (note 5)	3 604	5 222	3 389	4 840
Prestations	(3 154)		(2 913)	
Cotisations des salariés et des employeurs autonomes	151	(3 003)	80	(2 833)
		2 219		2 007
Liquidités provenant des activités de fonctionnement		**1 579**		**2 343**
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Variation de la participation dans les entreprises du gouvernement				
Placements effectués	(11)		(340)	
Placements réalisés	285			
Quote-part dans les résultats des entreprises inscrite aux revenus nets des dividendes déclarés	(786)	(512)	(1 140)	(1 480)
Variation des placements à long terme				
Placements effectués	(1 107)		(545)	
Placements réalisés	434	(673)	310	(235)
Immobilisations				
Acquisitions	(1 884)		(2 270)	
Dispositions	24	(1 860)	5	(2 265)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement		**(3 045)**		**(3 980)**
BESOINS FINANCIERS NETS		**(1 466)**		**(1 637)**

État consolidé des besoins financiers et de financement (suite)

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004
(en millions de dollars)

	2004		2003 (note 12)	
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Variation des dettes				
Emprunts effectués	7 546		11 430	
Emprunts remboursés	(6 032)	1 514	(5 062)	6 368
Activités liées aux régimes de retraite				
Variation du Fonds d'amortissement des régimes de retraite				
Versements	(1 502)		(900)	
Réinvestissement des revenus de placements du fonds	(862)	(2 364)	(741)	(1 641)
Liquidités provenant des activités de financement		**(850)**		**4 727**
Variation des liquidités[1]		2 316		(3 090)
FINANCEMENT NET		**1 466**		**1 637**

(1) Les liquidités comprennent les espèces en banque (annexe 11) et les placements temporaires (annexe 7).

Notes complémentaires aux états financiers

1. Principales conventions comptables

Le gouvernement du Québec rend compte de ses opérations financières selon les conventions ci-après énumérées. Les renseignements compris dans ses états financiers consolidés sont fondés, lorsque requis, sur les meilleurs jugements et estimations.

Périmètre comptable

Le périmètre comptable du gouvernement englobe les ministères, les organismes, les entreprises et les fonds spéciaux qui doivent rendre compte de la gestion de leurs opérations et ressources financières soit à un ministre, soit directement à l'Assemblée nationale et qui appartiennent au gouvernement ou sont sous son contrôle. Ils sont énumérés aux annexes 1, 2 et 3 des états financiers, ce qui exclut les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Les opérations fiduciaires exercées par certains organismes et fonds sont exclues du périmètre comptable du gouvernement. Ces organismes et fonds sont énumérés à l'annexe 4 des états financiers.

Méthode de consolidation

Les comptes du Fonds consolidé du revenu et des autres entités comprises dans le périmètre comptable du gouvernement, à l'exception des entreprises du gouvernement, sont homogénéisés et combinés ligne par ligne selon les conventions comptables décrites ci-après, les opérations et les soldes interentités sont éliminés.

La participation dans les entreprises du gouvernement est comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. En conséquence, la participation dans ces entreprises est enregistrée au coût, lequel est, d'une part, ajusté annuellement de la quote-part du gouvernement dans les résultats de ces entreprises avec contrepartie aux revenus et, d'autre part, réduit de la part des dividendes versés ou déclarés par l'entreprise qui revient au gouvernement. Une entreprise du gouvernement possède toutes les caractéristiques suivantes :

a) elle constitue une entité juridique distincte ayant le pouvoir de passer des contrats en son propre nom et d'ester en justice;
b) elle est investie des pouvoirs financiers et administratifs nécessaires pour mener des activités commerciales;
c) elle a pour principale activité la vente de biens ou la prestation de services à des particuliers ou à des organismes non compris dans le périmètre comptable du gouvernement;
d) elle peut, dans le cours normal de ses affaires, poursuivre ses activités et faire face à ses dettes au moyen de revenus tirés de sources non comprises dans le périmètre comptable du gouvernement.

Revenus

Les revenus provenant des impôts sur le revenu et les biens, des taxes à la consommation, des droits, des permis, amendes et confiscations sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus, déduction faite des remboursements et des autres montants déductibles en vertu de la législation pertinente. Les cotisations et les comptes émis avant la fin de l'année financière sont portés à ces revenus.

Les revenus découlant des transferts du gouvernement du Canada sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle ils sont reçus à ce titre. Cependant, les réclamations émises et les estimations de revenus provenant des transferts reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées.

Les autres revenus sont comptabilisés suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. À l'égard des intérêts créditeurs, la comptabilisation cesse lorsque le recouvrement du capital ou des intérêts n'est pas raisonnablement sûr.

Dépenses

Les transferts sont comptabilisés dans l'année financière au cours de laquelle surviennent les faits qui leur donnent lieu, dans la mesure où les transferts ont été autorisés et lorsque les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité.

Les dépenses comprennent le coût des biens et services acquis au cours de l'année financière à l'exception des immobilisations pour lesquelles un amortissement annuel est comptabilisé.

La dépense d'intérêts du service de la dette résultant d'opérations conclues en devises étrangères est convertie en dollar canadien aux cours en vigueur au moment des opérations.

Avoirs financiers

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût. Les débiteurs, les prêts et les avances sont comptabilisés initialement au coût et ramenés à la valeur de recouvrement nette au moyen de provisions pour moins-values.

La participation dans les entreprises du gouvernement est comptabilisée selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

Les autres placements à long terme sont comptabilisés au coût et sont réduits de toute moins-value durable. Cette moins-value est imputée aux opérations de l'année financière où elle est constatée.

Passif

Créditeurs et frais à payer

Comptes à fin déterminée

La Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001) prévoit la création de comptes à fin déterminée dans lesquels peuvent être déposées les sommes reçues en fonction d'un contrat ou d'une entente qui en prévoit l'affectation à une fin spécifique. Ainsi, certains montants encaissables ou payables, reliés à des programmes à frais partagés sans compensation fiscale ou à diverses compensations de tiers, sont inscrits dans des comptes à fin déterminée.

Congés de maladie et vacances

Les obligations découlant des congés de maladie et vacances dus aux employés du gouvernement sont comptabilisées à titre de passif. La variation annuelle de ce compte est portée aux dépenses.

Provision pour pertes sur les interventions financières garanties

Les obligations découlant des emprunts et des autres interventions financières garantis sont comptabilisées au passif lorsqu'une perte est probable. La variation annuelle de cette provision est portée aux dépenses.

La provision représentant les pertes probables est évaluée en utilisant un taux basé sur l'expérience passée en matière de pertes sur chacun des programmes de garanties. Les garanties spéciales sont regroupées selon leur niveau de risque.

Régimes de retraite

Les régimes de retraite gouvernementaux sont des régimes à prestations déterminées. Dans le cadre de la préparation des états financiers du gouvernement, les obligations au titre des prestations constituées sont évaluées selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services, selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement concernant notamment l'inflation, l'intérêt et les salaires des employés. La méthode utilisée est toutefois redressée pour tenir compte de la façon dont les prestations sont gagnées par les salariés.

Charge totale relative aux régimes

Le coût annuel des prestations constituées de tous les régimes, y compris le coût des modifications aux régimes ainsi que les amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels, sont portés aux dépenses avec contrepartie au compte « Régimes de retraite », soit le passif au titre des régimes. Les modifications des hypothèses actuarielles font partie des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou pertes actuariels.

Dans le cas du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), du Régime de retraite des enseignants (RRE), du Régime de retraite de certains enseignants (RRCE) et des transferts du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE, les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels sont amortis en ligne droite (méthode linéaire) sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à l'ensemble de ces régimes. Les redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels des autres régimes de retraite sont toutefois amortis sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants à chacun des régimes.

La charge totale relative aux régimes comprend également les frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées avec contrepartie au passif du compte « Régimes de retraite ».

Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR)

En vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001, article 8), le ministre des Finances peut placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, toute partie du Fonds consolidé du revenu jusqu'à concurrence des sommes qui sont comptabilisées au passif au titre des régimes de retraite, pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite. Les actifs du FARR sont comptabilisés à une valeur basée sur la valeur marchande. Les revenus annuels de placement du FARR sont calculés en appliquant le taux d'intérêt nominal de l'évaluation actuarielle la plus récente au solde du FARR à la fin de l'année financière précédente.

Lors des évaluations actuarielles triennales, les écarts attribuables aux différences de revenus entre ceux comptabilisés depuis les dernières évaluations actuarielles et les revenus de placement évalués à la valeur marchande à la fin de l'année financière sont amortis linéairement sur une période correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants, soit la période applicable aux redressements relatifs aux estimations découlant des gains et pertes actuariels.

Les revenus de placement du FARR ainsi que l'amortissement des écarts constatés lors des évaluations actuarielles sont soustraits dans le calcul des frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées.

Dettes

Les emprunts sont comptabilisés au montant encaissé au moment de l'émission, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à rembourser à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque emprunt.

Les frais d'émission liés aux emprunts sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés aux dettes.

Les emprunts en monnaies étrangères sont convertis en dollar canadien selon les taux de change en vigueur au 31 mars.

Les gains ou les pertes de change résultant de la conversion des emprunts sont reportés et amortis sur la durée de vie restante de chaque emprunt selon la méthode linéaire.

Instruments financiers dérivés

Le gouvernement utilise des instruments financiers dérivés dans la gestion des risques de change et de taux d'intérêt relatifs aux dettes. Ces instruments financiers sont inscrits au coût.

Les instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de change associé au remboursement des intérêts et du principal des emprunts et à la gestion de la trésorerie qui en découle, comme les contrats d'échange de devises et les contrats de change à terme, sont convertis en dollar canadien selon les taux de change en vigueur au 31 mars. Les composantes de ces instruments, soit les actifs et les passifs financiers, font l'objet d'une compensation entre elles et sont présentées dans les postes « Dettes ».

Les échanges d'intérêts qui découlent des contrats d'échange de taux d'intérêt utilisés pour modifier à long terme l'exposition au risque de taux d'intérêt sont rapprochés de la dépense d'intérêts des emprunts auxquels ils se rattachent.

Les gains ou pertes sur les instruments financiers dérivés sont reportés et amortis sur la durée de chaque contrat. Cependant, les gains ou pertes de change sur des contrats à court terme visant à modifier le risque de change associé aux emprunts à long terme sont amortis sur la durée restante du portefeuille d'emprunts dans la devise concernée, selon la méthode linéaire.

Fonds d'amortissement des dettes

Les titres détenus par le Fonds d'amortissement sont comptabilisés au montant payé au moment de l'achat, ajusté de l'amortissement de l'escompte ou de la prime, pour atteindre le montant de capital à recevoir à l'échéance. Cet amortissement est calculé selon le taux effectif de chaque titre.

Au moment de la disposition, l'écart entre la valeur comptable et le montant encaissé est imputé aux résultats.

Immobilisations

Les immobilisations sont des avoirs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'année financière et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Elles comprennent les terrains, les bâtiments, les aménagements tels ceux des parcs et des bases de plein air, les réseaux complexes tels les barrages, les canaux, les routes et les ponts, le matériel et l'équipement incluant les véhicules et les meubles, et le développement informatique.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon une méthode logique et systématique, sur une période correspondant à leur durée de vie utile; elles sont une composante de la dette nette. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, d'amélioration ou de développement.

Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les œuvres d'art et les trésors historiques ne sont pas comptabilisés à titre d'immobilisations mais sont indiqués en note aux états financiers et leur coût est imputé aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec en contrepartie au passif des revenus reportés qui sont intégrés graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées. Cependant, les terrains sont inscrits à leur valeur symbolique.

Les sommes reçues d'organismes non compris dans le périmètre comptable du gouvernement pour l'achat d'immobilisations sont comptabilisées au passif à titre de revenus reportés qui sont intégrés graduellement aux résultats de fonctionnement selon la même méthode d'amortissement et sur la même durée que les immobilisations concernées. Toutefois, les contributions reçues pour l'achat de terrains sont déduites du coût de ces derniers.

2. Redressements

Une modalité d'application de la convention comptable sur les dettes a été modifiée afin de refléter, dans le montant du capital à rembourser à échéance, l'indexation de la valeur nominale des obligations à rendement réel selon l'indice des prix à la consommation.

Dans les années antérieures, les intérêts courus à recevoir du gouvernement par un organisme ont été considérés comme débiteurs alors qu'ils auraient dû augmenter la dépense consolidée.

Ces redressements ont eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Dépenses	17	36
Dette directe	162	120
Frais reportés liés aux dettes	55	29
Débiteurs	(57)	(56)
Déficits cumulés au début	147	111

3. Revenus

Selon la législation pertinente, les revenus sont inscrits après déduction des montants suivants :

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Impôt sur le revenu des particuliers		
Crédits d'impôt remboursables:		
Taxe de vente	471	456
Frais de garde	196	200
Autres	134	113
Remboursements d'impôts fonciers	225	230
Allocations d'aide aux familles		3
	1 026	**1 002**
Impôt des sociétés		
Crédits d'impôt remboursables:		
Recherche scientifique et développement expérimental	649	547
Productions cinématographiques	106	110
Crédits d'impôt relatifs à la déclaration des pourboires	55	49
Autres	437	398
	1 247	**1 104**
Droits et permis		
Traitements sylvicoles et autres activités d'aménagement forestier	293	230
Contrôle routier	54	48
Autres	5	5
	352	**283**
	2 625	**2 389**

4. Immobilisations

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon les méthodes suivantes en fonction de leur durée de vie utile :

Catégorie	Méthode d'amortissement	Durée
Bâtiments	Linéaire et intérêts composés	10 à 50 ans
Aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Réseaux complexes	Linéaire	10 à 40 ans
Matériel et équipement	Linéaire	3 à 20 ans
Développement informatique	Linéaire	5 à 10 ans

Les œuvres d'art et les trésors historiques sont constitués principalement de peintures, de sculptures, de dessins, d'estampes, de photographies, d'installations, de films et de vidéos et leur coût est imputé aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont acquis.

5. Régimes de retraite

Le gouvernement du Québec contribue à plusieurs régimes de retraite pour l'ensemble de ses employés. Les participants à ces régimes sont les employés des secteurs public et parapublic, les membres de l'Assemblée nationale et les juges de la Cour du Québec.

Régimes de retraite

	Nombre estimé de participants au 31 décembre 2003	Nombre de prestataires au 31 décembre 2003
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)	470 000	117 855
Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE)	25 200	13 768
Régime de retraite des enseignants et Régime de retraite de certains enseignants (RRE et RRCE)	4 050 *	47 487 *
Régime de retraite des fonctionnaires (RRF)	2 525 *	24 503 *
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ)	5 125	3 785
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)	2 950	1 073
Régime de retraite des juges de la Cour du Québec (RRJCQ)	270	301
Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)	270	77
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN)	125	265
	510 515	**209 114**

* Depuis le 1er juillet 1973, ces régimes n'acceptent plus de nouveaux participants.

Ces régimes sont à « prestations déterminées » ce qui signifie qu'ils garantissent un revenu déterminé aux participants au moment de la retraite, calculé en fonction du revenu moyen des meilleures années, généralement cinq, et du nombre d'années de service des participants. Les prestations sont généralement indexées au coût de la vie pour la partie acquise avant le 1er juillet 1982 et après cette date, elles sont partiellement indexées.

Il y a deux catégories de régimes de retraite :

— les régimes de retraite à coûts partagés;
— les régimes de retraite à solde du coût.

Régimes de retraite à coûts partagés

Dans le cas du RREGOP et du RRPE, le gouvernement assume 50 % des coûts pour les années de service à partir du 1er juillet 1982, et 58,33 % (7/12), pour les années de service avant le 1er juillet 1982. Les cotisations des participants et les contributions des employeurs autonomes sont versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Dans le cas du RRAPSC, le gouvernement assume 46 % des coûts et les employés une proportion de 54 %. Les cotisations des employés sont versées au Fonds consolidé du revenu.

Régimes de retraite à solde du coût

Les régimes de retraite à solde du coût sont des régimes pour lesquels les employeurs assument la différence entre le coût du régime et les cotisations versées par les participants. C'est le cas de tous les régimes du gouvernement autres que le RREGOP, le RRPE et le RRAPSC.

Les cotisations des participants et des employeurs autonomes de tous ces régimes sont versées au Fonds consolidé du revenu. Le gouvernement assume la différence entre le coût du régime et les cotisations versées par les participants et les employeurs autonomes.

Valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite

La valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite pour le service rendu à une date donnée est évaluée, par les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), en utilisant la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services en prenant en considération, entre autres, les hypothèses à long terme de nature économique les plus probables.

Hypothèses économiques à long terme :

- Rendement, net d'inflation	4,85 %
- Taux d'inflation	3,00 %
- Progression des salaires, nette d'inflation	1,10 %

Passif du gouvernement au titre des régimes de retraite

La comptabilisation du passif du gouvernement au titre des régimes de retraite est effectuée conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés à l'égard des régimes de retraite du secteur public.

Le passif inscrit des régimes de retraite est établi sur la base de la valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées pour l'ensemble des régimes de retraite, en tenant compte de certains redressements relatifs aux gains et pertes actuariels constatés lors des évaluations actuarielles triennales. Ces gains et pertes sont amortis selon la convention comptable établie à cet égard. Le passif du gouvernement au titre des régimes de retraite comprend également des frais d'intérêts calculés sur la base de la valeur des obligations actuarielles au titre des prestations constituées à une date donnée pour l'ensemble des régimes de retraite.

Le passif inscrit au titre des régimes de retraite du gouvernement est estimé à 52 485 millions de dollars au 31 mars 2004 pour l'ensemble des régimes, dont 29 558 millions de dollars pour le RREGOP et le RRPE comme le montre le tableau ci-dessous pour les principaux régimes.

Passif au titre des régimes de retraite

	Obligations actuarielles au titre des prestations constituées	Redressements	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 2004	Passif au titre des régimes de retraite au 31 mars 2003
		(en millions de dollars)		
RREGOP				
- service régulier	23 071	(1 007)	22 064	20 253
- service transféré	2 484	(204)	2 280	2 268
RRPE				
- service régulier	4 366	(254)	4 112	3 729
- service transféré	1 197	(95)	1 102	1 081
RRE et RRCE	15 050	(902)	14 148	14 302
RRF	5 198	(246)	4 952	5 017
Autres	3 818	9	3 827	3 616
	55 184	**(2 699)**	**52 485**	**50 266**
Fonds d'amortissement [1]	(12 886) [2]	(1 318)	(14 204)	(11 840)
	42 298	**(4 017)**	**38 281**	**38 426**

(1) Au cours de l'année financière 2003-2004, le ministre des Finances a investi 1 502 millions de dollars (900 millions de dollars en 2002-2003) au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Au 31 mars 2004, un revenu de placement de 862 millions de dollars (741 millions de dollars en 2003) a été réinvesti au Fonds d'amortissement, lequel montant a été pris en compte dans le calcul des frais d'intérêts à l'égard des régimes de retraite.

(2) Ce montant correspond à la juste valeur des placements à la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 mars 2004.

Évaluations actuarielles et estimations subséquentes

Les extrapolations les plus récentes produites et émises en 2004 ont été établies à partir des évaluations actuarielles au 31 décembre 2001 pour le RRMAN et le RRAPSC; au 31 décembre 2000 pour le RRCE, le RRJCQ, le RRMSQ, le RREFQ, le RRPE (RRAS) et le service transféré du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE; au 31 décembre 1999 pour le RRF, le RRE, le RREGOP et le RRPE autre que le service transféré du RRE et du RRF au RREGOP et au RRPE et le RRPE (RRAS), compte tenu que des évaluations actuarielles plus récentes n'étaient pas disponibles, le gouvernement n'a pas été en mesure d'évaluer les impacts sur les obligations actuarielles au titre des prestations constituées.

Charge totale relative aux régimes

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Charge de retraite		
Coût des prestations constituées excluant les frais d'intérêts	1 543	1 303
Cotisations des salariés	(146)	(76)
Cotisations des employeurs autonomes	(5)	(4)
	1 392	**1 223**
Coûts des modifications		3
Amortissement des redressements relatifs aux estimations découlant des gains ou des pertes actuariels	226	225
	1 618	1 451
Intérêts au titre des régimes de retraite	2 742 (1)	2 648 (1)
Total	**4 360**	**4 099**

(1) Après déduction des revenus de placement du Fonds d'amortissement des régimes de retraite de 862 millions de dollars en 2003-2004 (741 millions de dollars en 2002-2003).

Financement des régimes de retraite

Évaluations actuarielles à des fins de financement pour le service régulier des régimes de retraite à « coûts partagés » (RREGOP, RRPE et RRAPSC)

Conformément à la loi, les actuaires de la CARRA effectuent tous les trois ans une évaluation actuarielle à des fins de financement pour chacun des régimes, c'est-à-dire pour déterminer les taux de cotisation des régimes. Pour les fins de ces évaluations, les actuaires tiennent compte des dispositions législatives et des conventions collectives en utilisant la méthode d'évaluation convenue entre les parties de même que des hypothèses économiques plus conservatrices que celles utilisées pour les évaluations aux fins de la comptabilisation.

Selon ces évaluations, l'engagement du gouvernement aux fins de financement est calculé comme étant la caisse qu'il aurait constituée s'il avait eu à verser, depuis 1973, ses cotisations sur les mêmes bases que celles retenues pour déterminer le taux de cotisation des participants. Cette caisse, dans le cas du RREGOP et du RRPE, était estimée, au 31 décembre 2003, à 37 147 millions de dollars à la juste valeur et 41 699 millions de dollars au coût (32 677 millions de dollars à la juste valeur au 31 décembre 2002 et 39 800 millions de dollars au coût). Dans le cas du RRAPSC, pour lequel les cotisations des employés ont été versées au Fonds consolidé du revenu, la valeur de la caisse qu'auraient constituée les employés et le gouvernement était de 733 millions de dollars au coût au 31 décembre 2003 (713 millions de dollars au 31 décembre 2002).

L'écart entre ces caisses et le passif inscrit au titre de ces trois régimes représente une somme non exigible qui n'a pas à être comptabilisée au passif du gouvernement. Des associations d'employés-cadres du gouvernement ont présenté une requête à la Cour supérieure du Québec demandant que cette dernière reconnaisse que cet écart constitue un engagement du gouvernement. En juillet 2004, le jugement de la Cour supérieure du Québec relatif à cette requête conclut que :

- le gouvernement, dans ses exercices financiers depuis 1973, a dévoilé convenablement ses engagements financiers, le tout, selon les normes de l'Institut canadien des comptables agréées, en regard du partage du coût du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et de celui du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC), partage prévu par les lois concernées;

- le partage du coût dans le financement du régime de retraite concerné, soit le RREGOP, le RRPE et la RRAPSC, ne crée pas un engagement pour le gouvernement d'utiliser les mêmes bases actuarielles que celles employées pour constituer la caisse de retraite des employés participants, d'autant plus que la preuve démontre que le patrimoine de retraite de chacun des employés participants couverts ne risque aucunement d'en subir préjudice, à quelque date que ce soit.

En août 2004, les associations d'employés-cadres du gouvernement ont porté ce jugement en appel.

6. Gestion du risque et instruments financiers dérivés

Dans le but de satisfaire les besoins financiers découlant de ses opérations de remboursement des emprunts venant à échéance et de maintenir ses liquidités au niveau désiré, le gouvernement s'est doté d'un programme annuel de financement et de gestion de la dette axé sur les marchés financiers canadiens et internationaux.

La participation à ces marchés implique différents types de risque. Le gouvernement élabore donc des stratégies de gestion du risque par l'utilisation des divers instruments financiers dérivés à sa disposition.

Risque de change

Le risque de change est le risque que les flux monétaires nécessaires au remboursement des intérêts et du capital des emprunts en devises étrangères varient selon les fluctuations des marchés. Afin de gérer ce risque, le gouvernement utilise des instruments financiers dérivés tels les contrats d'échange de devises ainsi que les contrats de change à terme. Ces contrats ont pour objectif d'échanger des flux monétaires d'une devise contre une autre. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2020.

La structure de la dette au 31 mars 2004, après prise en compte des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de change, est de 85 % en dollar canadien, 5 % en dollar américain, 5 % en yen et 5 % en franc suisse (au 31 mars 2003 : 83 % en dollar canadien, 4 % en dollar américain, 10 % en yen et 3 % en franc suisse).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que le service de la dette varie de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt. Afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt, le gouvernement a recours à des contrats d'échange de taux d'intérêt ou à des produits dérivés à court terme. Les contrats d'échange de taux d'intérêt permettent d'échanger le paiement d'intérêts à taux fixe contre des paiements calculés à taux variables ou vice versa, sur une valeur nominale de référence.

La structure de la dette au 31 mars 2004, après prise en compte des instruments financiers dérivés utilisés pour gérer le risque de taux d'intérêt, est de 66 % à taux fixe et de 34 % à taux variable (au 31 mars 2003 : 71 % à taux fixe et 29 % à taux variable).

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un contrepartiste fasse défaut à ses obligations contractuelles; un tel événement pouvant entraîner des pertes financières pour le gouvernement. Dans le but de se prémunir contre un tel risque dans le cadre de transactions d'instruments financiers dérivés, le gouvernement s'est doté d'une politique de gestion du risque de crédit qui limite les pertes potentielles par contrepartistes.

Une limite de crédit est fixée pour chaque contrepartiste en fonction principalement de sa cote de crédit. Lors d'un dépassement de cette limite, un processus est mis en place afin que les montants dus par le contrepartiste se retrouvent à l'intérieur des limites fixées.

Le gouvernement transige avec de grandes institutions financières qui possèdent une cote de crédit équivalente ou supérieure à la sienne. Au 31 mars 2004, plus de 98 % du portefeuille d'instruments financiers dérivés était associé à des contrepartistes ayant une cote « double A » ou supérieure. Tous les contrepartistes du gouvernement avaient au moins une cote « A » avec une agence de cotation reconnue.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que le gouvernement ne puisse rencontrer, à court terme, ses engagements financiers. Afin de contrer ce risque, le gouvernement dispose, auprès de différentes institutions bancaires canadiennes, de marges de crédit totalisant 1 165 millions de dollars canadiens.

De plus, le gouvernement dispose, auprès d'un syndicat bancaire canadien et international, de conventions de crédit pour un montant de 3 500 millions de dollars américains.

Au 31 mars 2004, aucun tirage n'est en cours sur ces marges et conventions de crédit.

7. Dettes

	2004			
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement [1]	
Monnaie	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars)		(en millions de dollars)
En dollar canadien	47 903	47 903 [3]	3 709	3 709
En dollar américain	12 298	16 117	3	3
En yen	516 717	6 499		
En euro	5 450	8 780		
En franc suisse	507	524		
Autres devises [4]		1 165		
Moins :				
Instruments financiers dérivés - net		(760)		(1)
Fonds d'amortissement		3 456		51
Dettes avant perte de change reportée		78 292		3 662
Perte de change reportée		359		
		77 933		**3 662**

	2003			
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement [1]	
Monnaie	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien
		(en millions de dollars) (note 2)		(en millions de dollars)
En dollar canadien	45 045	45 045 [3]	4 523	4 523
En dollar américain	11 948	17 571	3	4
En yen	537 601	6 690		
En euro	5 724	9 170		
En franc suisse	508	552		
Autres devises [4]		903		
Moins :				
Instruments financiers dérivés - net		(669)		1
Fonds d'amortissement		3 552		42
Dettes avant perte de change reportée		77 048		4 484
Perte de change reportée		896		
		76 152		**4 484**

(Voir les annotations 1, 2, 3 et 4 à la page 30)

2004

Travaux d'organismes municipaux [2]		Total			
En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Instruments financiers dérivés - net	Total après incidence des instruments financiers dérivés
	(en millions de dollars)		(en millions de dollars)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)
2 182	2 182	53 794	53 794	21 898	75 692
215	282	12 516	16 402	(12 219)	4 183
5 000	63	521 717	6 562	(2 295)	4 267
176	283	5 626	9 063	(9 084)	(21)
		507	524	3 714	4 238
			1 165	(1 168)	(3)
	(85)		(846)	846	
			3 507		3 507
	2 895		84 849		84 849
			359		359
	2 895		**84 490**		**84 490**

2003

Travaux d'organismes municipaux [2]		Total			
En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien	Instruments financiers dérivés - net	Total après incidence des instruments financiers dérivés
	(en millions de dollars)		(en millions de dollars) (note 2)	(en millions de dollars)	(en millions de dollars)
2 045	2 045	51 613	51 613	22 350	73 963
315	463	12 266	18 038	(14 704)	3 334
5 000	62	542 601	6 752	1 637	8 389
284	455	6 008	9 625	(9 625)	
		508	552	1 955	2 507
			903	(903)	
	(42)		(710)	710	
			3 594		3 594
	3 067		84 599		84 599
			896		896
	3 067		**83 703**		**83 703**

Taux d'intérêt moyen pondéré [5]

	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux	
Monnaie	2004	2003	2004	2003	2004	2003
En dollar canadien	5,98 %	6,36 %	6,18 %	6,48 %	5,93 %	6,33 %
En dollar américain	6,19	6,68	1,31	1,41	7,07	7,28
En yen	3,59	3,63			9,89	9,89
En euro	5,28	5,37			8,41	8,37
En franc suisse	3,16	3,16				
Taux moyen pondéré	**5,75 %**	**6,07 %**	**6,18 %**	**6,48 %**	**6,47 %**	**6,96 %**

(1) En contrepartie de cette dette, des avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du gouvernement sont accordées aux mêmes conditions que les emprunts et inscrites à titre d'avoirs financiers.

(2) Dans le cadre du programme d'assainissement des eaux, le gouvernement s'engage, selon une entente signée conjointement avec les municipalités et la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE), à contribuer au financement du coût des travaux en remboursant le capital et les intérêts selon les échéances des emprunts contractés par la SQAE.

(3) Le gouvernement détenait 52 millions de dollars de ses titres au 31 mars 2004 (282 millions de dollars en 2003).

(4) Les autres devises regroupent en 2003 et en 2004 la livre sterling, le dollar australien et la couronne suédoise. Un tableau détaillé par monnaies et par catégories de dettes est présenté à l'annexe 13.

(5) Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux effectif des emprunts.

Échéanciers des dettes après incidence des instruments financiers dérivés

Directe

Échéance au 31 mars [6]	En dollar canadien [9]	En dollar américain [9]	En yen	En euro	En franc suisse	Autres devises	Total
							(en millions de dollars)
2005	12 619	(4 133)	(24)		2 706		11 168
2006	6 365	62	13	5			6 445
2007	4 969	39	19				5 027
2008	5 608	134	46	1			5 789
2009	4 911	24		(3)	7		4 939
	34 472	**(3 874)**	**54**	**3**	**2 713**		**33 368**
2010-2014	18 237	1 154	1 956	(23)	1 525	(3)	22 846
2015-2019	551	909	2 005	(1)			3 464
2020-2024	2 189	2 093	252				4 534
2025-2029	2 892	1 227					4 119
2030 et plus	7 794	2 167					9 961
	66 135	3 676	4 267	(21)	4 238	(3)	78 292

Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement

Échéance au 31 mars [7]	En dollar canadien [9]	En dollar américain	En yen	En euro	En franc suisse	Autres devises	Total
							(en millions de dollars)
2005	532						532
2006	868						868
2007	12						12
2008	636						636
2009	14						14
	2 062						2 062
2010-2014	732						732
2015-2019	27						27
2020-2024	327						327
2025-2029	6						6
2030 et plus	508						508
	3 662						3 662

Travaux d'organismes municipaux

Échéance au 31 mars [8]	En dollar canadien	En dollar américain	En yen	En euro	En franc suisse	Autres devises	Total
							(en millions de dollars)
2005	363						363
2006	388						388
2007	410						410
2008	207						207
2009	115						115
	1 483						1 483
2010-2014	1 362						1 362
2015-2019	50						50
	2 895						2 895

(6) Cet échéancier tient compte, en 2005, de 2 844 millions de dollars pour les bons du trésor et de 2 856 millions de dollars pour les emprunts temporaires. Il est également établi en tenant compte, pour les produits d'épargne remboursables à demande, d'une prévision de remboursement de 730 millions de dollars en 2005, 592 millions de dollars en 2006, 527 millions de dollars en 2007, 660 millions de dollars en 2008, 293 millions de dollars en 2009 et 1 099 millions de dollars pour les années 2010-2014.

(7) Cet échéancier inclut un montant de 460 millions de dollars venant à échéance en 2005 pour les bons du trésor.

(8) Cet échéancier inclut un montant de 5 millions de dollars venant à échéance en 2005 pour les bons du trésor.

(9) Ces échéanciers tiennent compte du Fonds d'amortissement, soit 3 000 millions de dollars pour des dettes en dollar canadien et 507 millions de dollars pour des dettes en dollar américain.

8. Provision pour financer les immobilisations des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

En vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29), de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3), de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17), de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) et de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris (L.R.Q., c. S-5), le gouvernement a créé des fonds d'amortissement ayant pour objet, à même les sommes déposées par le ministre responsable, d'acquitter les emprunts (principal et intérêts) pour le financement des immobilisations des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Les actifs nets détenus par ces fonds d'amortissement se répartissent comme suit :

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Fonds d'amortissement afférents à des emprunts :		
de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	210	216
de commissions scolaires du Québec	308	277
d'établissements universitaires du Québec	270	241
d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	120	131
	908	**865**

9. Engagements

Les engagements pour des transferts à des commissions scolaires et institutions d'enseignement, des établissements de santé et de services sociaux, des municipalités et des organismes municipaux, et d'autres bénéficiaires, sont présentés sommairement à l'annexe 16. Ces engagements totalisent 22 222 millions de dollars au 31 mars 2004 (21 263 millions de dollars au 31 mars 2003).

De plus, les paiements minimums exigibles non actualisés en vertu des baux de location-exploitation totalisent 826 millions de dollars au 31 mars 2004 (740 millions de dollars au 31 mars 2003).

10. Éventualités

A) Les interventions financières garanties nettes s'élèvent à 44 538 millions de dollars au 31 mars 2004 (45 699 millions de dollars au 31 mars 2003) dont 34 917 millions de dollars au 31 mars 2004 (36 723 millions de dollars au 31 mars 2003) se rapportant aux garanties d'emprunts d'Hydro-Québec. Ces interventions financières garanties nettes sont présentées sommairement à l'annexe 17.

B) Le gouvernement fait par ailleurs l'objet de certaines réclamations et de causes en instance ou éventuelles. Elles portent notamment sur des revendications territoriales par des bandes amérindiennes et des revendications de prestations par des assistés sociaux de moins de trente ans. Les autres causes, qui impliquent des montants de 903 millions de dollars (745 millions de dollars en 2003), sont reliées à des inexécutions de contrats, à des dommages subis par des personnes ou des biens et à des éléments connexes. Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le gouvernement pourrait devoir assumer ne peut être déterminée.

11. Opérations et soldes interorganismes importants avec les entreprises du gouvernement

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
		(note 12)
Opérations interorganismes		
Revenus		
Impôt sur le revenu et les biens	547	515
Ventes de biens et services	538	691
	1 085	**1 206**
Dépenses		
Santé et services sociaux		131
Économie et environnement	40	55
Gouverne et justice	41	39
	81	**225**
Soldes interorganismes		
Débiteurs	**344**	**359**
Placements à long terme	**182**	**93**
Avances aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du gouvernement	**1 686**	**2 004**
Créditeurs et frais à payer	**7**	**25**
Dette directe	**958**	**475**

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs de 2003 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2004.

13. Événement postérieur à la date de clôture

Les conventions collectives des employés du secteur public sont arrivées à échéance le 30 juin 2003. De plus, le 9 janvier 2004, la Cour supérieure a prononcé un jugement dans le dossier de l'équité salariale. Le 15 juin 2004, le gouvernement a rendu public le cadre budgétaire de sa politique de rémunération qui limite le redressement de la rémunération dans l'ensemble des secteurs public et parapublic à 12,6 % sur une période de six ans, soit du 1er avril 2004 au 31 mars 2010. Ce cadre budgétaire couvre le renouvellement des ententes avec les employés syndiqués, les cadres et les professionnels de la santé ainsi que le dossier de l'équité salariale. Le gouvernement est présentement en pourparlers avec les différentes associations, de sorte que l'impact monétaire demeure indéterminé.

ANNEXE 1

Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu

Affaires municipales, Sport et Loisir
- Commission municipale du Québec
- Régie du logement

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec

Assemblée nationale

Conseil du trésor et Administration gouvernementale
- Commission de la fonction publique

Conseil exécutif
- Conseil permanent de la jeunesse

Culture et Communications
- Commission de toponymie
- Commission des biens culturels du Québec
- Conseil supérieur de la langue française
- Office québécois de la langue française

Développement économique et régional et Recherche
- Conseil de la science et de la technologie

Éducation
- Commission consultative de l'enseignement privé
- Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
- Conseil supérieur de l'éducation

Emploi, Solidarité sociale et Famille
- Commission des partenaires du marché du travail
- Conseil de la famille et de l'enfance

Environnement
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Finances
- Registraire des entreprises

ANNEXE 1

Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu (suite)

Justice
- Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales
- Conseil de la justice administrative
- Conseil de la magistrature
- Tribunal des droits de la personne

Personnes désignées par l'Assemblée nationale
- Commissaire au lobbyisme
- Directeur général des élections - Commission de la représentation
- Protecteur du citoyen
- Vérificateur général

Relations avec les citoyens et Immigration
- Commission d'accès à l'information
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- Conseil des relations interculturelles
- Conseil du statut de la femme
- Curateur public *
- Office de la protection du consommateur

Relations internationales

Ressources naturelles, Faune et Parcs
- Société de la faune et des parcs du Québec

Revenu

Santé et Services sociaux
- Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé
- Conseil de la santé et du bien-être
- Conseil des aînés
- Conseil médical du Québec
- Office des personnes handicapées du Québec
- Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux

Sécurité publique
- Bureau des coroners
- Comité de déontologie policière
- Commissaire à la déontologie policière
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Régie des alcools, des courses et des jeux

ANNEXE 1

Ministères et organismes du gouvernement dont les opérations financières ont été effectuées à même le Fonds consolidé du revenu (suite)

Transports
- Commission des transports du Québec

Travail
- Commission de l'équité salariale
- Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
- Conseil des services essentiels
- Régie du bâtiment du Québec

* Cette entité effectue aussi des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

ANNEXE 2

Organismes et fonds spéciaux du gouvernement qui ont leur propre entité comptable

Organismes

Agence de l'efficacité énergétique
Agence métropolitaine de transport [1]
Agence nationale d'encadrement du secteur financier (Autorité des marchés financiers)
Bibliothèque nationale du Québec
Bureau d'accréditation des pêcheurs et des aides-pêcheurs du Québec
Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières
Centre de recherche industrielle du Québec
Commissaire de l'industrie de la construction
Commission de la capitale nationale du Québec
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs
Commission des lésions professionnelles
Commission des normes du travail
Commission des relations du travail
Commission des services juridiques
Conseil des arts et des lettres du Québec
Corporation d'urgences-santé
École nationale de police du Québec [1]
École nationale des pompiers du Québec [1]
Fondation de la faune du Québec
Fonds d'aide aux recours collectifs
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
Fonds de la recherche en santé du Québec
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture
Héma-Québec
Institut de la statistique du Québec
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec [1]
Institut national de santé publique du Québec
Investissement Québec
La Financière agricole du Québec
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Office des professions du Québec
Office Québec-Amériques pour la jeunesse
Régie de l'assurance maladie du Québec
Régie de l'énergie
Régie des installations olympiques
Régie du cinéma
Sidbec

ANNEXE 2

Organismes et fonds spéciaux du gouvernement qui ont leur propre entité comptable (suite)

Organismes (suite)

Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel
Société de développement des entreprises culturelles
Société de la Place des Arts de Montréal [1]
Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)
Société des Traversiers du Québec
Société d'habitation du Québec [1]
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud
Société immobilière du Québec
Société nationale de l'amiante
Société québécoise d'assainissement des eaux
Société québécoise de récupération et de recyclage
Société québécoise d'information juridique
Tribunal administratif du Québec

(1) Entités dont la date de fin d'année financière est différente du 31 mars 2004 et pour lesquelles aucune donnée n'était disponible pour la période comprise entre la fin de leur année financière et le 31 mars 2004.

Fonds spéciaux

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier
Fonds de développement du marché du travail
Fonds de développement régional
Fonds de financement
Fonds de gestion de l'équipement roulant
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger
Fonds de l'assurance médicaments
Fonds de l'état civil
Fonds de l'industrie des courses de chevaux

ANNEXE 2

Organismes et fonds spéciaux du gouvernement qui ont leur propre entité comptable (suite)

Fonds spéciaux (suite)

Fonds de l'information gouvernementale
Fonds de partenariat touristique
Fonds de perception
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun
Fonds des pensions alimentaires *
Fonds des registres du ministère de la Justice
Fonds des services de police
Fonds des services de santé
Fonds des services gouvernementaux
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu
Fonds d'information foncière
Fonds d'information géographique
Fonds du Centre financier de Montréal
Fonds forestier
Fonds Jeunesse Québec
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports
Fonds québécois d'initiatives sociales
Fonds relatif à la tempête de verglas
Fonds spécial olympique

* Ce fonds effectue aussi des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement.

ANNEXE 3

Entreprises du gouvernement

Capital Financière agricole inc.
Corporation d'hébergement du Québec
Financement-Québec
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
Hydro-Québec *
Immobilière SHQ
IQ Immigrants Investisseurs inc.
Loto-Québec
Société de développement de la Baie James
Société de l'assurance automobile du Québec
Société des alcools du Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Société générale de financement du Québec
Société Innovatech du Grand Montréal
Société Innovatech du Sud du Québec
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches
Société Innovatech Régions ressources

* Cette entreprise effectue aussi des opérations de nature fiduciaire exclues du périmètre comptable du gouvernement

ANNEXE 4

Organismes et fonds exerçant des opérations fiduciaires exclues du périmètre comptable du gouvernement

Caisse de dépôt et placement du Québec
Comité Centraide - secteur public
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Commission de la construction du Québec
Curateur public (partie fiduciaire)
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées
Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Fonds d'assurance-récolte
Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles
Fonds des cautionnements des agents de voyages
Fonds des pensions alimentaires (partie fiduciaire)
Fonds d'indemnisation des services financiers
Fonds du compte de stabilisation du revenu agricole
Fonds du régime tripartite d'assurance revenu brut à l'égard des récoltes
Fonds en fidéicommis
Fonds national de formation de la main-d'oeuvre
Hydro-Québec - Régime de retraite
Régie des rentes du Québec

ANNEXE 5

Détail des revenus

ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
		(note 12)
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	16 282	16 183
Cotisations au Fonds des services de santé	5 096	4 461
Impôt des sociétés	3 892	3 729
	25 270	**24 373**
Taxes à la consommation		
Vente	8 971	8 358
Carburants	1 736	1 691
Tabac	973	935
Pari mutuel	13	14
	11 693	**10 998**
Droits et permis		
Véhicules automobiles	775	751
Boissons alcooliques	144	155
Ressources naturelles	198	226
Autres	241	284
	1 358	**1 416**
Revenus divers		
Ventes de biens et services	1 946	1 981
Intérêts	405	376
Amendes, confiscations et recouvrements	475	443
	2 826	**2 800**
Revenus provenant des entreprises du gouvernement		
Société des alcools du Québec	571	540
Loto-Québec	1 393	1 353
Hydro-Québec	2 049	1 842
Autres	(198)	29
	3 815	**3 764**
Total des revenus autonomes	**44 962**	**43 351**
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	4 065	5 315
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	4 266	2 648
Autres programmes	1 789	1 494
Total des transferts du gouvernement du Canada	**10 120**	**9 457**
Total des revenus	**55 082**	**52 808**

ANNEXE 6

Détail des dépenses
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
		(notes 2 et 12)
PAR SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES		
Transfert		
Rémunération	21 317	19 998
Fonctionnement	4 199	4 105
Capital	1 297	1 151
Intérêt	1 184	1 216
Support	12 311	11 952
	40 308	**38 422**
Rémunération	4 435	4 286
Fonctionnement [1]	3 246	3 163
Créances douteuses et autres provisions	210	533
Sous-total	**48 199**	**46 404**
Service de la dette		
Intérêts sur la dette [2]	4 499	4 484
Intérêts au titre des régimes de retraite [3]	2 742	2 648
Sous-total	**7 241**	**7 132**
Total des dépenses	**55 440**	**53 536**

(1) Incluant 841 millions de dollars en 2003-2004 (783 millions de dollars en 2002-2003) au titre d'amortissement des immobilisations.

(2) Après déduction de 565 millions de dollars de revenus en 2003-2004 (617 millions de dollars en 2002-2003), soit 281 millions de dollars de revenus d'intérêt pour les avances consenties aux réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et aux entreprises du gouvernement (324 millions de dollars en 2002-2003), 22 millions de dollars de revenus sur les placements temporaires (27 millions de dollars en 2002-2003), et 262 millions de dollars de revenus de placement du Fonds d'amortissement des emprunts (266 millions de dollars en 2002-2003).

(3) Après déduction de 862 millions de dollars de revenus de placement en 2003-2004 du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (741 millions de dollars en 2002-2003).

ANNEXE 7

Placements temporaires
AU 31 MARS 2004

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Bons du trésor	83	361
Billets	803	2 046
Certificats de dépôt	1 016	1 726
Acceptations bancaires	55	204
Obligations	15	19
Autres	192	132
	2 164	4 488

Les taux de rendement des placements temporaires varient principalement de 0,37 % à 6,55 %.

ANNEXE 8

Débiteurs
AU 31 MARS 2004

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
		(note 2)
Débiteurs		
Impôt sur le revenu et les biens [1]	2 865	2 676
Taxes à la consommation [1]	2 351	1 947
Droits et permis [1]	177	144
Revenus divers	1 431	1 367
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	114	75
Transferts du gouvernement du Canada	710	503
Comptes à fin déterminée	110	67
Dépenses et autres	231	193
	7 989	6 972
Provision pour créances douteuses	(660)	(771)
Intérêts courus sur placements	7	5
	7 336	6 206

(1) Incluant la portion attribuable aux agents et mandataires : 732 millions de dollars pour l'impôt sur le revenu et les biens (672 millions de dollars en 2003), 1 745 millions de dollars pour les taxes à la consommation (1 405 millions de dollars en 2003) et 108 millions de dollars pour les droits et permis (121 millions de dollars en 2003).

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement
AU 31 MARS 2004

Participation dans les entreprises du gouvernement

	Prêts et avances	Valeur de consolidation	2004 Participation dans les entreprises du gouvernement	2003 Participation dans les entreprises du gouvernement
			(en millions de dollars)	
Capital Financière agricole inc.[1]		23	23	24
Corporation d'hébergement du Québec[1]		156	156	127
Financement-Québec[1]		49	49	36
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier[3]		5	5	5
Hydro-Québec[2] [4]	7	16 141	16 148	15 092
Immobilière SHQ[3]		30	30	23
IQ Immigrants Investisseurs inc.[1]		8	8	3
Loto-Québec[1]		135	135	235
Régie de l'assurance-dépôts du Québec[5]				258
Société de développement de la Baie James[2]		13	13	13
Société de l'assurance automobile du Québec[2] [5]		20	20	(128)
Société des alcools du Québec[1]		35	35	34
Société des établissements de plein air du Québec[1]		44	44	45
Société générale de financement du Québec[2]		1 787	1 787	2 159
Société Innovatech du Grand Montréal[6]		196	196	236
Société Innovatech du Sud du Québec[6]		23	23	33
Société Innovatech Québec et Chaudière - Appalaches[6]		87	87	100
Société Innovatech Régions ressources[6]		43	43	42
Total	**7**	**18 795**	**18 802**	**18 337**

(1) La valeur de la consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 mars 2004.
(2) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 2003 et ajustée avec les résultats intérimaires non vérifiés au 31 mars 2004.
(3) La valeur de consolidation a été établie à partir d'états financiers vérifiés au 31 décembre 2003.
(4) Les prêts et avances à Hydro-Québec ont une échéance indéterminée.
(5) Modification de statut (voir page 50).
(6) La valeur de la consolidation a été établie à partir de projets d'états financiers au 31 mars 2004.

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement (suite)
AU 31 MARS 2004

Sommaire des états financiers des entreprises du gouvernement

	Revenus	Dépenses	Bénéfice net (perte nette)	Passif	Actif	2004 Avoir net	2003 Avoir net
						(en millions de dollars)	
Capital Financière agricole inc. [1]	1	2	(1)		23	23	24
Corporation d'hébergement du Québec [1]	259	220	39	3 899	4 055	156	127
Financement-Québec [1]	14	1	13	8 086	8 135	49	36
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier [2]					5	5	5
Hydro-Québec [2]	11 425	9 494	1 931	42 576	57 703	15 127	14 215
Immobilière SHQ [2]	213	206	7	2 221	2 251	30	23
IQ Immigrants Investisseurs inc. [1]	35	30	5	1 087	1 095	8	3
Loto-Québec [1]	3 655	2 189	1 466	876	1 011	135	235
Régie de l'assurance-dépôts du Québec [3]	28	1	27		285	285	258
Société de développement de la Baie James [2]	25	25		6	19	13	13
Société de l'assurance automobile du Québec [2]	1 458	1 807	(349)	7 609	7 221	(388)	(32)
Société des alcools du Québec [1]	2 070	1 499	571	708	743	35	34
Société des établissements de plein air du Québec [1]	91	91		154	195	41	41
Société générale de financement du Québec [2]	1 101	1 612	(511)	1 073	2 885	1 812	2 336
Montants à reporter	**20 375**	**17 177**	**3 198**	**68 295**	**85 626**	**17 331**	**17 318**

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement (suite)
AU 31 MARS 2004

Sommaire des états financiers des entreprises du gouvernement (suite)

						2004	2003
	Revenus	Dépenses	Bénéfice net (perte nette)	Passif	Actif	Avoir net	Avoir net
						(en millions de dollars)	
Montants reportés	20 375	17 177	3 198	68 295	85 626	17 331	17 318
Société Innovatech du Grand Montréal [4]	3	43	(40)	1	197	196	236
Société Innovatech du Sud du Québec [4]	2	13	(11)		23	23	33
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches [4]	7	22	(15)		87	87	100
Société Innovatech Régions ressources [4]	3	11	(8)		43	43	42
	20 390	17 266	3 124	68 296	85 976	17 680	17 729
Modification du statut d'entreprises			412			127	
Ajustements [5]			279			988	601
			3 815			18 795	18 330

(1) Ces données proviennent d'états financiers vérifiés au 31 mars 2004.
(2) Ces données proviennent d'états financiers vérifiés au 31 décembre 2003.
(3) Ces données proviennent d'états financiers vérifiés au 31 janvier 2004.
(4) Ces données ont été établies à partir de projets d'états financiers au 31 mars 2004.
(5) Les ajustements découlent principalement des résultats intérimaires non vérifiés au 31 mars 2004.

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement (suite)
AU 31 MARS 2004

Modification du statut d'entreprises

Régie de l'assurance-dépôts du Québec

La Régie de l'assurance-dépôts du Québec, dont la valeur de la participation du gouvernement était de 285 millions de dollars au 31 janvier 2004, a été intégrée à compter du 1er février 2004 à l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier, organisme du gouvernement consolidé ligne par ligne.

Société de l'assurance automobile du Québec

En décembre 2003, le gouvernement a pris la décision de séparer la mission d'assurance de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) de ses autres mandats. Ainsi, les sommes prélevées pour cette mission constituent dorénavant un patrimoine fiduciaire distinct des montants prélevés pour la réalisation des autres activités. En décembre 2004, une loi a été sanctionnée par l'Assemblée nationale.

Cette loi implique le transfert du patrimoine constitué au 31 décembre 2003 relié à la mission d'assurance dans une fiducie d'utilité sociale, le Fonds d'assurance automobile du Québec, le 1er janvier 2004. En contrepartie, ce Fonds assume la quasi-totalité du passif de la SAAQ au 31 décembre 2003.

Cette fiducie étant exclue du périmètre comptable le 1er janvier 2004, le gouvernement a éliminé de ses livres son placement d'une valeur négative de 412 millions de dollars dans la SAAQ. Ce changement a eu pour effet net d'augmenter les revenus de 160 millions de dollars, considérant le déficit de 252 millions de dollars de la SAAQ pour la période du 1er avril 2003 au 31 décembre 2003.

Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par les entreprises du gouvernement

Hydro-Québec

Depuis le 1er janvier 2004, Hydro-Québec doit se conformer à une nouvelle norme de l'Institut canadien des comptables agrées (ICCA) pour le secteur privé relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Ce changement de convention comptable, appliqué par Hydro-Québec rétroactivement avec redressement des résultats, a eu pour effet d'augmenter ses bénéfices non répartis de 3 millions de dollars au 31 mars 2003 et son bénéfice net de 7 millions de dollars pour la période du 1er avril 2003 au 31 mars 2004.

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement (suite)
AU 31 MARS 2004

Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par les entreprises du gouvernement (suite)

Hydro-Québec (suite)

Le gouvernement a donc corrigé et augmenté sa participation dans cette entreprise de 3 millions de dollars, de façon rétroactive au 1er avril 2003, avec redressement des résultats de l'année financière antérieure, et a augmenté ses revenus de 7 millions de l'exercice terminé le 31 mars 2004.

Société de l'assurance automobile du Québec

Depuis le 1er janvier 2003, la SAAQ a modifié sa méthode d'évaluation de la provision pour congés de maladie et vacances afin de prendre en considération le coût relatif à la contribution de l'employeur. Cette correction effectuée par la SAAQ rétroactivement, sans redresser les résultats des exercices antérieurs, a augmenté son déficit cumulé de 7 millions de dollars au 1er janvier 2003.

Le gouvernement a donc corrigé et réduit de 7 millions de dollars, de façon rétroactive au 1er avril 2003, sa participation dans cette entreprise, sans redresser les résultats des années antérieures.

Impact total

Ces redressements ont eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants :

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Participation dans les entreprises du gouvernement	3	3
Déficits cumulés au début	4	(1)
Revenus	7	2

ANNEXE 9

Participation dans les entreprises du gouvernement (suite)
AU 31 MARS 2004

Engagements et éventualités

Hydro-Québec

Hydro-Québec prévoit un investissement en immobilisations de 3 589 millions de dollars pour 2004 (3 104 millions de dollars pour 2003).

Hydro-Québec a émis des lettres de crédit ou des cautionnements pour un montant de 478 millions de dollars au 31 mars 2004. Certaines garanties viennent à échéance entre 2004 et 2019, alors que d'autres ont une échéance indéterminée.

Société générale de financement

La Société s'est engagée à faire l'acquisition d'immobilisations corporelles totalisant 101 millions de dollars pour 2004 (388 millions de dollars pour 2003) au cours des prochains exercices.

Diverses entreprises

Certaines entreprises du gouvernement se sont engagées, au 31 mars 2004, en vertu de contrats de location-exploitation et de baux à long terme à effectuer des paiements minimums exigibles non actualisés pour des montants totalisant 461 millions de dollars (462 millions de dollars au 31 mars 2003).

ANNEXE 10

Placements à long terme
AU 31 MARS 2004

	2004				2003
	Actions et mise de fonds	Obligations et billets	Prêts et avances	Total	Total
				(en millions de dollars)	
Municipalités et organismes municipaux					
Municipalités		5 [1]		5	7
Organismes municipaux			2 [1]	2	3
		5	2	7	10
Particuliers, entreprises et autres					
Étudiants			861 [2]	861	782
Entreprises	460	47 [4]	1 187 [3]	1 694	1 181
Régime de rentes de survivants			338 [4]	338	358
Autres			783 [4]	783	515
	460	47	3 169	3 676	2 836
Provision pour créances douteuses			(922)	(922)	(698)
	460	47	2 247	2 754	2 138
	460	52	2 249	2 761	2 148

(1) Les obligations et billets et les prêts et avances aux municipalités et aux organismes municipaux portent intérêt à des taux variant de 6,3 % à 10,0 %.
(2) Les prêts et avances aux étudiants portent intérêt à des taux variant de 4,25 % à 14,88 %.
(3) Les prêts aux entreprises portent intérêt à des taux variant de 3,0 % à 12,0 %.
(4) Le prêt sur le Régime de rentes de survivants, tous les autres prêts et avances ainsi que les obligations et billets portent intérêt à des taux pouvant atteindre 12,25 %.

Échéancier des placements

	2004
	(en millions de dollars)
2005	342
2006	307
2007	192
2008	147
2009	127
	1 115
2010-2014	513
2015-2019	164
2020-2024	13
2025-2029	
2030 et plus	228
	2 033
Échéance indéterminée	728
	2 761

ANNEXE 11

Découvert bancaire
AU 31 MARS 2004

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Chèques en circulation	577	743
Moins :		
Espèces en banque	253	245
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	123	130
	201	368

ANNEXE 12

Créditeurs et frais à payer
AU 31 MARS 2004

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Rémunération	503	626
Fournisseurs	1 579	1 315
Avances des fonds en fidéicommis	395	446
Comptes d'accord de perception fiscale	258	109
Comptes à fin déterminée	37	40
Transferts	1 935	2 033
Intérêts courus sur emprunts	1 924	1 816
Congés de maladie et vacances[1]	1 143	1 234
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties[1]	663	1 027
Régime de rentes de survivants[1]	338	332
	8 775	**8 978**

(1) Comprenant principalement des sommes à payer à long terme

ANNEXE 13

Dettes
AU 31 MARS 2004

Monnaie	2004							
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
EN DOLLAR CANADIEN								
Emprunts temporaires[1]	1 352	1 352			88	88	1 440	1 440
Bons du trésor	2 844	2 844	460	460	5	5	3 309	3 309
Produits d'épargne	3 901	3 901					3 901	3 901
Obligations et billets	33 709	33 709	3 211	3 211	1 869	1 869	38 789	38 789
Billets à moyen terme sur le marché canadien	5 244	5 244	38	38			5 282	5 282
Billets à moyen terme sur le marché européen	687	687			220	220	907	907
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	166	166					166	166
Contrats d'échange de devises	21 181	21 181	4	4	713	713	21 898	21 898
	69 084	**69 084**	**3 713**	**3 713**	**2 895**	**2 895**	**75 692**	**75 692**
EN DOLLAR AMÉRICAIN								
Emprunts temporaires[1]	1 155	1 514					1 155	1 514
Obligations et billets	9 525	12 482	3	3	215	282	9 743	12 767
Billets à moyen terme sur le marché canadien	13	18					13	18
Billets à moyen terme sur le marché américain	1 010	1 323					1 010	1 323
Billets à moyen terme sur le marché européen	595	780					595	780
Contrats d'échange de devises	(9 106)	(11 934)	(3)	(3)	(215)	(282)	(9 324)	(12 219)
	3 192	**4 183**	–	–	–	–	**3 192**	**4 183**
EN YEN								
Obligations et billets	190 516	2 396			5 000	63	195 516	2 459
Billets à moyen terme sur le marché américain	3 392	43					3 392	43
Billets à moyen terme sur le marché européen	322 809	4 060					322 809	4 060
Contrats d'échange de devises	(177 493)	(2 232)			(5 000)	(63)	(182 493)	(2 295)
	339 224	**4 267**			–	–	**339 224**	**4 267**
Montants à reporter		77 534		3 713		2 895		84 142

ANNEXE 13

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2004

	2004							
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total	
Monnaie	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)
Montants reportés		77 534		3 713		2 895		84 142
EN EURO								
Obligations et billets	4 511	7 266			176	283	4 687	7 549
Billets à moyen terme sur le marché européen	939	1 514					939	1 514
Contrats d'échange de devises	(5 463)	(8 801)			(176)	(283)	(5 639)	(9 084)
	(13)	**(21)**			–	–	**(13)**	**(21)**
EN FRANC SUISSE								
Obligations et billets	507	524					507	524
Contrats d'échange de devises	3 593	3 714					3 593	3 714
	4 100	**4 238**					**4 100**	**4 238**
EN LIVRE STERLING								
Obligations et billets	198	479					198	479
Contrats d'échange de devises	(200)	(482)					(200)	(482)
	(2)	**(3)**					**(2)**	**(3)**
EN DOLLAR AUSTRALIEN								
Obligations et billets	600	599					600	599
Contrats d'échange de devises	(600)	(599)					(600)	(599)
	–	–					–	–
EN COURONNE SUÉDOISE								
Obligations et billets	501	87					501	87
Contrats d'échange de devises	(501)	(87)					(501)	(87)
	–	–					–	–
		81 748		3 713		2 895		88 356
Moins:								
Fonds d'amortissement		3 456		51				3 507
Perte de change reportée		359						359
		77 933		**3 662**		**2 895**		**84 490**

(1) Les emprunts temporaires en 2004 comprennent des acceptations et emprunts bancaires pour 461 millions de dollars, des billets de trésorerie pour 1 514 millions de dollars, des billets au pair pour 785 millions de dollars et des billets à escompte pour 194 millions de dollars.

ANNEXE 13

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2004

Monnaie	2003							
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total	
	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (note 2)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (note 12)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (notes 2 et 12)
EN DOLLAR CANADIEN								
Emprunts temporaires[1]	2 516	2 516			192	192	2 708	2 708
Bons du trésor	2 784	2 784	519	519	1	1	3 304	3 304
Produits d'épargne	3 447	3 447					3 447	3 447
Obligations et billets	32 089	32 089	3 964	3 964	1 632	1 632	37 685	37 685
Billets à moyen terme sur le marché canadien	3 827	3 827	40	40			3 867	3 867
Billets à moyen terme sur le marché européen	200	200			220	220	420	420
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	182	182					182	182
Contrats d'échange de devises	21 325	21 325	3	3	1 022	1 022	22 350	22 350
	66 370	66 370	4 526	4 526	3 067	3 067	73 963	73 963
EN DOLLAR AMÉRICAIN								
Emprunts temporaires[1]	225	345					225	345
Obligations et billets	10 021	14 724	3	4	215	316	10 239	15 044
Billets à moyen terme sur le marché canadien	13	20					13	20
Billets à moyen terme sur le marché américain	910	1 337			100	147	1 010	1 484
Billets à moyen terme sur le marché européen	779	1 145					779	1 145
Contrats d'échange de devises	(9 679)	(14 237)	(3)	(4)	(315)	(463)	(9 997)	(14 704)
	2 269	3 334	–	–	–	–	2 269	3 334
EN YEN								
Obligations et billets	208 957	2 600			5 000	62	213 957	2 662
Billets à moyen terme sur le marché américain	3 392	42					3 392	42
Billets à moyen terme sur le marché européen	325 252	4 048					325 252	4 048
Contrats d'échange de devises	136 514	1 699			(5 000)	(62)	131 514	1 637
	674 115	8 389			–	–	674 115	8 389
Montants à reporter		78 093		4 526		3 067		85 686

ANNEXE 13

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2004

	2003							
	Directe		Réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et entreprises du gouvernement		Travaux d'organismes municipaux		Total	
Monnaie	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (note 2)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (note 12)	En millions d'unités monétaires	Total en équivalent canadien (en millions de dollars) (notes 2 et 12)
Montants reportés		78 093		4 526		3 067		85 686
EN EURO								
Obligations et billets	4 766	7 635			233	373	4 999	8 008
Billets à moyen terme sur le marché européen	958	1 535			51	82	1 009	1 617
Contrats d'échange de devises	(5 724)	(9 170)			(284)	(455)	(6 008)	(9 625)
	–	–			–	–	–	–
EN FRANC SUISSE								
Obligations et billets	508	552					508	552
Contrats d'échange de devises	1 800	1 955					1 800	1 955
	2 308	2 507					2 308	2 507
EN LIVRE STERLING								
Obligations et billets	198	461					198	461
Contrats d'échange de devises	(198)	(461)					(198)	(461)
	–	–					–	–
EN DOLLAR AUSTRALIEN								
Obligations et billets	399	355					399	355
Contrats d'échange de devises	(399)	(355)					(399)	(355)
	–	–					–	–
EN COURONNE SUÉDOISE								
Obligations et billets	502	87					502	87
Contrats d'échange de devises	(502)	(87)					(502)	(87)
	–	–					–	–
		80 600		4 526		3 067		88 193
Moins								
Fonds d'amortissement		3 552		42				3 594
Perte de change reportée		896						896
		76 152		4 484		3 067		83 703

(1) Les emprunts temporaires en 2003 comprennent des acceptations et emprunts bancaires pour 399 millions de dollars, des billets de trésorerie pour 345 millions de dollars, des billets au pair pour 1 910 millions de dollars et des billets à escompte pour 399 millions de dollars.

ANNEXE 13

Dettes (suite)
AU 31 MARS 2004

Fonds d'amortissement
Évolution du solde du fonds
pour l'année financière terminée le 31 mars 2004

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Solde au début	3 594	3 185
Plus:		
Versement du Fonds consolidé du revenu	147	141
Revenu net	266	268
	4 007	3 594
Moins:		
Sommes utilisées pour le remboursement des dettes	500	
Solde à la fin	3 507 (1)	3 594 (1)

Fonds d'amortissement
État de la situation financière
au 31 mars 2004

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Placements		
Bons du trésor	32	48
Obligations et billets	3 354	3 447
	3 386	3 495
Autres éléments d'actifs		
Encaisse	5	1
Débiteurs et intérêts courus	67	74
Perte reportée sur contrats à terme	49	24
	121	99
Solde du Fonds	3 507 (1)	3 594 (1)

(1) Incluant un montant de 51 millions de dollars (42 millions de dollars en 2003) du Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement.

ANNEXE 14

Dette nette

POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 2004

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
SOLDE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI	**(95 457)**	**(93 159)**
Redressements (note 2)	(147)	(111)
Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement, au 31 mars 2003 (annexe 9)	3	1
	(95 601)	(93 269)
Quote-part du gouvernement dans les redressements effectués par des entreprises du gouvernement, au 1er avril 2003 (annexe 9)	(7)	
Solde redressé	**(95 608)**	**(93 269)**
Quote-part du gouvernement dans l'écart de conversion provenant des entreprises du gouvernement	(40)	(122)
Augmentation de la valeur comptable nette des immobilisations	(1 019)	(1 482)
Déficit annuel	(358)	(728)
Variation annuelle de la dette nette	**(1 417)**	**(2 332)**
SOLDE À LA FIN	**(97 025)**	**(95 601)**

ANNEXE 15

Immobilisations
AU 31 MARS 2004

	Terrains	Bâtiments	Aménagements	Réseaux complexes	Matériel et équipement	Développement informatique	2004 Total	2003 Total
							(en millions de dollars)	
Coût des immobilisations								
Solde d'ouverture	385	4 172	188	13 979	2 097	1 256	22 077	19 896
Acquisitions	35	246	7	1 130	192	274	1 884	2 270
Dispositions et autres		(41)		(8)	(41)	(12)	(102)	(89)
Solde de clôture	420	4 377	195	15 101	2 248	1 518	23 859	22 077
Amortissement cumulé								
Solde d'ouverture		1 968	97	8 531	1 172	593	12 361	11 662
Dépenses d'amortissement		120	11	347	200	118	796	733
Moins-values						45	45	50
Incidence des dispositions et autres		(25)		(6)	(41)	(6)	(78)	(84)
Solde de clôture	–	2 063	108	8 872	1 331	750	13 124	12 361
Immobilisations (note 4)	**420**	**2 314**	**87**	**6 229**	**917**	**768**	**10 735** [1]	**9 716** [1]

(1) Incluant des immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition pour 166 millions de dollars en 2003-2004 (182 millions de dollars en 2002-2003).

ANNEXE 16

Engagements
AU 31 MARS 2004

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Transfert pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour l'acquisition d'immobilisations :		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	8 086	8 081
Établissements de santé et de services sociaux	4 002	3 926
Municipalités et organismes municipaux	2 688	2 678
Autres bénéficiaires	515	483
	15 291 (1)	15 168 (1)
Transfert pour le financement de projets d'acquisition d'immobilisations autorisés (2)		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	2 092	1 729
Établissements de santé et de services sociaux (3)	2 465	2 054
Municipalités et organismes municipaux	1 397	1 328
Autres bénéficiaires	977	984
	6 931 (4)	6 095 (4)
	22 222 (4)	21 263 (4)

(1) Les organismes bénéficiaires des transferts ont contracté leurs emprunts auprès

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
D'entreprises du gouvernement		
Financement-Québec (annexe 9)	7 964	7 315
Corporation d'hébergement du Québec (annexe 9)	533	838
	8 497	8 153
D'institutions financières externes au gouvernement	7 702	7 880
	16 199	16 033
Moins : Fonds d'amortissement des réseaux (note 8)	908	865
	15 291	15 168

(2) Ces engagements représentent la valeur des montants autorisés, dont une partie fait déjà l'objet d'un financement pour l'acquisition d'immobilisations réalisée.

(3) Ces engagements incluent des investissements de 283 millions de dollars à réaliser au cours des prochaines années dans le cadre du Fonds pour l'équipement diagnostique et médical créé par le gouvernement du Canada à la suite de la rencontre des premiers ministres de février 2003.

(4) Les engagements en monnaies étrangères sont indiqués en équivalent canadien aux taux en vigueur au 31 mars et tiennent compte des contrats d'échange de devises.

ANNEXE 16

Engagements (suite)
AU 31 MARS 2004

Échéancier sommaire des engagements de transfert pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour l'acquisition d'immobilisations

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'enseignement général et professionnel	Universités	Établissements de santé et de services sociaux	Municipalités et organismes municipaux	Autres bénéficiaires	Total
						(en millions de dollars)	
2005	390	218	336	380	351	80	1 755
2006	797	210	304	497	288	72	2 168
2007	495	232	448	593	279	75	2 122
2008	547	122	205	423	261	79	1 637
2009	885	255	317	602	219	62	2 340
	3 114	1 037	1 610	2 495	1 398	368	10 022
2010-2014	951	471	596	1 310	704	73	4 105
2015-2019	130	109	54	145	333	54	825
2020-2024	5	4	1	48	146	20	224
2025-2029		3		4	69		76
2030-2034		1			33		34
2035-2039					5		5
	4 200	**1 625**	**2 261**	**4 002**	**2 688**	**515**	**15 291**

Note : L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets à la date de l'arrêté des comptes. Tout refinancement effectué après cette date affectera l'échéancier ci-dessus.

ANNEXE 16

Engagements (suite)
AU 31 MARS 2004

Entente entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec

Une entente a été signée en février 2002 entre le gouvernement et les Cris du Québec dans le but de favoriser une plus grande autonomie et une prise en charge par ces derniers de leur développement. Elle permet également une implication accrue des Cris dans les activités de développement économique sur le territoire conventionné de la Baie James.

Dans ce cadre, il est prévu notamment le versement sur une durée de 50 ans, soit de 2002-2003 à 2051-2052, de paiements de transfert annuels au bénéfice des Cris de la Baie James. En contrepartie, ces derniers assument les obligations du gouvernement du Québec, d'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie James relativement à certaines dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois sur le développement économique et communautaire des Cris. Les versements annuels prévus au cours des prochaines années sont de 70 millions de dollars jusqu'en 2052.

Ententes entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral du Canada

Le gouvernement fédéral du Canada effectue des paiements aux provinces pour la péréquation et le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Ces paiements sont initialement effectués sur la base d'estimations qui sont révisées en octobre et février de chaque année pendant une période de 30 mois après la fin d'une année financière. En février 2004, lors de la publication des estimations révisées, plusieurs provinces ont été informées d'une baisse substantielle de leurs transferts à la péréquation et au TCSPS en raison de révisions importantes aux données de population, à la suite du recensement de 2001, et aux données sur les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés. Pour le Québec, le manque à gagner découlant de ces révisions aurait été de 1 161 millions de dollars. Afin d'atténuer le choc sur le cadre financier des provinces, le gouvernement fédéral a accepté, dans son budget de mars 2004, de reporter l'impact de ces révisions aux années suivantes. Les provinces pouvaient donc lui rembourser leur manque à gagner sur une période de cinq ans, à compter de 2005-2006. Toutefois, à la suite de la rencontre des premiers ministres fédéral et provinciaux du 26 octobre 2004 sur la péréquation, le gouvernement fédéral a accepté que le remboursement s'effectue plutôt sur une période de dix ans et ce, à compter de 2006-2007.

Par ailleurs, en février 2002, le gouvernement fédéral a modifié la méthodologie utilisée pour mesurer la capacité fiscale des provinces à l'impôt foncier pour les fins de la péréquation. Cette modification aurait entraîné pour le Québec une baisse cumulative de ses paiements de péréquation de 656 millions de dollars en 2001-2002 et 2002-2003. Afin d'atténuer l'impact de cette modification sur le cadre financier

ANNEXE 16

Engagements (suite)
AU 31 MARS 2004

Ententes entre le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral du Canada (suite)

du gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral a accepté que ce dernier lui rembourse cette somme sur cinq ans, à compter de 2003-2004. Ainsi, un montant de 131 millions de dollars a été remboursé en 2003-2004, laissant un solde de 525 millions de dollars à rembourser au cours des quatre prochaines années.

Enfin, depuis 1972, à la suite de l'abolition du programme fédéral d'allocations aux jeunes pour lequel le Québec avait obtenu en 1964 un droit de retrait avec compensation fiscale, le gouvernement du Québec rembourse au gouvernement fédéral une somme équivalant à 3 % de l'impôt fédéral de base perçu au Québec. Entre 1972 et 1988, le remboursement s'effectuait en déduction des paiements de péréquation versés au gouvernement du Québec. En 1988, le gouvernement fédéral a convenu avec le gouvernement du Québec que le remboursement du transfert fiscal afférent aux allocations aux jeunes s'effectue en deux versements le 1er avril de chaque année financière : l'un représentant la valeur du transfert fiscal pour les six derniers mois de l'année financière précédente et l'autre, celle des six premiers mois de l'année financière qui débute. Conformément à cette entente, un versement de 293 millions de dollars afférent à l'année financière 2003-2004 a été effectué le 1er avril 2004, soit dans l'année financière 2004-2005.

Le tableau qui suit montre qu'au 31 mars 2004, le montant de transferts à rembourser au gouvernement fédéral par le gouvernement du Québec s'établit à 1 979 millions de dollars.

Remboursements de transferts au gouvernement fédéral du Canada au 31 mars 2004
(en millions de dollars)

Révision des données de la population et de revenus fiscaux	1 161
Révision de la méthodologie de mesure de capacité fiscale à l'impôt foncier	525
Transfert fiscal au titre des allocations aux jeunes afférents aux six derniers mois de 2003-2004	293
	1 979

ANNEXE 17

Éventualités
AU 31 MARS 2004

Interventions financières garanties

	2004	2003
	(en millions de dollars)	
Entreprises et organismes du gouvernement		
Hydro-Québec [1]	34 917	36 723
Investissement Québec [1]	2 148	1 861
Société d'habitation du Québec [1]	745	705
Autres	51	52
	37 861	**39 341**
Particuliers et sociétés		
Prêts aux producteurs agricoles [1]	4 292	4 258
Prêts aux étudiants [1]	2 959	3 034
Autres prêts	89	93
	7 340	7 385
Total des interventions financières garanties	**45 201**	**46 726**
Moins :		
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties	663	1 027
INTERVENTIONS FINANCIÈRES GARANTIES NETTES	**44 538**	**45 699**

(1) Voir les informations additionnelles dans les pages suivantes

ANNEXE 17

Éventualités (suite)
AU 31 MARS 2004

Garanties d'emprunts d'Hydro-Québec (1) (2)

	2004		2003
	Autorisé	Passif éventuel (3)	Passif éventuel (3)
		(en millions de dollars)	
Obligations négociables			
En dollar canadien	12 653	12 653	13 563
En dollar américain	10 418	10 418	11 681
Autres monnaies	739	739	942
	23 810	**23 810**	**26 186**
Emprunts et autres			
En dollar canadien	11 775 (4)	8 511 (4)	6 947
En dollar américain	7 499	1 900	2 639
Autres monnaies	4 165	1 520	1 577
	23 439	**11 931**	**11 163**
Total	**47 249**	**35 741**	**37 349**
Moins : Fonds d'amortissement		824	626
	47 249	**34 917**	**36 723**

(1) Le gouvernement du Québec, seul actionnaire, garantit les emprunts contractés en différentes monnaies par Hydro-Québec. La valeur des actifs de cette entreprise s'élève à 58 419 millions de dollars au 31 mars 2004.

(2) Les emprunts garantis portent intérêt à taux fixes et variables et échoient à différentes dates jusqu'à l'an 2031.

(3) Les emprunts garantis apparaissent en équivalent canadien aux taux en vigueur au 31 mars 2004.

(4) Incluant la garantie financière pour Gentilly-II au montant de 525 millions de dollars pour laquelle Hydro-Québec a constitué une fiducie au montant de 24 millions de dollars.

ANNEXE 17

Éventualités (suite)
AU 31 MARS 2004

Garanties d'emprunts d'Investissement Québec (1) (2)

	2004		2003
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
		(en millions de dollars)	
Garanties d'emprunts en vigueur	1 925	1 480	1 088
Garanties d'emprunts autorisées non en vigueur	668	668	773
	2 593	2 148	1 861
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(186)	(466)
		1 962	1 395

(1) Le gouvernement garantit le paiement en capital et intérêts en vertu de la Loi sur Investissement Québec et sur La Financière du Québec (L.R.Q., c. I-16.1).
(2) La valeur totale des sûretés et des cautions reçues en contrepartie des garanties est de 1 015 millions de dollars au 31 mars 2004 (552 millions de dollars au 31 mars 2003).

Garanties des prêts de la Société d'habitation du Québec (1)

	2004		2003
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
		(en millions de dollars)	
Programme Aide au logement populaire et OBNL - Privé (2)	398	398	409
Programme Achat-rénovation et Accès Logis (3)	347	347	296
	745	745	705
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(8)	(7)
		737	698

(1) La Société d'habitation du Québec (SHQ) garantit le remboursement des montants de pertes en principal et en intérêts en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8).
(2) Prêts garantis par la SHQ auprès des institutions financières et accordés à des organismes à but non lucratif pour une période de 25 ans. Les intérêts sur ces prêts sont à la charge des organismes. Ces prêts financent le coût de l'immeuble. Pour des prêts garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la SHQ a conclu des accords en vertu desquels elle s'est engagée à acheter les propriétés reprises par la SCHL, à la suite du défaut de paiement d'un emprunteur, pour une somme correspondant à la valeur de la réclamation payée au prêteur agréé plus les frais accessoires.
(3) Prêts garantis par la SHQ auprès des institutions financières et accordés à des organismes à but non lucratif pour des périodes de 15 et 25 ans. Pour les prêts garantis sur une période de 15 ans, les intérêts sont remboursés par la SHQ et, pour ceux garantis sur une période de 25 ans, les intérêts sont assumés par l'organisme. Ces prêts financent le coût de l'immeuble.

ANNEXE 17

Éventualités (suite)
AU 31 MARS 2004

Garanties des prêts aux producteurs agricoles (1)

	2004		2003
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
		(en millions de dollars)	
Loi sur La Financière agricole du Québec (L.R.Q., c. L-0.1)	4 111	4 111	4 049
Diverses lois	181	181	209
	4 292	4 292	4 258
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(67)	(68)
		4 225	4 190

(1) Les soldes des montants en principal et en intérêts des prêts à l'égard desquels le Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers assure les remboursements des pertes ainsi que les frais y afférents.

Garanties des prêts aux étudiants (1)

	2004		2003
	Autorisé	Passif éventuel	Passif éventuel
		(en millions de dollars)	
Prêts pour lesquels le remboursement des intérêts est à la charge du gouvernement tant que l'emprunteur est étudiant	1 002	1 002	1 026
Prêts pour lesquels le remboursement du capital et des intérêts est à la charge de l'emprunteur	1 926	1 926	1 963
Prêts pour l'achat d'un micro-ordinateur pour lesquels le remboursement des intérêts est à la charge de l'emprunteur	31	31	45
	2 959	2 959	3 034
Provision pour pertes sur les interventions financières garanties		(383)	(459)
		2 576	2 575

(1) Le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêts en vertu de la Loi sur l'aide financière aux études (L.R.Q., c. A-13.3).

ANNEXE 18

Sommaire des opérations fiduciaires exercées par des organismes et fonds du gouvernement

AU 31 MARS 2004

	2004				2003
	Passif	Actif	Augmentation (diminution) de l'avoir cumulé	Avoir net	Avoir net
			(en millions de dollars)		(redressé)
Caisse de dépôt et placement du Québec[1]	29 440	118 838	11 716	89 398	77 682
Comité Centraide - secteur public[1]	12	12			
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances[1]					
RREGOP	50	31 207	3 949	31 157	27 208
RRPE	8	4 992	729	4 984	4 255
Autres régimes	35	331	34	296	262
Commission de la construction du Québec[1]					
Fonds général d'administration	58	54	4	(4)	(8)
Régime supplémentaire de rentes - compte général	17	3 041	543	3 024	2 481
Régime supplémentaire de rentes - compte des retraités	1	3 317	115	3 316	3 201
Autres	513	1 910	240	1 397	1 157
Curateur public	68	342	47	274	227
Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées[1]		2		2	2
Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		5		5	5
Fonds d'assurance-récolte et Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles	557	250	(75)	(307)	(232)
Fonds des cautionnements des agents de voyages	11	8	(1)	(3)	(2)
Fonds des pensions alimentaires	295	295			
Fonds d'indemnisation des services financiers[2]	10	7	(6)	(3)	3
Fonds du compte de stabilisation du revenu agricole	25	25			
Fonds du régime tripartite d'assurance revenu brut à l'égard des récoltes		14		14	14
Fonds en fidéicommis	412	412			
Montants à reporter	31 512	165 062	17 295	133 550	116 255

ANNEXE 18

Sommaire des opérations fiduciaires exercées par des organismes et fonds du gouvernement (suite)

AU 31 MARS 2004

	2004				2003
	Passif	Actif	Augmentation (diminution) de l'avoir cumulé	Avoir net	Avoir net
			(en millions de dollars)		
Montants reportés	**31 512**	**165 062**	**17 295**	**133 550**	**116 255**
Fonds national de formation de la main-d'œuvre	4	91	18	87	69
Hydro-Québec - Régime de retraite[1]	26	9 243	891	9 217	8 326
Régie des rentes du Québec					
Fonds du régime de rentes du Québec	182	20 423	4 819	20 241	15 422
Autres	22	27	5	5	
	31 746	**194 846**	**23 028**	**163 100**	**140 072**
Moins : Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		63 901	9 801	63 901	54 100
	31 746	**130 945**	**13 227**	**99 199**	**85 972**

(1) États financiers au 31 décembre 2003.
(2) États financiers au 31 janvier 2004

ANNEXE 19

Information financière sur les réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation exclus du périmètre comptable du gouvernement

AU 31 MARS 2004

Résultats, excédents (déficits) annuels et cumulés de fonctionnement (1)

	2004				2003			
	Revenus	Dépenses	Excédent (déficit) annuel	Excédents (déficits) cumulés	Revenus	Dépenses	Excédent (déficit) annuel	Excédents (déficits) cumulés
	(en millions de dollars)							
Santé et services sociaux								
Agences (2)	166	167	(1)	8	154	154	–	9
Établissements publics	13 074	13 422	(348)	(953)	12 234	12 518	(284)	(605)
	13 240	**13 589**	**(349)**	**(945)**	**12 388**	**12 672**	**(284)**	**(596)**
Éducation								
Commissions scolaires (3)	**8 703**	**8 645**	**58**	**234**	**8 263**	**8 210**	**53**	**176**
Collèges (3)	**1 482**	**1 480**	**2**	**36**	**1 447**	**1 443**	**4**	**34**
Universités (4)	**2 617**	**2 593**	**24**	**(218)**	**2 384**	**2 360**	**24**	**(242)**

(1) L'information financière publiée a été extraite des derniers états financiers certifiés disponibles en conformité avec les conventions comptables en vigueur dans les réseaux. L'information financière regroupe uniquement les données financières des fonds d'exploitation. L'information présentée exclut donc les données des autres fonds, notamment les fonds de dotation, à destination spéciale, affectés, avec restrictions, en fiducie et d'immobilisations.

(2) Le 30 janvier 2004, les régies régionales de la santé et des services sociaux sont devenues des agences de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux.

(3) Ces données proviennent des états financiers certifiés au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002.

(4) Ces données proviennent des états financiers certifiés au 31 mai 2003 et au 31 mai 2002.

Finances
Québec

VOLUME 2

Comptes publics

2003 › 2004

Revenus, crédits, dépenses et investissements du Fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2004

Québec

COMPTES PUBLICS 2003-2004

VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2004

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

Finances Québec

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-43279-7

Dépôt légal – 1er trimestre 2005
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

SECTION

NOTES EXPLICATIVES

Contenu du volume
Liste et définitions des supercatégories et catégories de dépenses et autres coûts

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts, rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits 1

Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts 2

Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux 3

NOTES EXPLICATIVES

CONTENU DU VOLUME

Le **volume 2 est publié en trois sections.** Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du P[illegible]ement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.

Dans la présente publication, pour des fins de présentation, le terme «portefeuille» est utilisé pour représenter l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne et chacun des autres portefeuilles.

La **section 1** comprend des informations sommaires concernant les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts ainsi que le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et l'état de l'emploi des crédits.

La **section 2** présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des dépenses, des autres coûts et des crédits autorisés, ajustés dans le cas des crédits permanents des dépenses et des coûts en investissement effectués en plus des montants inscrits aux crédits initiaux, crédits supplémentaires et mandat spécial.

On y retrouve plus particulièrement :

les revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts par programmes, éléments, supercatégories et catégories;
les transferts par objets d'aide et genres de bénéficiaires.

Les modalités de comptabilisation des revenus, des dépenses et des autres coûts sont conformes aux conventions comptables énoncées aux États financiers consolidés du gouvernement (Volume 1).

La **section 3** présente des informations financières sommaires pour chacun des fonds spéciaux : revenus et dépenses, actif et passif, et, solde du fonds.

Dans le présent volume, les données étant arrondies, les montants inscrits en milliers de dollars peuvent varier de 1 millier de dollars à la hausse ou à la baisse dans différents tableaux par rapport à une présentation au dollar.

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et les fonds spéciaux ayant bénéficié d'affectations, sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS

SUPERCATÉGORIES

- *Rémunération*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec, et finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

- *Fonctionnement*
  Cette supercatégorie comprend, à l'exclusion des dépenses de rémunération, les dépenses d'opération encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Les dépenses de fonctionnement incluent également l'amortissement des immobilisations.

- *Service de la dette*
  Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette.

- *Affectation à un fonds spécial*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre financier.

- *Transfert*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services et dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

NOTES EXPLICATIVES (suite)

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

SUPERCATÉGORIES (suite)

- *Créances douteuses et autres provisions*
  Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation de la «Provision pour créances douteuses» et de la «Provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement».

- *Immobilisations*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations. Elle inclut également les coûts de la nature de ceux identifiés aux supercatégories «Rémunération», «Fonctionnement» et «Service de la dette», lorsqu'ils sont encourus pour la réalisation d'investissements en immobilisations.

- *Prêts, placements, avances et autres*
  Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie. Elle comprend également les déboursés qui n'entraînent pas de dépenses, les engagements étant portés à la dette nette et au déficit cumulé.

CATÉGORIES

Les **catégories** «Rémunération», «Fonctionnement», «Service de la dette», «Créances douteuses et autres provisions», «Immobilisations» et «Prêts, placements, avances et autres» sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories «Transfert» et «Affectation à un fonds spécial» se subdivisent selon les catégories suivantes.

- Transfert - *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes et d'entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;

- Transfert - *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autres que pour la rémunération, des organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;

- Transfert - *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;

- Transfert - *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;

- Transfert - *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories «Transfert - rémunération», «Transfert - fonctionnement», «Transfert - capital» et «Transfert - intérêt»;

- Affectation à un fonds spécial - *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;

- Affectation à un fonds spécial - *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

SECTION

1

Sommaires des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts, rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits

SECTION 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des revenus par catégories	1-2
Sommaire des revenus divers et des revenus de transfert du gouvernement du Canada	1-2
Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses	1-4
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits	1-6
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles	1-8
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions	1-12
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses	1-30
Sommaire des dépenses de transfert	1-38
Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial	1-40
Sommaire de la rémunération par supercatégories	1-41

SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1	2-3	Assemblée nationale			
2	2-9	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			124
3	2-17	Affaires municipales, Sport et Loisir			4 564
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			10 813
5	2-39	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	2-49	Conseil exécutif			
7	2-57	Culture et Communications			
8	2-65	Développement économique et régional			912
9	2-75	Éducation			
10	2-85	Emploi, Solidarité sociale et Famille			102
11	2-96	Environnement			3 231
12	2-104	Finances	4 648 695		42 523
13	2-115	Justice			417
14	2-123	Relations avec les citoyens et Immigration			32 421
15	2-133	Relations internationales			
16	2-139	Ressources naturelles, Faune et Parcs			142 182
17	2-152	Revenu	20 159 039	11 516 032	120 094
18	2-159	Santé et Services sociaux			1 545
19	2-168	Sécurité publique			33 596
20	2-178	Transports			708 590
21	2-187	Travail			44 508
			24 807 734	**11 516 032**	**1 145 622**

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2004

SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERT DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail page		Revenus divers et autres rentrées	Comptes à fin déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	2 613	2 505
2	2-9	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	722	
3	2-17	Affaires municipales, Sport et Loisir	2 913	
4	2-32	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	11 278	9 175
5	2-39	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	19 357	
6	2-49	Conseil exécutif	25 829	25 000
7	2-57	Culture et Communications	3 293	1 575
8	2-65	Développement économique et régional	6 686	549
9	2-75	Éducation	61 972	189
10	2-85	Emploi, Solidarité sociale et Famille	133 446	9
11	2-96	Environnement	6 556	3 225
12	2-104	Finances	189 057	
13	2-115	Justice	142 617	2 204
14	2-123	Relations avec les citoyens et Immigration	13 004	214
15	2-133	Relations internationales	297	
16	2-139	Ressources naturelles, Faune et Parcs	17 895	1 522
17	2-152	Revenu	551 007	119 594
18	2-159	Santé et Services sociaux	174 575	47 622
19	2-168	Sécurité publique	29 552	8 326
20	2-178	Transports	16 093	
21	2-187	Travail	2 510	2 397
			1 411 272	**224 106**

Revenus divers	Revenus provenant des entreprises du gouvernement	Total des revenus autonomes	Transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus 2004	Total des revenus 2003	
108		108		108	136	1
722		846		846	443	2
2 913		7 477		7 477	7 995	3
2 103		12 916	456	13 372	13 696	4
19 357		19 357		19 357	3 368	5
829		829		829	1 503	6
1 718		1 718		1 718	1 588	7
6 137		7 049		7 049	2 733	8
61 783		61 783	94 616	156 399	143 729	9
133 437		133 539	656 939	790 478	781 050	10
3 331		6 562	615	7 177	7 849	11
189 057	3 814 718	8 694 993	8 254 576	16 949 569	16 023 215	12
140 413		140 830	26 345	167 175	167 481	13
12 790		45 211	164 830	210 041	173 796	14
297		297		297	1 049	15
16 373		158 555		158 555	235 491	16
431 413		32 226 578		32 226 578	31 351 491	17
126 953		128 498	172 020	300 518	217 149	18
21 226		54 822	6	54 828	43 096	19
16 093		724 683	315	724 998	702 494	20
113		44 621		44 621	43 516	21
1 187 166	**3 814 718**	**42 471 272**	**9 370 718**	**51 841 990**	**49 922 868**	

=	Revenus divers		Total des transferts du gouvernement du Canada	-	Comptes à fin déterminée	=	Transferts du gouvernement du Canada	
	108							1
	722							2
	2 913		25 532		25 532			3
	2 103		257 305		256 849		456	4
	19 357							5
	829							6
	1 718							7
	6 137							8
	61 783		186 644		92 028		94 616	9
	133 437		663 966		7 027		656 939	10
	3 331		615				615	11
	189 057		8 254 576				8 254 576	12
	140 413		26 779		434		26 345	13
	12 790		164 830				164 830	14
	297							15
	16 373		1 026		1 026			16
	431 413							17
	126 953		172 020				172 020	18
	21 226		8 534		8 528		6	19
	16 093		51 077		50 762		315	20
	113							21
	1 187 166		**9 812 904**		**442 186**		**9 370 718**	

1.4

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

		Budget de dépenses	Amortissement (-)	Crédits initiaux [1] =
1	Assemblée nationale	91 634	4 570	87 064
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	102 045	2 167	99 878
3	Affaires municipales, Sport et Loisir	1 582 385	3 111	1 579 274
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	636 920	9 074	627 846
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	655 412	161	655 251
6	Conseil exécutif	203 707	673	203 034
7	Culture et Communications	501 055	1 687	499 368
8	Développement économique et régional	848 195	2 249	845 946
9	Éducation	11 489 857	4 965	11 484 892
10	Emploi, Solidarité sociale et Famille	5 846 665	3 139	5 843 526
11	Environnement	179 150	7 597	171 553
12	Finances (excluant le service de la dette)	215 951	4 251	211 700
13	Justice	550 841	5 041	545 800
14	Relations avec les citoyens et Immigration	206 685	5 300	201 385
15	Relations internationales	108 535	1 268	107 267
16	Ressources naturelles, Faune et Parcs	465 101	19 689	445 412
17	Revenu	632 264	1 500	630 764
18	Santé et Services sociaux	19 115 142	1 876	19 113 266
19	Sécurité publique	832 221	19 038	813 183
20	Transports	1 499 428	114 655	1 384 773
21	Travail	63 454	2 215	61 239
	Total des programmes	45 826 647	214 226	45 612 421
	Finances (service de la dette)	6 862 000		6 862 000
	Total	**52 688 647**	**214 226**	**52 474 421**

1 Crédits de l'année en cours, ceux déjà votés dont les reports et les crédits votés sur plus d'un an.
2 Crédits supplémentaires autorisés par lois, crédits associés aux crédits au net, crédits associés aux produits d'aliénation, virements, transferts de juridiction et autres crédits permanents.

Variations de crédits [2]	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	Dépenses	
+/(-)	=		+	=	
2 629	89 693	88 484	5 748	94 232	1
(554)	99 324	87 782	1 761	89 543	2
4 257	1 583 531	1 574 838	2 993	1 577 831	3
30 949	658 795	655 688	6 784	662 472	4
(4 059)	651 192	433 890	42	433 932	5
(30 642)	172 392	140 745	1 003	141 748	6
16 542	515 910	510 397	1 835	512 232	7
8 938	854 884	726 070	1 708	727 778	8
154 890	11 639 782	11 497 616	4 259	11 501 875	9
302 875	6 146 401	6 120 832	2 332	6 123 164	10
6 987	178 540	175 625	7 880	183 505	11
(40 118)	171 582	108 718	2 681	111 399	12
31 799	577 599	569 395	6 398	575 793	13
18 526	219 911	219 442	4 827	224 269	14
6 058	113 325	110 459	1 158	111 617	15
41 888	487 300	479 092	19 745	498 837	16
100 990	731 754	715 140	1 374	716 514	17
150 225	19 263 491	19 081 882	2 089	19 083 971	18
104 335	917 518	915 619	20 487	936 106	19
36 097	1 420 870	1 398 796	117 553	1 516 349	20
4 758	65 997	65 011	2 553	67 564	21
947 370	46 559 791	45 675 521	215 210	45 890 731	
57 353	6 919 353	6 655 289		6 655 289	
1 004 723	**53 479 144**	**52 330 810**	**215 210**	**52 546 020**	

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2004

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Le Parlement autorise le gouvernement par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations et des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés et le cas échéant de crédits permanents. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf dans la mesure prévue par la loi. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2004 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts du gouvernement portés aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière. Les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dépenses et des autres coûts contractés pour les biens et services acquis, les affectations et les transferts dus imputables sur ces crédits.

Le sous-ministre des Finances,

Gilles Godbout

Le contrôleur des finances,

Carole Boisvert, CA

Québec, le 15 mars 2005

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

	CRÉDITS AUTORISÉS		CRÉDITS UTILISÉS		CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Votés		
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		94 273		93 064			1 209
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	29 379	72 900	28 451	61 383	216	712	11 517
Affaires municipales, Sport et Loisir	1 590 419	304	1 577 922	10	6 891	5 606	294
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	683 797	183	670 748	145	1 449	11 600	38
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	788 351	328 766	356 858	321 996	2 501	428 992	6 770
Conseil exécutif	171 240	2 143	139 103	2 143	1 398	30 739	
Culture et Communications	519 970	2 115	510 211	2 114	3 029	6 730	1
Développement économique et régional	981 343	1 466	779 578	1 465	1 874	199 891	1
Éducation	11 021 898	769 671	10 984 084	726 380	4 929	32 885	43 291
Emploi, Solidarité sociale et Famille	6 140 341	12 897	6 108 695	12 580	12 930	18 716	317
Environnement	190 886	293	187 914	210	2 814	158	83
Finances (excluant le service de la dette)	172 368	10 007	100 789	9 854	3 420	68 159	153
Justice	479 943	126 381	467 066	123 952	11 698	1 179	2 429
Relations avec les citoyens et Immigration	226 201	7 616	222 569	7 616	1 575	2 057	
Relations internationales	114 302	436	111 205	436	2 476	621	
Ressources naturelles, Faune et Parcs	505 638	17 326	482 185	17 069	9 395	14 058	257
Revenu	497 720	235 036	485 568	230 542	12 143	9	4 494
Santé et Services sociaux	11 546 923	7 903 786	11 478 661	7 790 405	2 741	65 521	113 381
Sécurité publique	923 203	21 617	909 637	21 505	9 028	4 538	112
Transports	1 463 683	7 264	1 430 951	1 839	3 719	29 013	5 425
Travail	79 609	2 892	66 647	2 891	1 990	10 972	1
	38 127 214	9 617 372	37 098 842	9 427 599	96 216	932 156	189 773
Finances (service de la dette)		6 919 353		6 655 289			264 064
	38 127 214	**16 536 725** [1]	**37 098 842**	**16 082 888**	**96 216**	**932 156**	**453 837**
Dépenses *	36 950 079	16 529 065	36 435 869	16 076 588	96 216	417 994	452 477
Prêts, placements, avances et autres	880 075	283	487 635	283		392 440	
Immobilisations	297 060	7 377	175 338	6 017		121 722	1 360
	38 127 214	**16 536 725** [1]	**37 098 842**	**16 082 888**	**96 216**	**932 156**	**453 837**

1 Crédits permanents

Inclus dans les prévisions budgétaires	15 899 711	15 445 874	453 837
Non inclus dans les prévisions budgétaires	637 014	637 014	
	16 536 725	**16 082 888**	**453 837**

* Excluant l'amortissement des immobilisations pour 215 210 qui ne requiert pas de crédits et les ajustements négatifs de provisions pour 181 647

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

Détail page			CRÉDITS =		CRÉDITS INITIAUX		
			Dépenses	Investissements	Votés et permanents	Déjà votés	
						Reports	Votés sur plus d'un an
					+	+	+
1	2-4	Assemblée nationale	87 064	5 806	92 870		
2	2-10	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	99 878	2 378	102 023	233	
3	2-18	Affaires municipales, Sport et Loisir	1 579 274	7 191	1 584 841	1 624	
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	627 846	27 230	650 314	4 762	
5	2-40	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	655 251	313 718	966 993	1 976	
6	2-50	Conseil exécutif	203 034	954	202 582	1 406	
7	2-58	Culture et Communications	499 368	6 103	502 350	3 121	
8	2-66	Développement économique et régional	845 946	151 620	996 865	701	
9	2-76	Éducation	11 484 892	197 702	11 597 862	4 567	80 165
10	2-86	Emploi, Solidarité sociale et Famille	5 843 526	9 178	5 394 273	7 731	450 700
11	2-98	Environnement	171 553	16 866	183 913	4 506	
12	2-108	Finances (excluant le service de la dette)	211 700	10 792	219 207	3 285	
13	2-116	Justice	545 800	35 961	579 407	2 354	
14	2-124	Relations avec les citoyens et Immigration	201 385	12 120	211 494	2 011	
15	2-134	Relations internationales	107 267	1 635	108 281	621	
16	2-142	Ressources naturelles, Faune et Parcs	445 412	44 377	487 387	2 402	
17	2-154	Revenu	630 764	4 153	583 679	13 347	37 891
18	2-160	Santé et Services sociaux	19 113 268	1 477	19 114 670 [1]	73	
19	2-170	Sécurité publique	813 183	30 371	843 554		
20	2-180	Transports	1 384 773	49 913	1 431 022	3 664	
21	2-188	Travail	61 239	15 018	76 057	200	
		Total des programmes	45 612 421	944 563	45 929 644	58 584	568 756
	2-110	Finances (service de la dette)	6 862 000		6 862 000		
		Total	**52 474 421**	**944 563**	**52 791 644**	**58 584**	**568 756**
		* Votés	36 598 884	936 780	36 908 324 [a]	58 584	568 756
		Permanents	15 875 537	7 783	15 883 320 [1]		
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ajustements négatifs de provisions					
	a	Crédits initiaux autorisés par une loi sur les crédits	du 16 juillet 2003, 2003, c. 4				**36 908 324**
	b	Crédits supplémentaires autorisés par une loi sur les crédits	du 12 décembre 2003, 2003, c. 11				**571 000**

Crédits initiaux totaux	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés (montants reportés à la page suivante)	
	Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres				
=	+	+	+	+ (-)	+	=	
92 870			1 403 [2]			94 273	1
102 256				23		102 279	2
1 586 465	1 465		294 [3]	2 499		1 590 723	3
655 076	760	37		28 039	68	683 980	4
968 969	526		217 000	(107 761)	38 383	1 117 117	5
203 988				(31 652)	1 047	173 383	6
505 471		2		16 612		522 085	7
997 566				(14 794)	37	982 809	8
11 682 594		28		28 663	80 284	11 791 569	9
5 852 704	2 162		295 000	(1 693)	5 065	6 153 238	10
188 419	1 775	83		880	22	191 179	11
222 492				(40 125)	8	182 375	12
581 761		21		3 161	21 381	606 324	13
213 505	13 862		6 973 [4]	(841)	318	233 817	14
108 902				5 509	327	114 738	15
489 789		168		21 003	12 004	522 964	16
634 917		31		19 845	77 963	732 756	17
19 114 743				8 749	327 217	19 450 709	18
843 554		457	59 000	27 037	14 772	944 820	19
1 434 686		6 894		29 007	360	1 470 947	20
76 257				5 839	405	82 501	21
46 556 984	20 550	7 721	579 670		579 661	47 744 586	
6 862 000					57 353	6 919 353	
53 418 984	**20 550**	**7 721**	**579 670**		**637 014** [1]	**54 663 939** *	
37 535 664	20 550		571 000 [5]			38 127 214	
15 883 320		7 721	8 670 [2 4]		637 014	16 536 725	

1 Incluant des crédits initiaux de 4 455 000 établis en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé et de 2 574 934 pour la contribution prévue selon l'évolution des besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les cotisations réelles ont été de 4 648 694 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Fonctions régionales» et «Régie de l'assurance maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 2 552 407 pour la contribution du gouvernement.

2 94 273 de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1 alors qu'une prévision de 92 870 de crédits apparaissait au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.

3 294 de crédits de 2000-2001 reportés en vertu du décret 1317-2001 du 7 novembre 2001 tel que prévu à la Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986, c. 51.

4 6 973 de crédits permanents en vertu du décret 200-2001 du 7 mars 2001 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

5 Non inclus dans les prévisions budgétaires.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail page		Crédits autorisés (montants reportés)	CRÉDITS NON UTILISÉS			Ajustements négatifs de provisions
				Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
			(+)	(-)	(-)	(-)	(-)
1	2-4	Assemblée nationale	94 273			1 209	
2	2-10	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	102 279		216	12 229	
3	2-18	Affaires municipales, Sport et Loisir	1 590 723		6 891	5 900	
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	683 980		1 449	11 638	1 336
5	2-40	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 117 117		2 501	435 762	67 974
6	2-50	Conseil exécutif	173 383	1 839	1 398	28 900	
7	2-58	Culture et Communications	522 085		3 029	6 731	
8	2-66	Développement économique et régional	982 809	78	1 874	199 814	37 154
9	2-76	Éducation	11 791 569		4 929	76 176	75 183
10	2-86	Emploi, Solidarité sociale et Famille	6 153 238		12 930	19 033	
11	2-98	Environnement	191 179		2 814	241	
12	2-108	Finances (excluant le service de la dette)	182 375	261	3 420	68 051	
13	2-116	Justice	606 324		11 698	3 608	
14	2-124	Relations avec les citoyens et Immigration	233 817		1 575	2 057	
15	2-134	Relations internationales	114 738		2 476	621	
16	2-142	Ressources naturelles, Faune et Parcs	522 964		9 395	14 315	
17	2-154	Revenu	732 756		12 143	4 503	
18	2-160	Santé et Services sociaux	19 450 709		2 741	178 902	
19	2-170	Sécurité publique	944 820		9 028	4 650	
20	2-180	Transports	1 470 947		3 719	34 438	
21	2-188	Travail	82 501		1 990	10 973	
		Total des programmes	47 744 586	2 178	96 216	1 119 751	181 647
	2-110	Finances (service de la dette)	6 919 353			264 064	
		Total	**54 663 939**	**2 178**	**96 216**	**1 383 815**	**181 647**
		* Votés	38 127 214	2 178	96 216	929 978	
		Permanents	16 536 725			453 837	
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ajustements négatifs de provisions					181 647

INVESTISSEMENTS		Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES		
Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations			2004	2003	
(-)	(-)	=	+	=		
280	4 300	88 484	5 748	94 232	91 650	1
1	2 051	87 782	1 761	89 543	63 531	2
1	3 093	1 574 838	2 993	1 577 831	1 586 786	3
5	13 864	655 688	6 784	662 472	641 191	4
176 973	17	433 890	42	433 932	523 319	5
8	493	140 745	1 003	141 748	114 720	6
2	1 926	510 397	1 835	512 232	490 232	7
9 458	8 361	726 070	1 708	727 778	1 085 548	8
114 805	22 860	11 497 616	4 259	11 501 875	11 099 108	9
202	241	6 120 832	2 332	6 123 164	5 955 993	10
19	12 480	175 625	7 880	183 505	177 420	11
3	1 922	108 718	2 681	111 399	126 711	12
2	21 621	569 395	6 398	575 793	541 862	13
8	10 735	219 442	4 827	224 269	246 285	14
485	697	110 459	1 158	111 617	110 891	15
142	20 020	479 092	19 745	498 837	508 869	16
44	926	715 140	1 374	716 514	778 531	17
185 273	1 911	19 081 882	2 089	19 083 971	17 930 053	18
200	15 323	915 619	20 487	936 106	871 438	19
4	33 990	1 398 796	117 553	1 516 349	1 434 336	20
3	4 524	65 011	2 553	67 564	69 765	21
487 918	181 355	45 675 521	215 210	45 890 731	44 448 239	
		6 655 289		6 655 289	6 583 300	
487 918	**181 355**	**52 330 810**	**215 210**	**52 546 020**	**51 031 539**	*
487 635	175 338	36 435 869		36 435 869	35 580 941	
283	6 017	16 076 588		16 076 588	15 311 492	
			215 210	215 210	209 785	
		(181 647)		(181 647)	(70 679)	

6 Incluant 176 900 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée le 31 mars 2003.

7 Incluant 185 267 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée le 31 mars 2003.

8 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2004.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		*	*	*	*	*	*
MISSION: SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX							
Portefeuille: Santé et Services sociaux							
Fonctions nationales	2-160	250 819	31				
Permanents		437					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Fonctions régionales	2-160	11 240 391					
Permanents		2 681 198					
Office des personnes handicapées du Québec	2-162	46 891	42				
Ne nécessitant pas de crédits							
Régie de l'assurance maladie du Québec	2-162						
Permanents		4 894 934					
Total du portefeuille		19 114 670	73				
TOTAL DE LA MISSION		**19 114 670**	**73**				
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE							
Portefeuille: Affaires municipales, Sport et Loisir							
Développement du sport et du loisir	2-24	75 031					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		75 031					
Portefeuille: Culture et Communications							
Charte de la langue française	2-60	22 513	689				
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion interne, institutions nationales et Commission des biens culturels	2-58	79 064	2 432				
Permanents		9				2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-58	398 660					
Permanents		2 104					
Total du portefeuille		502 350	3 121			2	

* Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2004.

** Voir les composantes du montant au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories».

1 185 267 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée le 31 mars 2003.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2004 *	2003
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
3 138		253 988	7 543	1 859	244 586		244 586	226 254
		437	314		123		123	119
						1 899	1 899	1 770
								(30)
20		11 240 411	60 639	185 267	10 994 505		10 994 505	10 505 145
	232 330	2 913 528			2 913 528		2 913 528	2 536 282
5 591		52 524	80	58	52 386		52 386	50 606
						190	190	191
	94 887	4 989 821	113 067		4 876 754		4 876 754	4 609 716
8 749	327 217	19 450 709	181 643	187 184	19 081 882	2 089	19 083 971	17 930 053
8 749	**327 217**	**19 450 709**	**181 643**	**187 184**	**19 081 882**	**2 089**	**19 083 971**	**17 930 053**
(684)		74 347	1 818	58	72 471		72 471	67 598
						116	116	60
(684)		74 347	1 818	58	72 471	116	72 587	67 658
(193)		23 009	792	200	22 017		22 017	23 908
						379	379	514
1 726		83 222	6 681	1 728	74 813		74 813	72 442
		11	1		10		10	10
						1 456	1 456	1 738
15 079		413 739	2 286		411 453		411 453	389 512
		2 104			2 104		2 104	2 108
16 612		522 085	9 760	1 928	510 397	1 835	512 232	490 232

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉDUCATION ET CULTURE (suite)							
Portefeuille: Éducation							
Administration et consultation	2-76	139 016	3 820				
Permanents		10				28	
Ne nécessitant pas de crédits							
Aide financière aux études	2-78	487 915	747				
Permanents		41 854					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	2-78	6 866 598					
Enseignement supérieur	2-78	3 397 905		80 165			
Formation en tourisme et hôtellerie	2-76	17 069					
Régimes de retraite	2-80						
Permanents		647 495					
Total du portefeuille		11 597 862	4 567	80 165		28	
Portefeuille: Relations avec les citoyens et Immigration							
Immigration, intégration et régionalisation	2-124	112 765			13 862		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Total du portefeuille		112 775			13 862		
TOTAL DE LA MISSION		**12 288 018**	**7 688**	**80 165**	**13 862**	**30**	
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT							
Portefeuille: Affaires municipales, Sport et Loisir							
Habitation	2-22	298 651					
Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	2-18	577 954	154				
Promotion et développement de la Métropole	2-18	62 236					
Permanents							
Total du portefeuille		938 841	154				

2 L'augmentation s'explique principalement par le redressement de l'enveloppe budgétaire accordée à la Société d'habitation du Québec suite à la prise en compte, au cours des années antérieures, de contributions reportées.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2004 *	2003
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
818		143 654	15 316	10 784	117 554		117 554	115 456
	46	84	28		56		56	186
						3 635	3 635	3 669
(21 441)		467 221	21 941	126 881	318 399		318 399	286 209
	25 388	67 242			67 242		67 242	55 272
						624	624	843
			75 183		(75 183)		(75 183)	(62 704)
6 117		6 872 715	21		6 872 694		6 872 694	6 772 666
43 169		3 521 239	524		3 520 715		3 520 715	3 323 433
		17 069	12		17 057		17 057	15 410
	54 850	702 345	43 263		659 082		659 082	588 668
28 663	80 284	11 791 569	156 288	137 665	11 497 616	4 259	11 501 875	11 099 108
(3 294)		123 333	23	1 896	121 414		121 414	123 000
	31	41			41		41	235
						2 310	2 310	2 933
								(28)
(3 294)	31	123 374	23	1 896	121 455	2 310	123 765	126 140
41 297	**80 315**	**12 511 375**	**167 889**	**141 547**	**12 201 939**	**8 520**	**12 210 459**	**11 783 138**
2 309		300 960	431		300 529		300 529	254 507
(26 248)		551 860	1 638		550 222		550 222	573 046
5 487		67 723			67 723		67 723	72 045
								1 429
(18 452)		920 543	2 069		918 474		918 474	901 027

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Agriculture, Pêcheries et Alimentation							
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	2-34	333 426	4 752		760		
Permanents		78				37	
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Organismes d'État	2-34	316 810	10				
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		650 314	4 762		760	37	
Portefeuille: Développement économique et régional							
Développement économique et régional	2-66	580 293					
Permanents		1 409					
Ajustements négatifs de provisions							
Direction du Ministère	2-66	50 925					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Promotion et développement du tourisme	2-68	126 586					
Permanents		10					
Recherche, Science et Technologie	2-68	237 632	701				
Total du portefeuille		996 865	701				
Portefeuille: Emploi, Solidarité sociale et Famille							
Mesures d'aide à l'emploi	2-86	935 210					
Total du portefeuille		935 210					
Portefeuille: Environnement							
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	2-98	5 661					
Ne nécessitant pas de crédits							
Protection de l'environnement	2-98	178 217	4 506		1 775		
Permanents		35				83	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		183 913	4 506		1 775	83	

3 La variation s'explique principalement par la diminution des risques de pertes sur certaines interventions financières garanties d'Investissement Québec, par la réduction des dépenses de transfert pour le programme FAIRE et par la fin du programme de branchement des familles à Internet.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2004 *	2003
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
27 581		366 519	13 005	13 492	340 022		340 022	317 955
	68	183	38		145		145	1 907
						6 431	6 431	5 633
			1 336		(1 336)		(1 336)	(1 632)
458		317 278	44	377	316 857		316 857	316 817
						353	353	511
28 039	68	683 980	14 423	13 869	655 688	6 784	662 472	641 191
(37 385)		542 908	189 655	9 458	343 795		343 795	650 039
	32	1 441			1 441		1 441	8 839
			37 154		(37 154)		(37 154)	(6 285)
737		51 662	6 526	8 361	36 775		36 775	44 738
	5	15			15		15	168
						1 708	1 708	2 380
21 837		148 423	2 000		146 423		146 423	241 723
		10	1		9		9	10
17		238 350	3 584		234 766		234 766	143 936
(14 794)	37	982 809	238 920	17 819	726 070	1 708	727 778	1 085 548
10 729		945 939	56		945 883		945 883	970 614
10 729		945 939	56		945 883		945 883	970 614
506		6 167	150	73	5 944		5 944	6 306
						54	54	63
221		184 719	2 822	12 426	169 471		169 471	164 393
153	22	293	83		210		210	239
						7 826	7 826	6 419
880	22	191 179	3 055	12 499	175 625	7 880	183 505	177 420

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille: Relations internationales							
Affaires internationales	2-134	108 172	621				
Permanents		109					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		108 281	621				
Portefeuille: Ressources naturelles, Faune et Parcs							
Connaissance et gestion du territoire	2-142	25 235	4				
Permanents						16	
Ne nécessitant pas de crédits							
Développement énergétique	2-144	37 427					
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Direction du Ministère et développement de la Capitale-Nationale	2-146	101 227	111				
Permanents		59				1	
Ne nécessitant pas de crédits							
Gestion et développement de la ressource minérale	2-144	34 520	711				
Permanents						2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Parcs, Patrimoines faunique et forestier	2-142	283 824	1 576				
Permanents		5 095				149	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		487 387	2 402			168	
Portefeuille: Transports							
Administration et services corporatifs	2-182	95 299	2 791				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Infrastructures de transport	2-180	994 118					
Permanents						6 894	
Ne nécessitant pas de crédits							
Systèmes de transport	2-180	341 595	873				
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 431 022	3 664			6 894	
TOTAL DE LA MISSION		**5 731 833**	**16 810**		**2 535**	**7 182**	

4 L'augmentation s'explique en majeure partie par une hausse des subventions concernant l'aide au transport adapté

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2004 *	2003
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
5 509		114 302	3 097	1 180	110 025		110 025	108 956
	327	436		2	434		434	701
						1 158	1 158	1 234
5 509	327	114 738	3 097	1 182	110 459	1 158	111 617	110 891
172		25 411	563	2 131	22 717		22 717	23 429
	104	120	16		104		104	
						2 526	2 526	2 079
1 882		39 309	795	329	38 185		38 185	45 829
	769	769			769		769	
						758	758	722
1 511		102 849	8 428	6 543	87 878		87 878	75 925
	178	238	41		197		197	2 452
						3 189	3 189	2 497
(2 688)		32 543	1 063	2 039	29 441		29 441	39 787
	1 058	1 060	2		1 058		1 058	
						2 122	2 122	1 780
20 126		305 526	12 604	9 120	283 802		283 802	288 991
	9 895	15 139	198		14 941		14 941	13 758
						11 150	11 150	11 620
21 003	12 004	522 964	23 710	20 162	479 092	19 745	498 837	508 869
278		98 368	13 056	4 150	81 162		81 162	83 529
	359	369			369		369	136
						11 620	11 620	10 099
26 107		1 020 225	15 290	28 033	976 902		976 902	952 955
		6 894	5 425		1 469		1 469	
						105 318	105 318	102 886
2 622		345 090	4 386	1 811	338 893		338 893	284 117
	1	1			1		1	
						615	615	614
29 007	360	1 470 947	38 157	33 994	1 398 796	117 553	1 516 349	1 434 336
61 921	**12 818**	**5 833 099**	**323 487**	**99 525**	**5 410 087**	**154 828**	**5 564 915**	**5 829 896**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES							
Portefeuille: Emploi, Solidarité sociale et Famille							
Mesures d'aide à la famille et à l'enfance	2-88	1 764 442	258	171 700			
Permanents		3 513					
Mesures d'aide financière	2-86	2 455 470		279 000			295 000
Permanents		4 300					
Soutien à la gestion	2-88	231 319	7 473		2 162		
Permanents		19					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		4 459 063	7 731	450 700	2 162		295 000
Portefeuille: Justice							
Aide aux justiciables	2-118	122 632					
Permanents		47 692					
Total du portefeuille		170 324					
TOTAL DE LA MISSION		**4 629 387**	**7 731**	**450 700**	**2 162**		**295 000**
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE							
Portefeuille: Assemblée nationale							
Secrétariat général adjoint aux affaires administratives	2-4						
Permanents		34 797					(1 332)
Ne nécessitant pas de crédits							
Secrétariat général et Secrétariat général adjoint aux affaires parlementaires et institutionnelles	2-4						
Permanents		16 626					
Services statutaires de soutien aux parlementaires	2-4						
Permanents		41 447					2 735
Total du portefeuille		92 870					1 403

5 L'augmentation est attribuable principalement au développement de nouvelles places en services de garde et aux ajustements salariaux du personnel

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2004 *	DÉPENSES 2003
+,(-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
1 050		1 937 450	7 839	2	1 929 609		1 929 609	1 771 332
	255	3 768	317		3 451		3 451	3 874
6 131		3 035 601	11 737	206	3 023 658		3 023 658	2 980 781
	4 762	9 062			9 062		9 062	2 446
(19 603)		221 351	12 014	235	209 102		209 102	224 607
	48	67			67		67	96
						2 332	2 332	2 243
(12 422)	5 065	5 207 299	31 907	443	5 174 949	2 332	5 177 281	4 985 379
		122 632	475		122 157		122 157	120 585
	20 556	68 248			68 248		68 248	57 270
	20 556	190 880	475		190 405		190 405	177 855
(12 422)	**25 621**	**5 398 179**	**32 382**	**443**	**5 365 354**	**2 332**	**5 367 686**	**5 163 234**
(3 552)		29 913	12	4 300	25 601		25 601	27 532
						5 748	5 748	5 122
(334)		16 292	1 180	5	15 107		15 107	15 764
3 886		48 068	17	275	47 776		47 776	43 232
		94 273	1 209	4 580	88 484	5 748	94 232	91 650

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Personnes désignées par l'Assemblée nationale							
Administration du système électoral	2-10						
Permanents		72 650					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Commissaire au lobbyisme	2-12	2 392					
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Protecteur du citoyen	2-10	7 618	233				
Permanents		250					
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Vérificateur général	2-10	19 113					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		102 023	233				
Portefeuille: Affaires municipales, Sport et Loisir							
Administration générale	2-20	49 832	1 443				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Commission municipale du Québec	2-22	3 387	1				
Ne nécessitant pas de crédits							
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	2-20	503 123					
Permanents							294
Régie du logement	2-22	14 617	26		1 465		
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		570 969	1 470		1 465		294
Portefeuille: Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Commission de la fonction publique	2-42	2 701	81				
Ne nécessitant pas de crédits							
Fonctions gouvernementales	2-40	105 206					217 000
Ajustements négatifs de provisions							
Fonds de suppléance	2-44	495 278					
Régimes de retraite et d'assurances	2-42	4 389					
Permanents		290 373					
Secrétariat du Conseil du trésor	2-40	69 036	1 895		526		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		966 993	1 976		526		217 000

6 L'augmentation s'explique principalement par les élections générales du 14 avril 2003.

7 176 900 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée le 31 mars 2003.

8 La diminution s'explique principalement par la réévaluation de la provision pour congés de maladie et vacances.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2004 *	DÉPENSES 2003
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
		72 650	11 517	1 300	59 833		59 833	36 435
						1 018	1 018	1 503
		2 392	699	50	1 643		1 643	
								820
						91	91	7
12		7 863	217	195	7 451		7 451	7 264
		250			250		250	207
						137	137	131
11		19 124	12	507	18 605		18 605	16 788
						515	515	376
23		102 279	12 445	2 052	87 782	1 761	89 543	63 531
3 692		54 967	5 029	2 790	47 148		47 148	41 701
		10			10		10	10
						2 679	2 679	2 748
102		3 490	13	46	3 431		3 431	3 228
						47	47	52
17 645		520 768	3 461		517 307		517 307	555 460
		294	294					17
196		16 304	107	200	15 997		15 997	14 758
						151	151	127
21 635		595 833	8 904	3 036	583 893	2 877	586 770	618 101
2		2 784	86	17	2 681		2 681	2 565
						31	31	33
(6 243)		315 963	29 708	176 900	109 355		109 355 *	150 519
			67 974		(67 974)		(67 974) *	
(105 668)		389 610	389 610					
		4 389	1 739		2 650		2 650	3 050
	38 383	328 756	6 770		321 986		321 986	309 800
4 148		75 605	10 350	73	65 182		65 182	57 303
		10			10		10	9
						11	11	40
(107 761)	38 383	1 117 117	506 237	176 990	433 890	42	433 932	523 319

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Conseil exécutif							
Affaires autochtones	2-52	106 651					
Permanents							
Ne nécessitant pas de crédits							
Affaires intergouvernementales canadiennes	2-50	10 561	273				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-50	879	36				
Jeunesse	2-52	12 556	84				
Ne nécessitant pas de crédits							
Réforme des institutions démocratiques	2-52	1 653	58				
Permanents		10					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	2-50	69 186	955				
Permanents		1 076					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		202 582	1 406				
Portefeuille: Finances							
Direction du ministère	2-108	73 451	1 622				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	2-108	135 757	1 663				
Permanents		9 989					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		219 207	3 285				
Portefeuille: Justice							
Activité judiciaire	2-116	24 448	138				
Permanents		46 049					
Administration de la justice	2-116	316 889	2 200				
Permanents		11 238				21	
Ne nécessitant pas de crédits							
Justice administrative	2-118	10 459	16				
Total du portefeuille		409 083	2 354			21	

9 L'augmentation est conforme à la cédule de versements rattachée aux ententes avec les communautés autochtones

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2004 *	2003
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(3 826)		102 825	25 339	25	77 461		77 461	51 578
	3	3			3		3	1
						44	44	50
1 080		11 914	166	25	11 723		11 723	11 415
	40	50			50		50	68
						95	95	255
164		1 079	49		1 030		1 030	1 145
		12 640	1 091	15	11 534		11 534	9 402
						24	24	34
(43)		1 668	432		1 236		1 236	750
	1	11			11		11	
(29 027)		41 114	5 060	436	35 618		35 618	36 779
	1 003	2 079			2 079		2 079	2 373
						840	840	870
(31 652)	1 047	173 383	32 137	501	140 745	1 003	141 748	114 720
(54)		75 019	12 596	1 494	60 929		60 929	61 156
	8	18			18		18	18
						1 726	1 726	2 718
(40 071)		97 349	58 983	431	37 935		37 935	51 837
		9 989	153		9 836		9 836	9 755
						955	955	1 227
(40 125)	8	182 375	71 732	1 925	108 718	2 681	111 399	126 711
317		24 903	421	1 069	23 413		23 413	22 962
	734	46 783	169	12	46 602		46 602	45 561
2 814		321 903	11 896	20 542	289 465		289 465	266 198
	91	11 350	2 260		9 090		9 090	11 695
						6 398	6 398	8 083
30		10 505	85		10 420		10 420	9 508
3 161	825	415 444	14 831	21 623	378 990	6 398	385 388	364 007

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votes sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille: Relations avec les citoyens et Immigration							
Condition féminine	2-128	7 089	159				
Ne nécessitant pas de crédits							
Conseil et organismes de protection relevant du ministre	2-126	25 756					
Ne nécessitant pas de crédits							
Curateur public	2-126	43 461	1 251				
Permanents							6 973
Ne nécessitant pas de crédits							
Relations avec les citoyens et gestion de l'identité	2-124	21 945	601				
Permanents		468					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		98 719	2 011				6 973
Portefeuille: Revenu							
Administration fiscale	2-154	426 637	13 347	37 891			
Permanents		157 042				31	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		583 679	13 347	37 891		31	
Portefeuille: Sécurité publique							
Organismes relevant du ministre	2-172	29 169					
Permanents		3					
Sécurité, prévention et gestion interne	2-170	407 179					
Permanents		6 385				108	
Ne nécessitant pas de crédits							
Sûreté du Québec	2-170	400 818					59 000
Permanents						349	
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		843 554				457	59 000
Portefeuille: Travail							
Travail	2-188	73 570	200				
Permanents		2 487					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		76 057	200				
TOTAL DE LA MISSION		**4 165 736**	**26 282**	**37 891**	**1 991**	**509**	**284 670**

10 La diminution est attribuable pour 19 900 à la fin du programme national de réconciliation avec les orphelines et orphelins de Duplessis en mai 2003.

11 La diminution s'explique par une baisse de la dépense relative à la provision pour créances douteuses, due à l'intensification des efforts de perception.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2004 *		2003
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
(30)		7 218	182	4	7 032		7 032		7 215
						50	50		68
55		25 811	46	318	25 447		25 447		26 844
						235	235		264
49		44 761	3 358	6 848	34 555		34 555		33 000
(153)	10	6 830			6 830		6 830		5 028
						2 127	2 127		1 920
2 532		25 078	23	1 677	23 378		23 378	10	44 639
	277	745			745		745		799
						105	105		368
2 453	287	110 443	3 609	8 847	97 987	2 517	100 504		120 145
19 845		497 720	12 152	970	484 598		484 598		463 456
	77 963	235 036	4 494		230 542		230 542	11	313 851
						1 374	1 374		1 224
19 845	77 963	732 756	16 646	970	715 140	1 374	716 514		778 531
2 036		31 205	2 146	342	28 717		28 717		28 281
		3	3						
22 421		429 600	3 263	4 363	421 974		421 974		387 734
	13 183	19 676	108	84	19 484		19 484		13 999
						6 366	6 366		6 558
2 580		462 398	8 157	10 431	443 810		443 810		421 470
	1 589	1 938	1	303	1 634		1 634		2 321
						14 121	14 121		11 075
27 037	14 772	944 820	13 678	15 523	915 619	20 487	936 106		871 438
5 839		79 609	12 962	4 508	62 139		62 139		64 355
	405	2 892	1	19	2 872		2 872		2 976
						2 553	2 553		2 434
5 839	405	82 501	12 963	4 527	65 011	2 553	67 564		69 765
(99 545)	**133 690**	**4 551 224**	**694 391**	**240 574**	**3 616 259**	**47 441**	**3 663 700**		**3 741 918**

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Détail du programme en page	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
		Votés et permanents	Déjà votés		Associés aux crédits au net	Associés aux produits d'aliénation	Autres
			Reports	Votés sur plus d'un an			
		+	+	+	+	+	+
MISSION: SERVICE DE LA DETTE							
Portefeuille: Finances							
Service de la dette et intérêts sur le compte des régimes de retraite	2-110						
Permanents		6 862 000					
Total du portefeuille		6 862 000					
TOTAL DE LA MISSION		**6 862 000**					
TOTAL DES CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS		**52 791 644**	**58 584**	**568 756**	**20 550**	**7 721**	**579 670**
Votés		36 908 324	58 584	568 756	20 550		571 000
Permanents		15 883 320				7 721	8 670
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							

12 Incluant 3 912 936 (2003 3 887 959) pour le service de la dette directe et 2 742 353 (2003 2 647 790) pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite

13 Non inclus dans les prévisions budgétaires

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions **	Investissements **	Dépenses excluant l'amortissement	Amortissement	DÉPENSES 2004 *	DÉPENSES 2003
+ (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
	57 353	6 919 353	264 064		6 655 289		6 655 289 [12]	6 583 300
	57 353	6 919 353	264 064		6 655 289		6 655 289	6 583 300
	57 353	**6 919 353**	**264 064**		**6 655 289**		**6 655 289**	**6 583 300**
	637 014 [13]	**54 663 939**	**1 663 856**	**669 273**	**52 330 810**	**215 210**	**52 546 020**	**51 031 539**
		38 127 214	1 028 372	662 973	36 435 869		36 435 869	35 580 941
	637 014	16 536 725	453 837	6 300	16 076 588		16 076 588	15 311 492
						215 210	215 210	209 785
			181 647		(181 647)		(181 647)	(70 679)

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
ASSEMBLÉE NATIONALE	89 693	88 484	70 131
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
Commissaire au lobbyisme	2 338	1 643	1 233
Directeur général des élections - Commission de la représentation	70 456	59 833	34 413
Le Protecteur du citoyen	7 912	7 701	6 044
Le Vérificateur général	18 618	18 605	14 695
	99 324	87 782	56 385
AFFAIRES MUNICIPALES, SPORT ET LOISIR			
Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir	1 563 984	1 555 410	37 038
Commission municipale du Québec	3 443	3 431	2 801
Régie du logement	16 104	15 997	12 311
	1 583 531	1 574 838	52 150
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	646 894	643 831	119 751
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 415	8 411	6 785
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3 486	3 446	2 759
	658 795	655 688	129 295
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	648 426	431 209	327 789
Commission de la fonction publique	2 766	2 681	2 287
	651 192	433 890	330 076
CONSEIL EXÉCUTIF			
Ministère du Conseil exécutif	171 605	139 971	36 494
Conseil permanent de la jeunesse	787	774	534
	172 392	140 745	37 028
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
Ministère de la Culture et des Communications	495 338	489 836	48 524
Commission de toponymie	1 181	1 181	940
Commission des biens culturels du Québec	446	446	294
Conseil supérieur de la langue française	1 574	1 573	877
Office québécois de la langue française	17 371	17 361	13 553
	515 910	510 397	64 188

* Excluant l'amortissement des immobilisations qui ne requiert pas de crédits.
** La dépense d'amortissement est comprise dans la supercatégorie «Fonctionnement».

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
18 225		128			5 748	94 232
410					91	1 734
22 478		2 942			1 018	60 851
1 657					137	7 838
3 910					515	19 120
28 455		2 942			1 761	89 543
16 054	1 431	1 497 297	3 590		2 795	1 558 205
630					47	3 478
3 686					151	16 148
20 370	1 431	1 497 297	3 590		2 993	1 577 831
37 841	(630)	486 869			6 431	650 262
1 626					353	8 764
687						3 446
40 154	(630)	486 869			6 784	662 472
18 010		31 293	54 117		11	431 220
394					31	2 712
18 404		31 293	54 117		42	433 932
18 629		84 848			996	140 967
240					7	781
18 869		84 848			1 003	141 748
26 690	596	414 026			1 466	491 302
241						1 181
152						446
686		10			11	1 584
3 579		229			358	17 719
31 348	596	414 265			1 835	512 232

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *	Rémunération *
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL			
Ministère du Développement économique et régional et de la Recherche [1]	677 297	650 871	67 270
Conseil de la science et de la technologie	1 998	1 994	1 160
Investissement Québec	175 589	73 205	
	854 884	726 070	68 430
ÉDUCATION			
Ministère de l'Éducation	11 635 111	11 493 197	86 356
Commission consultative de l'enseignement privé	104	103	71
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 233	2 060	1 713
Conseil supérieur de l'éducation	2 334	2 256	1 601
	11 639 782	11 497 616	89 741
EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE ET FAMILLE			
Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille	6 145 387	6 119 824	214 617
Conseil de la famille et de l'enfance	1 014	1 008	744
	6 146 401	6 120 832	215 361
ENVIRONNEMENT			
Ministère de l'Environnement	172 448	169 681	106 071
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	6 092	5 944	4 004
	178 540	175 625	110 075
FINANCES			
Ministère des Finances	7 066 990	6 742 407	44 572
Le Registraire des entreprises	23 945	21 600	15 283
	7 090 935	6 764 007	59 855
JUSTICE			
Ministère de la Justice	506 639	498 953	166 543
Comité de la rémunération des juges de la Cour du Québec et des cours municipales	200	31	31
Conseil de la justice administrative	509	427	149
Conseil de la magistrature	1 965	1 965	286
Tribunal des droits de la personne	68 286	68 019	63 267
	577 599	569 395	230 276

1 Depuis le 23 mars 2004, en vertu du décret 222-2004, le ministère Développement économique et régional est désigné sous le nom Développement économique et régional et de la Recherche

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
39 430	(6 383)	452 381	98 173		1 708	652 579
834						1 994
	(29 330)	102 535				73 205
40 264	(35 713)	554 916	98 173		1 708	727 778
41 499	(7 941)	11 373 283			4 204	11 497 401
32						103
347					31	2 091
655					24	2 280
42 533	(7 941)	11 373 283			4 259	11 501 875
123 871	12 513	4 730 745	1 038 078		2 332	6 122 156
256		8				1 008
124 127	12 513	4 730 753	1 038 078		2 332	6 123 164
45 076	46	18 488			7 826	177 507
1 940					54	5 998
47 016	46	18 488			7 880	183 505
24 718		16 878	950	6 655 289	1 970	6 744 377
6 310	7				711	22 311
31 028	7	16 878	950	6 655 289	2 681	6 766 688
130 189	5 401	193 276	3 544		6 398	505 351
						31
278						427
1 679						1 965
4 752						68 019
136 898	5 401	193 276	3 544		6 398	575 793

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *	Rémunération *
RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION			
Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	148 573	148 415	83 383
Commission d'accès à l'information	4 128	4 105	3 262
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	12 884	12 868	10 082
Conseil des relations interculturelles	687	687	495
Conseil du statut de la femme	4 260	4 195	3 205
Curateur public	41 591	41 385	31 424
Office de la protection du consommateur	7 788	7 787	6 124
	219 911	219 442	137 975
RELATIONS INTERNATIONALES	113 325	110 459	54 328
RESSOURCES NATURELLES, FAUNE ET PARCS			
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs	384 934	376 951	75 126
Société de la faune et des parcs du Québec	102 366	102 141	58 093
	487 300	479 092	133 219
REVENU	731 754	715 140	281 882
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
Ministère de la Santé et des Services sociaux	14 214 635	14 188 933	53 487
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé	1 090	999	345
Conseil de la santé et du bien-être	1 047	1 036	591
Conseil des aînés	653	545	401
Conseil médical du Québec	622	529	297
Office des personnes handicapées du Québec	52 466	9 929	7 947
Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux	3 157	3 157	1 980
Régie de l'assurance maladie du Québec	4 989 821	4 876 754	
	19 263 491	19 081 882	65 048
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Ministère de la Sécurité publique	888 773	886 902	421 244
Bureau du coroner	7 024	7 010	3 774
Comité de déontologie policière	1 852	1 852	1 296
Commissaire à la déontologie policière	2 784	2 783	2 257
Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 985	2 976	2 039
Régie des alcools, des courses et des jeux	14 100	14 096	10 675
	917 518	915 619	441 285

Fonctionnement * +	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
36 438	4	28 590			2 431	150 846
843					38	4 143
2 786					110	12 978
192					3	690
990					34	4 229
9 951	10				2 127	43 512
1 588		75			84	7 871
52 788	14	28 665			4 827	224 269
18 064		28 039	10 028		1 158	111 617
55 937	7 878	72 768	165 242		11 999	388 950
32 405	46	11 597			7 746	109 887
88 342	7 924	84 365	165 242		19 745	498 837
125 324	194 900	124	112 910		1 374	716 514
62 243		14 073 203			1 899	14 190 832
654						999
345		100				1 036
143		1				545
232						529
1 982					190	10 119
1 177						3 157
		4 876 754				4 876 754
66 776		18 950 058			2 089	19 083 971
223 088	300	59 990	182 280		20 487	907 389
3 236						7 010
556						1 852
526						2 783
937						2 976
3 421						14 096
231 764	300	59 990	182 280		20 487	936 106

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *	Rémunération +
TRANSPORTS			
Ministère des Transports	1 409 009	1 387 102	186 679
Commission des transports du Québec	11 861	11 694	8 279
	1 420 870	1 398 796	194 958
TRAVAIL			
Ministère du Travail	25 701	25 487	13 151
Commission de l'équité salariale	5 474	5 123	3 916
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	373	324	203
Conseil des services essentiels	2 777	2 777	2 078
Régie du bâtiment du Québec	31 672	31 300	22 965
	65 997	65 011	42 313
TOTAL GOUVERNEMENTAL	**53 479 144**	**52 330 810**	**2 863 999**

Pour détails par catégories, voir section 2, par portefeuilles

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Amortissement **	Dépenses totales
310 057	353	389 876	500 137		116 938	1 504 040
3 414	1				615	12 309
313 471	354	389 876	500 137		117 553	1 516 349
3 935	1	8 400			631	26 118
1 207					80	5 203
121					12	336
699					65	2 842
8 250	85				1 765	33 065
14 212	86	8 400			2 553	67 564
1 508 432	**179 288**	**38 954 753**	**2 169 049**	**6 655 289**	**215 210**	**52 546 020**

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES *	Rémunération	Fonctionnement
Entreprises		
Établissements de santé et de services sociaux	9 157 127	3 199 271
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	8 692 482	1 028 668
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif	98 251	52 176
Personnes		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie	3 473 118	
Autres	48 662	
Organismes et entreprises du gouvernement	395 841	244 660
	21 865 481	**4 524 775**

RÉPARTITION:

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales, Sport et Loisir	17 750	6 469
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	39 254	11 771
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	28 701	
6	Conseil exécutif		
7	Culture et Communications	90 315	50 822
8	Développement économique et régional	41 493	39 139
9	Éducation	8 676 648	1 033 681
10	Emploi, Solidarité sociale et Famille	6 528	37 321
11	Environnement		
12	Finances	13 173	3 243
13	Justice	115 079	16 150
14	Relations avec les citoyens et Immigration		
15	Relations internationales		
16	Ressources naturelles, Faune et Parcs	4 527	9 676
17	Revenu		
18	Santé et Services sociaux	12 832 013	3 316 503
19	Sécurité publique		
20	Transports		
21	Travail		
		21 865 481	**4 524 775**

Total des transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour autres dépenses en capita

* Correspondant aux destinataires finaux. Si l'aide est versée par un intermédiaire et qu'alors l'identification des destinataires finaux ne peut être faite au prix d'un effort raisonnable, les bénéficiaires du paiement initial sont pris en compte

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2004.

Capital		Intérêt	Support	2004	2003	
Principal	Autres					
8 486	31 768	4 181	964 415	1 008 850	991 631	
274 601	14 865	274 137	177 814	13 097 815	12 298 600	
437 055	15 068	608 750	296 088	11 078 111	10 738 978	
307 446	21 311	383 139	762 322	1 474 218	1 540 151	
37 541	8 336	66 479	2 083 329	2 346 112	2 138 375	
			3 364 229	3 364 229	2 782 527	
			1 541 902	5 015 020	4 753 845	
28 937	687	130	517 809	596 225	1 122 042	
31 257	19 311	46 049	237 055	974 173	923 431	
1 125 323	**111 346**	**1 382 865**	**9 944 963**	**38 954 753**	**37 289 580**	
			128	128	139	1
			2 942	2 942	2 485	2
289 583		375 792	807 703	1 497 297	1 512 743	3
	21 193		414 651	486 869	468 789	4
	362		2 230	31 293	53 457	5
			84 848	84 848	55 837	6
31 916	4 307	39 323	197 582	414 265	392 516	7
7 669	13 654	17 425	435 536	554 916	661 935	8
425 046	15 372	599 421	623 115	11 373 283	10 972 641	9
	2 264	4	4 684 636	4 730 753	4 536 361	10
	1 883	956	15 649	18 488	16 161	11
			462	16 878	29 323	12
	523		61 524	193 276	181 194	13
			28 665	28 665	48 958	14
			28 039	28 039	23 720	15
3 359	40	6 393	60 370	84 365	90 749	16
			124	124	124	17
274 553	33 694	274 082	2 219 213	18 350 058	17 805 726	18
	133		59 857	59 990	39 210	19
93 197	17 921	69 469	209 289	389 876	389 066	20
			8 400	8 400	7 546	21
1 125 323	**111 346**	**1 382 865**	**9 944 963**	**38 954 753**	**37 289 580**	

1 236 669

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Rémunération	Fonctionnement	Capital	Intérêt	Support	2004	2003 [1]
Affaires municipales, Sport et Loisir					3 590	3 590	1 960
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	20	52 024	1 968	105		54 117	68 512
Développement économique et régional	19 204	24 098	600		54 271	98 173	91 654
Emploi, Solidarité sociale et Famille	162 671	40 409	32 390	2 430	800 178	1 038 078	1 066 025
Finances		950				950	950
Justice	334	983			2 227	3 544	1 908
Relations avec les citoyens et Immigration							210
Relations internationales		10 028				10 028	10 323
Ressources naturelles, Faune et Parcs	60 752	42 061			62 429	165 242	157 981
Revenu	28 655	52 097	28 260	3 898		112 910	113 849
Sécurité publique	128 943	47 998	4 566	773		182 280	172 268
Transports	71 106	30 969	223 580	174 482		500 137	405 954
	471 685	**301 617**	**291 364**	**181 688**	**922 695**	**2 169 049**	**2 091 594**

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2004

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobilisations	Rémunération totale
Assemblée nationale	70 131			70 131	568	70 699
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	56 385			56 385	443	56 828
Affaires municipales, Sport et Loisir	52 150	17 750		69 900	432	70 332
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	129 295	39 254		168 549	1 198	169 747
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	330 076	28 701	20	358 797		358 797
Conseil exécutif	37 028			37 028		37 028
Culture et Communications	64 188	90 315		154 503		154 503
Développement économique et régional	68 430	41 493	19 204	129 127	858	129 985
Éducation	89 741	8 676 648		8 766 389	3 610	8 769 999
Emploi, Solidarité sociale et Famille	215 361	6 528	162 671	384 560	23	384 583
Environnement	110 075			110 075	1 345	111 420
Finances	59 855	13 173		73 028	93	73 121
Justice	230 276	115 079	334	345 689	4 802	350 491
Relations avec les citoyens et Immigration	137 975			137 975	1 924	139 899
Relations internationales	54 328			54 328		54 328
Ressources naturelles, Faune et Parcs	133 219	4 527	60 752	198 498	4 406	202 904
Revenu	281 882		28 655	310 537		310 537
Santé et Services sociaux	65 048	12 832 013		12 897 061		12 897 061
Sécurité publique	441 285		128 943	570 228	1 415	571 643
Transports	194 958		71 106	266 064	5 362	271 426
Travail	42 313			42 313	867	43 180
	2 863 999	**21 865 481**	**471 685**	**25 201 165**	**27 346**	**25 228 511**

SECTION 2

Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Assemblée nationale	2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	2-9
Affaires municipales, Sport et Loisir	2-17
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2-32
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	2-39
Conseil exécutif	2-49
Culture et Communications	2-57
Développement économique et régional	2-65
Éducation	2-75
Emploi, Solidarité sociale et Famille	2-85
Environnement	2-96
Finances	2-104
Justice	2-115
Relations avec les citoyens et Immigration	2-123
Relations internationales	2-133
Ressources naturelles, Faune et Parcs	2-139
Revenu	2-152
Santé et Services sociaux	2-159
Sécurité publique	2-168
Transports	2-178
Travail	2-187

ASSEMBLÉE NATIONALE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 117	2 169
Boutique de l'Assemblée nationale	388	357
	2 505	2 526
Moins: Montants inscrits au compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 505	2 526
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	108	136
	108	136
Total des revenus autonomes	108	136
Total des revenus	**108**	**136**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-20		**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET INSTITUTIONNELLES**			
1 Affaires parlementaires Permanents [1]	5 986	1		5 655	5 334
2 Affaires institutionnelles Permanents [1]	10 306	4		9 452	7 308
TOTAL	16 292	5		15 107	12 642
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-20		**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL ADJOINT AUX AFFAIRES ADMINISTRATIVES**			
1 Soutien administratif et technique Permanents [1]	16 888		4 090	12 796	9 055
2 Soutien à la gestion des ressources Permanents [1]	13 025		210	12 805	11 168
Ne nécessitant pas de crédits				5 748	
TOTAL	29 913		4 300	31 349	20 223
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)					
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		**SERVICES STATUTAIRES DE SOUTIEN AUX PARLEMENTAIRES**			
1 Indemnités et allocations Permanents [1]	8 107	274		7 817	
Permanents [2]	15 739			15 739	15 739
2 Personnel des députés Permanents [1]	21 704	1		21 702	19 239
3 Services de recherche des partis Permanents [1]	1 682			1 682	1 452
4 Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale Permanents [2]	836			836	836
TOTAL	48 068	275		47 776	37 266
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1)					
2 Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1)					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Permanents	94 273	280	4 300	88 484	70 131
Ne nécessitant pas de crédits				5 748	
TOTAL	**94 273**	**280**	**4 300**	**94 232**	**70 131**

1 Incluant 5 851 à l'égard de 60 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateurs et de contrôleurs de l'activité gouvernementale, à informer les parlementaires et les citoyens des activités de l'Assemblée nationale, à assurer la gestion de la bibliothèque, des activités protocolaires et pédagogiques de même que des activités interparlementaires.							
321							330
2 035		109					850
2 356		109					1 180
Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines et matérielles d'une part, et des services reliés à la diffusion des débats, aux technologies de l'information, à la sécurité des personnes et des biens, ainsi que la gestion du parc immobilier et des restaurants d'autre part.							
3 741							2
1 637							10
5 748							
11 126							12
Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.							
7 817							16
2 444		19					1
230							
10 491		19					17
18 225		128					1 209
5 748							
23 973		**128**					**1 209**

ASSEMBLÉE NATIONALE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat général et Secrétariat général adjoint aux affaires parlementaires et institutionnelles			
Fondation Jean-Charles-Bonenfant	109		
Programme 3 - Services statutaires de soutien aux parlementaires			
Autres	19		
Total des crédits et dépenses	**128**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
			109		109	104
5		14			19	35
5		**14**	**109**		**128**	**139**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Support	128	128	139
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**128**	**128**	**139**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Travaux de délimitation territoire électoral	124	
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	349	209
Divers	80	59
	429	268
Intérêts		
Comptes de banque	72	5
Amendes et confiscations		
Divers	12	7
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	209	133
Divers		30
	209	163
	722	443
Total des revenus autonomes	846	443
Total des revenus	**846**	**443**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		LE PROTECTEUR DU CITOYEN			
1 Le Protecteur du citoyen	7 863		195	7 451	5 794
Permanents[1]	250			250	250
Ne nécessitant pas de crédits				137	
TOTAL	8 113		195	7 838	6 044
1 Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL			
1 Le Vérificateur général	19 124	1	506	18 605	14 695
Ne nécessitant pas de crédits				515	
TOTAL	19 124	1	506	19 120	14 695
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL			
1 Gestion interne et soutien					
Permanents[1]	16 123		893	13 723	10 791
Ne nécessitant pas de crédits				410	
2 Commission de la représentation électorale					
Permanents[1]	204			80	
3 Activités électorales					
Permanents[1]	56 323		407	46 030	23 622
Ne nécessitant pas de crédits				608	
TOTAL	72 650		1 300	60 851	34 413
1 Loi électorale, (L.R.Q., c. E-3.3)					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir des griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.							
1 657						216	1
137							
1 794						216	1
Ce programme vise à permettre au Vérificateur général d'effectuer la vérification financière, la vérification de la conformité et celle de l'optimisation des ressources du Fonds consolidé du revenu, des ministères, de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.							
3 910							12
515							
4 425							12
Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.							
2 932							1 507
410							
80							124
19 466		2 942					9 886
608							
23 496		2 942					11 517

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire page 1-22		**LE COMMISSAIRE AU LOBBYISME**			
1. Le Commissaire au lobbyisme	2 392		50	1 643	1 233
Ne nécessitant pas de crédits				91	
TOTAL	2 392		50	1 734	1 233
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	29 379	1	751	27 699	21 722
Permanents	72 900		1 300	60 083	34 663
Ne nécessitant pas de crédits				1 761	
TOTAL	**102 279**	**1**	**2 051**	**89 543**	**56 385**

[1] Incluant 5 727 à l'égard de 55 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.							
410							699
91							
501							699
5 977						216	712
22 478		2 942					11 517
1 761							
30 216		**2 942**				**216**	**12 229**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	2 942		
Total des crédits et dépenses	**2 942**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
		2 942			2 942	2 485
		2 942			**2 942**	**2 485**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Support	2 942	2 942	2 485
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 942**	**2 942**	**2 485**

AFFAIRES MUNICIPALES, SPORT ET LOISIR
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 564	4 163
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport		300
Divers	60	49
	60	349
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour le financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport		300
		49
Intérêts		
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	583	328
Débiteurs	141	170
Divers	11	9
	735	507
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	752	86
Subventions d'années antérieures	1 366	3 190
	2 118	3 276
	2 913	3 832
Total des revenus autonomes	7 477	7 995
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Travaux d'infrastructures		186
Programme d'infrastructures	25 532	20 976
	25 532	21 162
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour les travaux d'infrastructures		186
Compte relatif au programme d'infrastructures	25 532	20 976
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	**7 477**	**7 995**

AFFAIRES MUNICIPALES, SPORT ET LOISIR

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA MÉTROPOLE**			
1. Aide au développement de la Métropole	50 873			50 873	
2. Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	16 850			16 850	
TOTAL	67 723			67 723	
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14		**MISE À NIVEAU DES INFRASTRUCTURES ET RENOUVEAU URBAIN**			
1. Construction de réseaux d'aqueduc et d'égou	15 752			15 752	
2. Assainissement des eaux du Québec	436 347			435 519	
3. Infrastructures	93 665			92 987	953
4. Renouveau urbain et villageois	6 096			5 964	299
TOTAL	551 860			550 222	1 252

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme consiste à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la Métropole afin d'en favoriser le progrès, le dynamisme et le rayonnement. De plus, il vise à fournir un soutien financier à la réalisation d'initiatives ayant comme objectifs le développement et la promotion de la Métropole tout en agissant comme catalyseur et rassembleur pour la promotion de ses intérêts. Il facilite la concertation entre de nombreux partenaires métropolitains, tant du secteur privé que public, notamment en matière d'aménagement du territoire, veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire et assume la responsabilité de la politique gouvernementale de soutien au développement local et régional pour les régions administratives de Montréal et de Laval.

		50 873					
		13 260	3 590				
		64 133	3 590				

Ce programme assure une participation financière du gouvernement pour faciliter la construction de réseaux d'aqueduc et d'égout ainsi que l'assainissement des eaux usées municipales au sein de toutes les régions du Québec. De plus, il permet d'apporter un soutien financier à la réfection d'infrastructures au sein des municipalités, des communautés métropolitaines de même qu'en milieu nordique particulièrement par les programmes d'infrastructures et de Renouveau urbain et villageois.

		15 752					
1		435 518			828		
322		91 712			677	1	
198		5 467			132		
521		548 449			1 637	1	

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire page 1-22		**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES ET AIDE FINANCIÈRE AUX MUNICIPALITÉS**			
1 Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	20 700			20 700	
2 Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	229 710			229 710	
3 Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	3 206			1 782	
4 Aménagement du territoire municipal	18 895			18 895	
5 Aide financière aux municipalités, aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik Permanents [1]	50 863 294			50 863	
6 Mesures financières du pacte fiscal	197 394			195 357	
TOTAL	521 062			517 307	

1 Loi concernant la ville de Schefferville, (L.Q., 1986, c. 51)

PROGRAMME 4 Sommaire page 1-22		**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**			
1 Direction	3 947	1		3 728	2 349
Permanents [1]	10			10	
2 Gestion	51 020		2 789	43 420	29 576
Ne nécessitant pas de crédits				2 679	
TOTAL	54 977	1	2 789	49 837	31 925

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à fournir aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que des gouvernements étrangers. Il a aussi pour but d'inciter au regroupement de municipalités, et ce, à travers toutes les régions du Québec. De plus, il permet d'accorder une aide financière au milieu municipal, aux villages nordiques et à l'Administration régionale Kativik. Il couvre le soutien aux municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Il englobe également les mesures financières du pacte fiscal incluses dans l'entente conclue avec le monde municipal.

		20 700					
		229 710					
		1 782				1 424	
		18 895					
		50 863					294
25		195 332				2 037	
25		517 282				3 461	294

Ce programme comprend la direction du Ministère et les unités responsables de la planification, la direction et la coordination des ressources nécessaires à la gestion des différents programmes du Ministère et à l'élaboration des politiques. En outre, il permet d'assurer une représentation au sein des diverses régions du Québec dans la mise en oeuvre des orientations et des politiques ministérielles et gouvernementales touchant le milieu municipal.

334		1 045				181	37
10							
13 261		583				1 278	3 533
2 679							
16 284		1 628				1 459	3 570

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-22		**COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC**			
1 Commission municipale du Québec	3 490		46	3 431	2 801
Ne nécessitant pas de crédits				47	
TOTAL	3 490		46	3 478	2 801
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-14		**HABITATION**			
1 Société d'habitation du Québec	300 260			299 829	
2 Immobilière SHQ	700			700	
TOTAL	300 960			300 529	
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-22		**RÉGIE DU LOGEMENT**			
1 Régie du logement	16 304		200	15 997	12 311
Ne nécessitant pas de crédits				151	
TOTAL	16 304		200	16 148	12 311

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme permet d'agir auprès des municipalités en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'adjudication et de reconnaissance pour fins d'exemption de taxe.

630						12	1
47							
677						12	1

Ce programme vise à faciliter, aux citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement tenant compte de leur capacité financière, de la diversité de leurs besoins et de la conjoncture économique et sociodémographique, à promouvoir l'amélioration des conditions générales de l'habitat au Québec et à favoriser le développement et la reconnaissance du savoir-faire québécois en habitation.

	1 431	298 398					431
		700					
	1 431	299 098					431

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements, et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

3 686						107	
151							
3 837						107	

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 8 Sommaire : page 1-12		DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DU LOISIR			
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	41 385			41 159	
2. Promotion du sport	24 478			23 821	
3. Promotion de la sécurité et recherche	1 870			1 727	
4. Administration du sport et du loisir	6 614		58	5 764	3 861
Ne nécessitant pas de crédits				116	
TOTAL	74 347		58	72 587	3 861
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 590 419	1	3 093	1 574 828	52 150
Permanents	304			10	
Ne nécessitant pas de crédits				2 993	
	1 590 723	**1**	**3 093**	**1 577 831**	**52 150**

1 Incluant 11 553 à l'égard de 111 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION A UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.							
		41 159					226
		23 821					657
		1 727					143
1 903						215	577
116							
2 019		66 707				215	1 603
20 360	1 431	1 497 297	3 590			6 891	5 606
10							294
2 993							
23 363	**1 431**	**1 497 297**	**3 590**			**6 891**	**5 900**

AFFAIRES MUNICIPALES, SPORT ET LOISIR
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole			
Activités régionales de l'Île de Montréal et de Laval	13 260	92	
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	19 262		
Fonds de développement de la Métropole	31 611		
Total du programme 1	64 133	92	
Programme 2 - Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain			
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	10 128		
Assainissement des eaux du Québec	436 347	107	
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	1 654		
Eaux vives du Québec	14 098		
Infrastructures Canada-Québec 2000	2 543		
Infrastructures Canada-Québec 94/97	74 166	11 179	
Infrastructures municipales en milieu nordique	2 497		
Infrastructures Québec-Municipalités	3 009		
Renouveau urbain et villageois	5 592		
Total du programme 2	550 034	11 286	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 673		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	3 206		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	229 710		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	20 700		
Financement des services municipaux nordiques	7 455		
Mesures financières du pacte fiscal	197 369		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 990		
Programme de neutralité	17 063		
Regroupement municipal	3 895		
Regroupement municipal supplémentaire	15 000		
Subvention à l'administration régionale Kativik	3 144		
Autres	12 613		
Total du programme 3	520 818		
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 665		
Programme 6 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	28 947		
Aide au logement social et communautaire	243 401		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	679		
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	25 802		
Immobilière SHQ	700		
Total du programme 6	299 529		

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
		13 168			13 260	19 222
19 262					19 262	19 963
236	9 467	21 566		342	31 611	30 900
19 498	9 467	34 734		342	64 133	70 085
	9 724				9 724	10 080
	435 401	10			435 518	468 095
	1 559	95			1 654	1 672
	14 098				14 098	11 008
	2 286	193			2 479	1 520
1 026	58 317	3 643			74 165	75 723
	2 336				2 336	2 102
	1 467	1 541			3 008	669
	5 467				5 467	
1 026	530 655	5 482			548 449	570 869
	4 673				4 673	4 687
	1 782				1 782	
						5 800
	229 710				229 710	239 944
	20 700				20 700	19 280
	7 380				7 380	6 372
	195 332				195 332	220 422
	5 990				5 990	5 990
	17 063				17 063	16 798
	3 895				3 895	6 381
	15 000				15 000	15 000
	3 144				3 144	2 984
	12 518	95			12 613	11 811
	517 187	95			517 282	555 469
32	111	1 485			1 628	1 968
			28 946		28 946	22 059
		128 433	114 538		242 971	205 591
				679	679	594
				25 802	25 802	24 143
				700	700	550
		128 433	143 484	27 181	299 098	252 937

AFFAIRES MUNICIPALES, SPORT ET LOISIR
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 8 - Développement du sport et loisir			
Action communautaire autonome	1 388		
Équipe Québec	4 207		
Kino-Québec	2 552		
Promotion de la sécurité et recherche	1 138		
Promotion du loisir	14 621		
Promotion du sport	17 063		
Soutien aux équipements de loisir	1 326		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	25 438		
Total du programme 8	67 733		
Total des crédits et dépenses	**1 503 912**	**11 378**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
		1 245			1 245	
		250	3 957		4 207	
		1 005		1 547	2 552	1 470
96		386			482	
	278	14 116	1		14 395	15 472
430	189	16 443			17 062	16 671
	1 326				1 326	1 736
		25 438			25 438	26 066
526	1 793	58 883	3 958	1 547	66 707	61 415
21 082	**1 059 213**	**229 112**	**147 442**	**29 070**	**1 497 297**	**1 512 743**

AFFAIRES MUNICIPALES, SPORT ET LOISIR

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	17 751	17 750	16 275
Fonctionnement	6 470	6 469	8 418
Capital	289 584	289 583	258 074
Intérêt	382 401	375 792	410 313
Support	807 706	807 703	819 663
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 503 912**	**1 497 297**	**1 512 743**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Support	3 590	3 590	1 960
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 590**	**3 590**	**1 960**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	38	40
Autres		
Droit d'inscription à Agri-Traçabilité	1 794	
Demande d'autorisation - zone agricole	544	558
Commercialisation des grains	195	191
Mise en marché	105	107
Abattoir et atelier	156	163
Inséminateurs	55	56
Acte déclaratoire - CPTAQ	92	96
Pêche commerciale	116	113
Préparation ou mise en conserve du poisson	52	58
Restauration et vente au détail d'aliments	7 558	7 376
Divers	108	113
	10 775	8 831
	10 813	8 871
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Produits de la ferme	1	122
Location de terrains et bâtisses	64	18
Cotisations - surveillance de l'utilisation du lait	472	471
Cotisations - surveillance quotas, producteurs de volailles	51	19
Aide technique et soutien	80	98
Autres aides à l'agriculteur	1 022	1 031
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 500	5 250
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 675	3 283
Financement des programmes d'amélioration de la santé animale du Québec et Prime-Vert		(3)
Divers	196	170
	11 061	10 459
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 500	5 250
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	3 675	3 283
Compte pour le financement des programmes d'amélioration de la santé animale du Québec et Prime-Vert		(3)
	1 886	1 929
Intérêts		
Prêts aux pêcheurs	83	78
Divers	6	20
	89	98

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

			2004		2003
Revenus divers (suite)					
Recouvrements					
Dépenses d'années antérieures			701		132
Subventions d'années antérieures			(587)		2 652
Divers			14		14
			128		2 798
			2 103		4 825
Total des revenus autonomes			12 916		13 696
Transferts du gouvernement du Canada					
Autres programmes					
Assurance-récolte			373		
Assurance-récolte - plan sauvagine			83		
Financement des programmes de gestion des risques agricoles			256 849	1	121 413
			257 305		121 413
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée					
Compte relatif au financement des programmes de gestion des risques agricoles			256 849	1	121 413
Total des transferts du gouvernement du Canada			456		
Total des revenus			**13 372**		**13 696**

1 L'augmentation est principalement attribuable à la détérioration du prix du secteur porcin, au redressement de l'industrie pour les producteurs de bovins et autres ruminants dans le sillage de l'ESB et à une aide supplémentaire suite au nouvel Accord-cadre fédéral-provincial-territorial

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES BIOALIMENTAIRES, FORMATION ET QUALITÉ DES ALIMENTS			
1 Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires	207 981	1	980	206 344	48 770
2 Développement des entreprises de pêche et aquacoles	21 053	1	958	19 811	6 971
3 Institut de technologie agroalimentaire	18 796		502	18 278	15 562
4 Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale	50 383		975	48 003	22 327
5 Direction et services à la gestion	68 306	3	10 072	47 586	26 121
Permanents [1]	78			78	
Permanents [2]	68			67	
Permanents [3]	37				
Ne nécessitant pas de crédits				6 431	
Ajustements négatifs de provisions [4 et 5]				(1 336)	
TOTAL	366 702	5	13 487	345 262	119 751

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01)
4 Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, (L.R.Q., c. M-14) pour un montant de 1 123
5 Loi sur le financement de la pêche commerciale, (L.R.Q., c. F-1.3) pour un montant de 213

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		ORGANISMES D'ÉTAT			
1 Financière agricole du Québec	305 000			305 000	
2 Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 765		350	8 411	6 785
Ne nécessitant pas de crédits				353	
3 Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	3 513		27	3 446	2 759
TOTAL	317 278		377	317 210	9 544
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	683 797	5	13 864	656 879	129 295
Permanents	183			145	
Ne nécessitant pas de crédits				6 784	
Ajustements négatifs de provisions				(1 336)	
TOTAL	**683 980**	**5**	**13 864**	**662 472**	**129 295**

1 Incluant 15 349 à l'égard de 164 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à développer le potentiel et améliorer les performances technologiques reliées à la production, à la transformation et à la conservation des produits agroalimentaires tout en respectant l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes en agriculture.

6 856		150 718					656
1 986	639	10 215					283
1 651		1 065					16
5 805		19 871				1 405	
21 465							10 645
78							
	67						1
							37
6 431							
	(1 336)						
44 272	(630)	181 869				1 405	11 638

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat, à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités. Il vise aussi à favoriser la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et à préserver la vocation des sols arables.

		305 000					
1 626						4	
353							
687						40	
2 666		305 000				44	
40 076	639	486 869				1 449	11 600
78	67						38
6 784							
	(1 336)						
46 938	**(630)**	**486 869**				**1 449**	**11 638**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche, au transfert technologique et à la formation	10 006	1 502	
Aide à l'investissement en agroenvironnement	20 475	19 366	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	10 233	5 344	
Appui au développement en région	39 501	38 121	
Appui au secteur de la transformation	3 718	2 328	
Qualité des aliments et santé animale	20 121	15 870	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	77 000	77 000	
Autres	1 424	1 168	
Total du programme 1	182 478	160 699	
Programme 2 - Organismes d'État			
Financière agricole du Québec	305 000	253 975	
Total des crédits et dépenses	**487 478**	**414 674**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
2 912		5 515			9 929	12 021
		1 106			20 472	12 300
1 025		3 846			10 215	12 432
		1 375			39 496	14 340
		1 390			3 718	6 253
		4 001			19 871	30 078
					77 000	73 602
					1 168	2 763
3 937		17 233			181 869	163 789
				51 025	305 000	305 000
3 937		17 233		51 025	486 869	468 789

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	39 254	39 254	38 336
Fonctionnement	11 771	11 771	11 302
Capital	21 643	21 193	10 921
Support	414 810	414 651	408 230
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**487 478**	**486 869**	**468 789**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus	710	1 016
Régimes d'assurances - organismes autonomes et fonds spéciaux	5 448	2 397
Divers	(1)	1
	6 157	3 414
Intérêts		
Divers	(15)	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 626	(46)
Surplus - fonds spéciaux et organismes	9 497	
Assistance-emploi - R R Q	91	
Divers	1	
	13 215	(46)
	19 357	3 368
Total des revenus autonomes	19 357	3 368
Total des revenus	**19 357**	**3 368**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR			
1 Secrétariat du Conseil du trésor	75 605	73		65 182	44 838
Permanents [1]	10			10	
Ne nécessitant pas de crédits				11	
TOTAL	75 615	73		65 203	44 838
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		FONCTIONS GOUVERNEMENTALES			
1 Renouvellement de la fonction publique	8 087			7 111	6 127
2 Coordination et soutien à la gestion des ressources	49 069			48 314	2 413
3 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne	8 587				
4 Contributions du gouvernement à titre d'employeur	239 870	176 900		46 450	46 450
Ajustements négatifs de provisions de congés de maladie et vacances				(67 974)	(67 974)
5 Fonds relatif à la tempête de verglas	2 770				
6 Fonds d'assistance financière aux régions sinistrées	7 480			7 480	
7 Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
TOTAL	315 963	176 900		41 381	(12 984)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses visant à établir des politiques générales de gestion des ressources humaines, à assurer l'encadrement normatif et réglementaire concernant les contrats gouvernementaux, à réaliser les activités d'acquisition et d'aliénation découlant de la Loi sur le service des achats du gouvernement (L.R.Q., c. S-4), à assurer la mise en oeuvre de l'inforoute gouvernementale, à déterminer l'allocation des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et organismes les utilisent efficacement dans l'exécution de leurs programmes. On y retrouve également les dépenses visant à fournir divers services aux ministères et organismes.

15 809		2 442	2 093			2 066	8 284
10							
11							
15 830		2 442	2 093			2 066	8 284

Ce programme regroupe les dépenses reliées aux fonctions centrales se rapportant au développement de l'employabilité, de même qu'au recrutement, à la coordination et au soutien à la gestion des ressources, particulièrement les ressources humaines. Ce programme pourvoit également au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées suite au verglas de janvier 1998 et aux pluies diluviennes survenues en juillet 1996. On y retrouve aussi la provision permettant d'appuyer la réalisation de projets reliés à la prestation électronique de services et à l'autoroute de l'information. Finalement ce programme prévoit le budget se rapportant à des contributions du gouvernement à titre d'employeur et une provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes.

834		150				354	622
1 357			44 544				755
							8 587
							16 520
							2 770
			7 480				
							100
2 191		150	52 024			354	29 354

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE			
1 Commission de la fonction publique	2 784		17	2 681	2 287
Ne nécessitant pas de crédits				31	
TOTAL	2 784		17	2 712	2 287
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES			
1 Régime de retraite des fonctionnaires					
Permanents [1]	32 314			25 544	25 544
2 Régime de retraite de certains enseignants					
Permanents [2]	26 746			26 746	
3 Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents [3]	144 077			144 077	144 077
4 Assurance collective sur la vie des employés publics	4 389			2 650	695
Permanents [4]	12			12	12
5 Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels					
Permanents [5]	9 395			9 395	9 395
6 Régime de retraite des juges					
Permanents [6]	9 348			9 348	9 348
7 Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec					
Permanents [7]	18 343			18 343	18 343
8 Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents [8]	88 521			88 521	88 521
TOTAL	333 145			324 636	295 935

1 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12)
2 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1)
3 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10)
4 Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q., 1970, c. 6)
5 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2)
6 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16)
7 Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1)
8 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les fonctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et des règlements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation, de produire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celui-ci décide de soustraire un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).

394						81	5
31							
425						81	5

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

							6 770
		26 746					
		1 955					1 739
		28 701					8 509

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-22		FONDS DE SUPPLÉANCE			
1 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté	210 969				
2 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération	463				
3 Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'année financière 2003-2004	178 078				
4 Provision pour réallouer, avec l'approbation du Conseil du trésor, toute partie de crédit applicable à des activités devant être transférées d'un portefeuille à un autre pour donner suite à la réorganisation gouvernementale annoncée le 29 avril 2003	100				
TOTAL	389 610				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	788 351	176 973	17	179 868	102 810
Permanents	328 766			321 996	295 240
Ne nécessitant pas de crédits				42	
Ajustements négatifs de provisions de congés de maladie et vacances				(67 974)	(67 974)
TOTAL	**1 117 117**	**176 973**	**17**	**433 932**	**330 076**

1 Incluant 8 740 à l'égard de 88 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.							
							210 969
							463
							178 078
							100
							389 610
18 394		4 547	54 117			2 501	428 992
10		26 746					6 770
42							
18 446		**31 293**	**54 117**			**2 501**	**435 762**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Autres	3 825		
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Fonds de l'autoroute de l'information	1 331		
Programme «Jeunes fonctionnaires d'un jour»	150		
Total du programme 2	1 481		
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	3 320		1 423
Régime de retraite de certains enseignants	26 746		
Total du programme 4	30 066		1 423
Total des crédits et dépenses	**35 372**		**1 423**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
		2 442			2 442	1 069
						6 830
		150			150	75
		150			150	6 905
532					1 955	2 134
26 746					26 746	43 349
27 278					28 701	45 483
27 278		**2 592**			**31 293**	**53 457**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	30 066	28 701	45 483
Capital	1 727	362	3 322
Support	3 579	2 230	4 652
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**35 372**	**31 293**	**53 457**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	23	20	8 023
Fonctionnement	54 795	52 024	58 959
Capital	2 209	1 968	1 466
Intérêt	118	105	64
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**57 145**	**54 117**	**68 512**

CONSEIL EXÉCUTIF
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régionalisation vers les forums jeunesse régionaux des décisions d'aide financière	25 000	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		31
Divers	7	8
	25 007	39
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la régionalisation vers les forums jeunesse régionaux des décisions d'aide financière	25 000	
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		31
	7	8
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	770	95
Subventions d'années antérieures	52	1 400
	822	1 495
	829	1 503
Total des revenus autonomes	829	1 503
Total des revenus	**829**	**1 503**

1 L'augmentation fait suite à une entente avec la Société de gestion du Fonds jeunesse

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24		CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR			
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	1 079			1 030	531
TOTAL	1 079			1 030	531
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24		SERVICES DE SOUTIEN AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE ET DU CONSEIL EXÉCUTIF			
1. Cabinet du premier ministre	5 878	1		5 848	4 411
Permanents [1]	558			558	
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	11 575			11 216	10 110
3. Direction générale de l'administration	17 502	6	429	15 958	7 604
Ne nécessitant pas de crédits				840	
4. Indemnités de l'exécutif					
Permanents [1]	1 521			1 521	1 521
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	2 909			2 596	1 294
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	3 250				
TOTAL	43 193	7	429	38 537	24 940
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24		AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES			
1. Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones	1 304		3	1 301	963
Permanents [1]	50			50	
Ne nécessitant pas de crédits				22	
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	6 471	1	21	6 283	3 931
Ne nécessitant pas de crédits				73	
3. Représentation du Québec au Canada	1 808			1 808	932
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	2 331			2 331	
TOTAL	11 964	1	24	11 868	5 826

1. Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION A UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.							
495		4					49
495		4					49
Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.							
998		439				25	4
558							
788		318				327	32
8 354						575	534
840							
1 302							313
							3 250
12 840		757				927	4 133
Ce programme vise à assurer la coordination des relations du gouvernement du Québec dans ses rapports avec le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces du Canada.							
265		73					
50							
22							
2 352						165	1
73							
876							
77		2 254					
3 715		2 327				165	1

CONSEIL EXÉCUTIF

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		**AFFAIRES AUTOCHTONES**			
1 Secrétariat aux affaires autochtones	102 825		25	77 461	2 958
Permanents [1]	3			3	
Ne nécessitant pas de crédits				44	
TOTAL	102 828		25	77 508	2 958
1 Loi sur l'exécutif, (L R Q , c. E-18)					
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-24		**JEUNESSE**			
1 Secrétariat à la jeunesse	11 837		14	10 760	1 434
Ne nécessitant pas de crédits				17	
2 Conseil permanent de la jeunesse	803		1	774	534
Ne nécessitant pas de crédits				7	
TOTAL	12 640		15	11 558	1 968
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-24		**RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES**			
1 Cabinet du ministre délégué à la réforme des institutions démocratiques	818			561	348
Permanents [1]	11			11	
2 Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques	850			675	457
TOTAL	1 679			1 247	805
1 Loi sur l'exécutif, (L R Q , c. E-18)					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	171 240	8	493	138 602	35 507
Permanents	2 143			2 143	1 521
Ne nécessitant pas de crédits				1 003	
TOTAL	**173 383**	**8**	**493**	**141 748**	**37 028**

1 Incluant 9 192 à l'égard de 78 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.							
1 247		73 256			888	134	24 317
3							
44							
1 294		73 256			888	134	24 317
Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse, à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment la mise en oeuvre de la politique québécoise de la jeunesse, et à exercer le suivi des engagements pris lors du Sommet du Québec et de la Jeunesse. Il assure des services d'information s'adressant aux jeunes.							
880		8 446			951	96	16
17							
240						28	
7							
1 144		8 446			951	124	16
Ce programme a pour objet d'améliorer la représentativité du Parlement et la vie démocratique au Québec.							
155		58				48	209
11							
218							175
384		58				48	384
18 247		84 848			1 839	1 398	28 900
622							
1 003							
19 872		**84 848**			**1 839**	**1 398**	**28 900**

CONSEIL EXÉCUTIF
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Autres	10		
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ENAP	175		
Autres	619	3	
Total du programme 2	794	3	
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Activités de coopération intergouvernementale	263		
Organismes francophones hors-Québec	1 991	162	10
Autres	73	3	
Total du programme 3	2 327	165	10
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	55 590		
Entente avec les inuits	8 000		
Fonds de développement pour les autochtones	13 075	228	41
Organismes autochtones	1 610	20	100
Transfert des terres Oujé-Bougoumou	20 000		
Total du programme 4	98 275	248	141
Programme 5 - Jeunesse			
Autres	9 413	2	136
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques			
Autres	73		
Total des crédits et dépenses	**110 892**	**418**	**287**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
2		2			4	4
175					175	175
30		547	2		582	826
205		547	2		757	1 001
49		201	13		263	507
27		1 661		131	1 991	1 707
4		66			73	108
80		1 928	13	131	2 327	2 322
		54 390			54 390	29 898
		8 000			8 000	7 000
	44	9 102			9 415	8 870
15	3	1 303		10	1 451	1 339
15	47	72 795		10	73 256	47 107
54		8 254			8 446	5 403
5	5	47	1		58	
361	**52**	**83 573**	**16**	**141**	**84 848**	**55 837**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Support	110 892	84 848	55 837
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**110 892**	**84 848**	**55 837**

CULTURE ET COMMUNICATIONS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	47	56
Cours	446	569
Entreposage de documents	521	492
Aide technique et soutien	178	180
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	376	99
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	745	809
Financement des unités autonomes de service	454	551
Divers	63	49
	2 830	2 805
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	376	99
Compte pour l'application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	745	809
Compte pour le financement des unités autonomes de service	454	551
	1 255	1 346
Intérêts		
Divers		1
Amendes et confiscations		
Divers	1	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	284	31
Subventions d'années antérieures	178	208
	462	239
	1 718	1 588
Total des revenus autonomes	1 718	1 588
Total des revenus	**1 718**	**1 588**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-12		**GESTION INTERNE, INSTITUTIONS NATIONALES ET COMMISSION DES BIENS CULTURELS**			
1 Gestion interne et soutien	48 351	1	1 379	41 848	28 676
Permanents [1]	10			10	
Permanents [2]	1				
Ne nécessitant pas de crédits				1 196	
2 Archives nationales du Québec	14 101		152	12 420	5 792
Ne nécessitant pas de crédits				260	
3 Centre de conservation du Québec	2 386		35	2 350	1 381
4 Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	17 938		161	17 749	11 993
5 Commission des biens culturels du Québec	446			446	294
TOTAL	83 233	1	1 727	76 279	48 136
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12		**SOUTIEN À LA CULTURE, AUX COMMUNICATIONS ET AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT**			
1 Action culturelle et communications	137 636			135 461	
2 Musées nationaux	51 890			51 890	
3 Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	12 162			12 053	
Permanents [1]	2 104			2 104	
4 Société de développement des entreprises culturelles	54 998			54 997	
5 Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	614			614	
6 Société de télédiffusion du Québec	62 963			62 963	
7 Conseil des arts et des lettres du Québec	72 417			72 417	
8 Bibliothèque nationale du Québec	21 059			21 058	
TOTAL	415 843			413 557	
1 Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, (L.R.Q., c. S-11.03)					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but de favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique, à assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires. Enfin, par l'action de la Commission des biens culturels, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

13 172						2 372	2 751
10							
							1
1 196							
6 628							1 529
260							
969							1
5 756							28
152							
28 143						2 372	4 310

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes: assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises.

		135 461					2 175
		51 890					
		12 053					109
		2 104					
	596	54 401					1
		614					
		62 963					
		72 417					
		21 058					1
	596	412 961					2 286

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire page 1-12		**CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE**			
1 Coordination de la politique linguistique	2 684		1	1 902	682
Ne nécessitant pas de crédits				10	
2 Office québécois de la langue française	18 746	1	193	18 542	14 493
Ne nécessitant pas de crédits				358	
3 Conseil supérieur de la langue française	1 579		5	1 573	877
Ne nécessitant pas de crédits				11	
4 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française					
TOTAL	23 009	1	199	22 396	16 052
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	519 970	2	1 926	508 283	64 188
Permanents	2 115			2 114	
Ne nécessitant pas de crédits				1 835	
TOTAL	**522 085**	**2**	**1 926**	**512 232**	**64 188**

1 Incluant 8 045 à l'égard de 86 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION A UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activités. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.							
155		1 065				657	124
10							
3 820		229					10
358							
686		10					1
11							
5 040		1 304				657	135
31 338	596	412 161				3 029	6 730
10		2 104					1
1 835							
33 183	**596**	**414 265**				**3 029**	**6 731**

CULTURE ET COMMUNICATIONS
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Bibliothèque nationale du Québec	21 059		
Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs	614		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	5 602		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	66 815		
Musée d'Art contemporain de Montréal	7 984		
Musée de la Civilisation	16 247		
Musée des beaux-arts de Montréal	15 029		
Musée national des beaux-arts du Québec	12 630		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	5 296		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	49 105	35 847	
Société de la Place des Arts de Montréal	10 827		
Société de télédiffusion du Québec	62 963		
Société du Grand Théâtre de Québec	3 439		
Soutien à la concertation régionale et locale	9 114		27
Soutien à la coopération et au développement international	1 299	42	
Soutien à la diffusion des arts, aux événements majeurs et aux intervenants nationaux	11 551	269	
Soutien à la formation professionnelle, à la sensibilisation et à la formation des jeunes	11 470	21	
Soutien à la mise en valeur du patrimoine	8 548	85	
Soutien au développement de la lecture	16 071		
Soutien au développement des communications	6 107		
Soutien aux équipements culturels	53 687	346	103
Soutien aux institutions muséales	15 229		
Autres	4 560	125	2
Total du programme 2	415 246	36 735	132
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 308		
Autres	10		
Total du programme 3	1 318		
Total des crédits et dépenses	**416 564**	**36 735**	**132**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
				21 058	21 058	18 541
				614	614	573
				5 602	5 602	6 112
		57 047	9 768		66 815	60 750
				7 984	7 984	9 285
				16 247	16 247	22 287
		15 029			15 029	17 237
				12 630	12 630	16 376
				5 296	5 296	6 355
		11 785	1 473		49 105	38 780
				10 718	10 718	16 236
				62 963	62 963	62 865
				3 439	3 439	3 518
38	3 912	5 137			9 114	7 069
5		922	13	292	1 274	1 920
	893	10 389			11 551	8 071
1 139	49	10 261			11 470	11 146
96	5 769	2 254	244		8 448	5 858
	2 930	13 141			16 071	12 576
	150	3 975		1 982	6 107	6 136
891	18 814	32 332	121	1 080	53 687	46 889
	830	14 399			15 229	10 175
208	9	1 783	208	175	2 510	2 068
2 377	33 356	178 454	11 827	150 080	412 961	390 823
835		418	31	10	1 294	1 683
			10		10	10
835		418	41	10	1 304	1 693
3 212	**33 356**	**178 872**	**11 868**	**150 090**	**414 265**	**392 516**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	90 316	90 315	67 286
Fonctionnement	50 822	50 822	72 891
Capital	38 520	36 223	47 001
Intérêt	39 324	39 323	41 570
Support	197 582	197 582	163 768
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**416 564**	**414 265**	**392 516**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	832	751
Divers	80	76
	912	827
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	549	956
Divers		15
	549	971
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	549	956
		15
Intérêts		
Divers	7	32
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	207	237
Subventions d'années antérieures	5 923	1 622
	6 130	1 859
	6 137	1 906
Total des revenus autonomes	7 049	2 733
Total des revenus	**7 049**	**2 733**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire page 1-16		DIRECTION DU MINISTÈRE			
1 Direction et services à la gestion	51 662		8 361	36 775	19 706
Permanents [1]	15			15	
Ne nécessitant pas de crédits				1 708	
TOTAL	51 677		8 361	38 498	19 706
PROGRAMME 2 Sommaire page 1-16		DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL			
1 Développement des politiques et programmes	20 923			20 428	6 033
2 Développement des secteurs industriels	10 508	2		10 185	8 743
3 Développement des marchés	7 785	11		7 468	5 123
4 Développement régional et services aux entreprises	25 268	3		23 447	19 865
5 Assistance financière aux entreprises et aux partenariats	68 899			68 309	
6 Mesures de soutien au développement local et régional	98 567	9 442		84 983	
Permanents [1]	1 441			1 441	
Ajustements négatifs de provisions				(7 824)	
7 Mesures spécifiques pour le développement des régions et des MRC ressources	32 481			26 440	
8 Investissement Québec et ses filiales	175 589			102 535	
Ajustements négatifs de provisions				(29 330)	
9 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants	177				
10 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE	102 611				
11 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement régional	100				
TOTAL	544 349	9 458		308 082	39 764

1 Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)

1 Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière d'affaires publiques et de soutien à la gestion.							
16 132		937				1 490	5 036
15							
1 708							
17 855		937				1 490	5 036
Ce programme vise à offrir un soutien technique et financier aux entreprises et aux organismes à des fins de développement industriel, commercial, coopératif et de développement des marchés pour la création d'emplois. De plus, il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au soutien du développement local et régional. Il vise enfin à favoriser l'emploi d'été des étudiants dans la fonction publique du Québec.							
14 395							495
1 442							321
2 345							306
3 582							1 818
		69 309					590
		62 087	22 896				4 142
	1 441						
	(7 824)						
		26 440					6 041
		102 535					73 054
	(29 330)						
							177
							102 611
							100
21 764	(35 713)	259 371	22 896				189 655

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-16		RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE			
1 Coordination et mise en œuvre	11 966			9 319	7 800
2 Conseil de la science et de la technologie	1 998			1 994	1 160
3 Fonds de recherche en santé du Québec	70 073			70 073	
4 Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	43 106			43 106	
5 Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	35 513			35 513	
6 Soutien à la recherche et à l'innovation	60 494			59 561	
7 Centre de recherche industrielle du Québec	15 200			15 200	
TOTAL	238 350			234 766	8 960
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-16		PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DU TOURISME			
1 Tourisme Québec	75 268			75 268	
Permanents [1]	10			9	
2 Société du Centre des congrès de Québec	14 200			14 200	
3 Société du Palais des congrès de Montréal	33 399			31 399	
4 Régie des installations olympiques	25 556			25 556	
TOTAL	148 433			146 432	
1 Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)					
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	981 343	9 458	8 361	761 759	68 430
Permanents	1 466			1 465	
Ne nécessitant pas de crédits				1 708	
Ajustements négatifs de provisions				(37 154)	
TOTAL	**982 809**	**9 458**	**8 361**	**727 778**	**68 430**

1 Incluant 9 683 à l'égard de 96 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la mise en œuvre et le suivi de la Politique québécoise de la science et de l'innovation et à soutenir la recherche et la formation de chercheurs, l'innovation, la liaison et le transfert, la promotion des carrières scientifiques et technologiques et la diffusion des connaissances, ainsi que le rayonnement international du Québec en matière de recherche et d'innovation.							
1 519						384	2 263
834							4
		70 073					
		43 106					
		35 513					
		59 561			78		855
		15 200					
2 353		223 453			78	384	3 122
Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec et de ses expériences touristiques ainsi qu'en aménageant et exploitant des installation publiques à caractère touristique.							
			75 268				
			9				1
		14 200					
		31 399					2 000
		25 556					
		71 155	75 277				2 001
40 249		554 916	98 164		78	1 874	199 813
15	1 441		9				1
1 708							
	(37 154)						
41 972	**(35 713)**	**554 916**	**98 173**		**78**	**1 874**	**199 814**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du Ministère			
Autres	1 260	5	
Programme 2 - Développement économique et régional			
Aide à certains projets industriels d'intérêt économique	21 452	17 428	
Aide à la concrétisation de projets d'investissements	712	664	
Aide à la rétention et à l'expansion d'entreprises	927	926	
Centre d'entreprises et d'innovation de Montréal	800		
Centre international de formation en télécommunications	2 500		
Centres locaux de développement (enveloppe intégrée)	43 775		
Fonctionnement des conseils régionaux de développement			
Fonds conjoncturel de développement	2 434		
Fonds de partenariat	6 568	5 684	
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	83 800	61 283	
Fonds régionaux de solidarité (FRS)			
Fonds régionaux Desjardins			
Formation de la main-d'oeuvre dans le domaine de l'optique, photonique et laser	1 805	40	
Initiatives pour le développement économique	100		
Organismes de développement économique et régional	2 402	208	
Plan de relance de la Gaspésie	4 522	2 099	
Plan de relance de la MRC du Bas-Richelieu	103		
Programmes d'amélioration des compétences en science et en technologie			
Programme d'appui au développement d'une Cité de l'optique pour la région de Québec	1 279	1 274	
Programme d'appui au développement et à la diversification des exportations	7 769	6 467	
Programme de soutien à l'emploi stratégique	6 006	5 797	
Programme de soutien au développement des coopératives	3 578		
Programme de soutien aux vitrines technologiques	9 422	8 306	
Sociétés Innovatech			
Soutien à la ruralité	15 066	242	
Soutien au branchement des familles à Internet	170	2	
Stratégie de développement économique des régions	25 357	10 198	
Stratégie pour améliorer la compétitivité des entreprises	14 516	14 516	
Subvention de fonctionnement - Investissement Québec	23 837		
Soutien à 3 MRC ressources	1 200	230	
Autres	13 865	7 057	
Total du programme 2	293 965	142 421	

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
24	35	865	8		937	
					17 428	
		43			707	864
					926	1 954
		800			800	800
		2 500			2 500	1 600
		43 732			43 732	41 193
						10 061
216	253	1 799			2 268	4 921
		503			6 187	4 323
					61 283	103 174
						1 380
						2 500
653		1 112			1 805	5 550
						1 789
196		1 965	5		2 374	3 590
	206	2 217			4 522	5 913
		103			103	7 271
						3 485
		5			1 279	607
		1 224			7 691	11 591
		193			5 990	9 536
		3 578			3 578	4 377
		1 115			9 421	7 377
						700
77	13 666	988			14 973	16 717
			166		168	37 112
700	589	9 566			21 053	30 285
					14 516	12 673
				23 824	23 824	27 067
		242			472	3 000
	34	4 235		445	11 771	3 248
1 842	14 748	75 920	171	24 269	259 371	364 658

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 3 - Recherche, Science et Technologie			
Aide à la relève en science et en technologie	1 501		
Aide financière au développement scientifique	1 946	38	53
Centre de recherche industrielle du Québec	15 200		
Centre québécois de l'innovation en biotechnologie	350		
Fonds de la recherche en santé du Québec - bourses et subventions	65 810		
Fonds de la recherche en santé du Québec - subventions à la gestion	4 263		
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies - bourses	33 338		
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies - subventions à la gestion	2 175		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture - bourses	40 376		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture - subventions à la gestion	2 730		
Institut de recherche clinique de Montréal	8 537		
Programme de soutien à des initiatives internationales de recherche et d'innovation	1 096	33	
Programme de soutien aux initiatives de concertation régionale en recherche, science, technologie et innovation	1 974		
Soutien à la culture scientifique et technique et aux loisirs scientifiques	1 780	518	
Soutien à la génomique	20 791		
Soutien à la valorisation de l'invention technique ou technologique	634	15	
Soutien aux centres de liaison et de transfert	14 394	1 350	
Autres	7 491	1 670	
Total du programme 3	224 386	3 624	53
Programme 4 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	25 556		
Société du Centre des congrès de Québec	14 200		
Société du Palais des congrès de Montréal	33 399		
Total du programme 4	73 155		
Total des crédits et dépenses	**592 766**	**146 050**	**53**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
717		747	37		1 501	1 703
421		1 284	150		1 946	2 348
				15 200	15 200	15 700
		350			350	
				65 810	65 810	70 785
				4 263	4 263	4 363
				33 338	33 338	35 909
				2 175	2 175	2 176
				40 376	40 376	43 498
				2 730	2 730	2 730
		8 536			8 536	8 536
868		144		51	1 096	1 318
625		1 324		25	1 974	2 449
38	5	1 219			1 780	3 323
		20 791			20 791	10 000
		51	568		634	568
1 328		11 716			14 394	16 375
1 943		2 315		631	6 559	7 920
5 940	5	48 477	755	164 599	223 453	229 701
				25 556	25 556	22 062
				14 200	14 200	15 000
				31 399	31 399	30 514
				71 155	71 155	67 576
7 806	**14 788**	**125 262**	**934**	**260 023**	**554 916**	**661 935**

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	41 507	41 493	37 748
Fonctionnement	39 139	39 139	40 160
Capital	21 518	21 323	29 486
Intérêt	18 400	17 425	14 231
Support	472 202	435 536	540 310
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**592 766**	**554 916**	**661 935**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	19 204	19 204	19 008
Fonctionnement	24 098	24 098	27 678
Capital	600	600	600
Support	54 271	54 271	44 368
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**98 173**	**98 173**	**91 654**

ÉDUCATION
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Revenus divers		
Ventes de biens et services	5 738	6 313
Recouvrements de tiers	189	149
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6	4
Divers		
	5 933	6 466
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	189	149
	5 744	6 317
Intérêts		
Prêts aux étudiants	26 820	25 966
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 007	582
Subventions d'années antérieures	844	33
Dépenses sous forme d'indemnités	300	121
Bourses d'études	27 068	23 133
	29 219	23 869
	61 783	56 152
Total des revenus autonomes	61 783	56 152
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes	94 616	87 645
Enseignement aux enfants indiens		(68)
Bourses à la francophonie	2 176	3 017
Programme d'alphabétisation	15 089	8 715
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	3 093	4 327
Formation dans les pénitenciers fédéraux	71 670	73 351
Financement des bourses d'études du millénaire		
	186 644	176 987
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le programme d'alphabétisation	2 176	3 017
Compte pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde	15 089	8 715
Compte pour la formation dans les pénitenciers fédéraux	3 093	4 327
Compte pour le financement des bourses d'études du millénaire	71 670	73 351
Total des transferts du gouvernement du Canada	94 616	87 577
Total des revenus	**156 399**	**143 729**

ÉDUCATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14		**ADMINISTRATION ET CONSULTATION**			
1 Direction	10 824	2	60	10 304	5 603
Permanents [1]	56			56	
Ne nécessitant pas de crédits				162	
2 Services à la gestion	33 199		421	30 889	13 929
Permanents [2]	4				
Ne nécessitant pas de crédits				506	
3 Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire	33 128		362	30 985	25 225
Ne nécessitant pas de crédits				430	
4 Administration de l'enseignement supérieur	8 951		85	8 854	8 119
Ne nécessitant pas de crédits				95	
5 Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue	7 923		95	7 501	6 830
Ne nécessitant pas de crédits				83	
6 Information et communications	45 024		9 721	24 705	13 581
Permanents [2]	24				
Ne nécessitant pas de crédits				2 304	
7 Conseil supérieur de l'éducation	2 347		13	2 256	1 601
Ne nécessitant pas de crédits				24	
8 Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 258		25	2 060	1 713
Ne nécessitant pas de crédits				31	
TOTAL	143 738	2	10 782	121 245	76 601
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14		**FORMATION EN TOURISME ET HÔTELLERIE**			
1 Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	17 069			17 057	
TOTAL	17 069			17 057	

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière aux études, et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.							
2 154		2 547				311	147
56							
162							
16 960						1 749	140
							4
506							
5 470		290				1 660	121
430							
735							12
95							
671						289	38
83							
11 124						71	10 527
							24
2 304							
655							78
24							
347							173
31							
41 807		2 837				4 080	11 264
Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle et technique dans le domaine de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il soutient également la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines.							
		17 057					12
		17 057					12

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-14		**AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES**			
1 Bourses consécutives aux prêts	251 366			251 366	
2 Intérêts et remboursements aux banques	174 855	114 802		40 257	
Permanents [1]	67 242			67 242	
Ajustements négatifs de provisions				(75 183)	
3 Autres bourses	9 507			9 275	
4 Administration de l'aide financière aux études	31 493	1	12 078	17 501	13 140
Ne nécessitant pas de crédits				624	
TOTAL	534 463	114 803	12 078	311 082	13 140
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-14		**ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE ET ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE**			
1 Commissions scolaires	5 468 607			5 468 607	
2 Commissions scolaires à statut particulier	174 372			174 372	
3 Service de la dette des commissions scolaires	569 246			569 246	
4 Enseignement privé	347 380			347 380	
5 Soutien à des partenaires en éducation	42 934			42 913	
6 Aide au transport scolaire	270 176			270 176	
TOTAL	6 872 715			6 872 694	
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-14		**ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**			
1 Cégeps	1 208 448			1 208 233	
2 Universités	1 770 601			1 770 601	
3 Enseignement privé au collégial	80 369			80 369	
4 Service de la dette des cégeps	198 721			198 421	
5 Service de la dette des universités	256 800			256 800	
6 Soutien à des partenaires en éducation	6 300			6 291	
TOTAL	3 521 239			3 520 715	

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études supérieures et à la formation secondaire professionnelle en fournissant un soutien financier aux étudiants qui en ont besoin.							
		251 366					
		40 257					19 796
	67 242						
	(75 183)						
		9 275					232
4 361						849	1 064
624							
4 985	(7 941)	300 898				849	21 092
Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux institutions privées et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les ressources financières attribuées pour le transport scolaire.							
		5 468 607					
		174 372					
		569 246					
		347 380					
		42 913					21
		270 176					
		6 872 694					21
Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de soutien à l'enseignement en fournissant aux établissements publics et privés les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement. De plus, ce programme vise à fournir les ressources financières nécessaires au soutien de la recherche universitaire.							
		1 208 233					215
		1 770 601					
		80 369					
		198 421					300
		256 800					
		6 291					9
		3 520 715					524

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-14		**RÉGIMES DE RETRAITE**			
1 Régime de retraite des enseignants Permanents [1]	100 303			79 234	
2 Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents [2]	487 119			464 925	
3 Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents [3]	114 923			114 923	
TOTAL	702 345			659 082	

1 Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L R Q , c R-11)
2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L R Q , c R-10)
3 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L R Q , c R-12 1)

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	11 021 898	114 805	22 860	10 846 419	89 741
Permanents	769 671			726 380	
Ne nécessitant pas de crédits				4 259	
Ajustements négatifs de provisions				(75 183)	
TOTAL	**11 791 569**	**114 805**	**22 860**	**11 501 875**	**89 741** [1]

1 Incluant 11 058 à l'égard de 114 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement aux régimes de retraite applicables au personnel des réseaux.							
		79 234					21 069
		464 925					22 194
		114 923					
		659 082					43 263
42 477		10 714 201				4 929	32 885
56	67 242	659 082					43 291
4 259							
	(75 183)						
46 792	**(7 941)**	**11 373 283**				**4 929**	**76 176**

ÉDUCATION
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	3 031		
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	17 069		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	251 366		
Intérêts et remboursements aux banques	56 746		
Autres	9 507		
Total du programme 3	317 619		
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	14 030		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	5 642 979		
Enseignement primaire et secondaire privé	347 380		
Programme d'action communautaire	24 317		
Service de la dette			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	569 246		
Transport scolaire	270 176		
Autres	4 587		
Total du programme 4	6 872 715		
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Enseignement collégial privé	80 369		
Enseignement collégial public	1 208 448		
Enseignement universitaire	1 770 601		
Service de la dette			
Enseignement collégial public	198 721		
Enseignement universitaire	256 800		
Autres	6 300		
Total du programme 5	3 521 239		
Programme 6 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	487 119		
Régime de retraite des enseignants	100 303		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	114 923		
Total du programme 6	702 345		
Total des crédits et dépenses	**11 434 018**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
1 956		802	79		2 837	2 565
				17 057	17 057	15 410
			251 366		251 366	223 301
			40 257		40 257	39 391
			9 275		9 275	7 207
			300 898		300 898	269 899
		14 030			14 030	15 208
5 642 979					5 642 979	5 462 605
347 380					347 380	331 178
		22 175	2 121		24 296	12 997
569 246					569 246	515 510
270 176					270 176	419 926
732				3 855	4 587	15 242
6 830 513		36 205	2 121	3 855	6 872 694	6 772 666
80 369					80 369	79 557
1 208 233					1 208 233	1 181 010
1 770 601					1 770 601	1 615 047
198 421					198 421	186 922
256 800					256 800	254 686
3 793		2 407	81	10	6 291	6 211
3 518 217		2 407	81	10	3 520 715	3 323 433
464 925					464 925	395 597
79 234					79 234	83 013
114 923					114 923	110 058
659 082					659 082	588 668
11 009 768		**39 414**	**303 179**	**20 922**	**11 373 283**	**10 972 641**

ÉDUCATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	8 720 139	8 676 648	8 054 054
Fonctionnement	1 033 681	1 033 681	1 202 651
Capital	440 496	440 418	391 752
Intérêt	599 642	599 421	582 136
Support	640 060	623 115	742 048
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**11 434 018**	**11 373 283**	**10 972 641**

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE ET FAMILLE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	102	62
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	3 094	2 407
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	9	
Divers	3	6
	3 106	2 413
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	9	
	3 097	2 413
Intérêts		
Assistance-emploi	20 314	21 101
Amendes et confiscations		
Frais - chèques sans provision	432	428
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	472	344
Subventions d'années antérieures	3 091	1 564
Assistance-emploi	69 993	61 158
Assistance-emploi - R.R.Q.	3 803	4 119
Assistance-emploi - pensions alimentaires	24 631	25 733
Assistance-emploi - garants défaillants	7 591	8 349
Divers	13	19
	109 594	101 286
	133 437	125 228
Total des revenus autonomes	133 539	125 290
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	656 939	655 760
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	7 027	2 254
	663 966	658 014
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	7 027	2 254
Total des transferts du gouvernement du Canada	656 939	655 760
Total des revenus	**790 478**	**781 050**

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE ET FAMILLE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**MESURES D'AIDE À L'EMPLOI**			
1 Emploi-Québec	944 107			944 107	
2 Politiques d'emploi	1 832			1 776	1 458
3 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi					
TOTAL	945 939			945 883	1 458
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-20		**MESURES D'AIDE FINANCIÈRE**			
1 Gestion du réseau de la sécurité du revenu	186 842		7	181 619	118 767
2 Politiques de sécurité du revenu	6 447			6 172	3 657
3 Assistance-emploi	2 742 139	199		2 735 694	
Permanents [1]	9 062			9 062	
4 Gestion du dénuement	28 114			28 114	
5 Aide aux parents pour leurs revenus de travail	30 112			30 112	
6 Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	17 777			17 777	
7 Action emploi	24 170			24 170	
8 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi					
TOTAL	3 044 663	199	7	3 032 720	122 424

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au financement d'Emploi-Québec et de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT). Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. D-7.1) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre (L.R.Q., c. F-5). Il vise également le développement des politiques d'emploi.

			944 107				
318						49	7
318			944 107			49	7

Ce programme vise à rendre accessibles à tous les citoyennes et citoyens, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau de la sécurité du revenu et celui de la ville de Montréal. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et les besoins essentiels qui leur sont reconnus. Également, ce programme verse à des personnes à faible revenu, ayant des enfants à charge, un supplément basé sur le revenu de travail, afin de les inciter à demeurer ou à entrer sur le marché du travail. Par ailleurs, ce programme vise à favoriser l'intégration durable en emploi des prestataires de longue durée de l'assistance-emploi en leur offrant des suppléments temporaires de revenus de travail. De plus, le programme accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le financement du Fonds Québécois d'initiatives sociales. Enfin, il vise le développement des politiques de sécurité du revenu.

61 849		960	43		5 155	61
657		1 225	633		275	
		2 709 659	26 035		101	6 145
	9 062					
		28 114				
		30 112				
		17 777				
		24 170				
62 506	9 062	2 812 017	26 711		5 531	6 206

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE ET FAMILLE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		**SOUTIEN À LA GESTION**			
1 Direction	16 155	2	3	15 516	10 378
Permanents [1]	59			59	
2 Services à la gestion	166 142	1	222	156 873	40 177
Ne nécessitant pas de crédits				2 332	
3 Centre de recouvrement	14 079		3	12 347	11 014
Permanents [2]	8			8	
4 Planification et services aux citoyens	24 975		4	24 366	11 965
TOTAL	221 418	3	232	211 501	73 534
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		**MESURES D'AIDE À LA FAMILLE ET À L'ENFANCE**			
1 Gestion des services à la famille et à l'enfance	15 565			15 249	13 074
2 Politiques familiales	6 291		2	6 253	4 127
3 Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	1 303 493			1 302 119	
Permanents [1]	355			355	
4 Service de la dette des centres de la petite enfance					
5 Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	36 000			35 735	
6 Soutien financier aux organismes communautaires oeuvrant auprès des familles	6 478			6 227	
7 Prestations familiales	561 690			556 100	
Permanents [1]	3 413			3 096	
8 Allocations de maternité	6 919			6 918	
9 Conseil de la famille et de l'enfance	1 014			1 008	744
TOTAL	1 941 218		2	1 933 060	17 945
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et coordination ministérielle et de services aux citoyennes et citoyens.							
1 632		789	2 717			626	8
59							
52 584			64 112			5 165	3 881
2 332							
1 333						1 000	729
8							
2 567		9 403	431			559	46
60 515		10 192	67 260			7 350	4 664
Ce programme vise à développer et à favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité. Ainsi, il assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance, de l'élaboration des politiques familiales, du soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement du service de la dette des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il soutient financièrement les organismes communautaires travaillant auprès des familles, permet le versement des prestations familiales, des allocations de maternité et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.							
980		1 195					316
1 884		242					36
		1 302 119					1 374
	355						
		35 735					265
		6 227					251
		556 100					5 590
	3 096						317
		6 918					1
256		8					6
3 120	3 451	1 908 544					8 156

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE ET FAMILLE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	6 140 341	202	241	6 108 252	215 361
Permanents	12 897			12 580	
Ne nécessitant pas de crédits				2 332	
TOTAL	**6 153 238**	**202**	**241**	**6 123 164**	**215 361** [1]

1 Incluant 21 111 à l'égard de 242 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
124 060		4 730 753	1 038 078			12 930	18 716
67	12 513						317
2 332							
126 459	**12 513**	**4 730 753**	**1 038 078**			**12 930**	**19 033**

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE ET FAMILLE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action emploi	24 170		
Aide aux parents pour leurs revenus de travail (APPORT)	30 112		
Assistance-emploi	2 715 804		
Gestion du dénuement	28 114		
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	17 777		
Autres	2 246		
Total du programme 2	2 818 223		
Programme 3 - Soutien à la gestion			
Fonds ministériel d'aide à l'innovation et à l'expérimentation	747		
Tribunal administratif du Québec	8 717		
Autres	758	3	
Total du programme 3	10 222	3	
Programme 4 - Mesures d'aide à la famille et à l'enfance			
Allocation familiale	486 428		
Allocation pour enfant handicapé	40 662		
Allocations de maternité	6 919		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	36 000		
Soutien administratif	34 600		
Subventions annuelles des garderies	205 639	205 351	
Subventions à des organismes et associations	7 566		
Subventions aux partenaires et projets spéciaux	361		
Subventions de développement et d'investissement	2 829		
Subventions de fonctionnement des centres de la petite enfance	1 095 015		
Autres	18		
Total du programme 4	1 916 037	205 351	
Total des crédits et dépenses	**4 744 482**	**205 354**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
			24 170		24 170	34 487
			30 112		30 112	31 362
		8 900	2 700 759		2 709 659	2 655 752
			28 114		28 114	29 172
			16 921	856	17 777	16 687
		2 185			2 185	1 944
		11 085	2 800 076	856	2 812 017	2 769 404
		718			718	1 317
				8 717	8 717	8 661
		754			757	1 096
		1 472		8 717	10 192	11 074
			480 838		480 838	513 871
			40 662		40 662	38 430
			6 918		6 918	7 350
			35 735		35 735	
				34 600	34 600	23 908
					205 351	183 287
		7 145		325	7 470	4 147
		194			194	1 357
		2 736			2 736	7 849
		1 094 032			1 094 032	974 278
		8			8	1 406
		1 104 115	564 153	34 925	1 908 544	1 755 883
		1 116 672	**3 364 229**	**44 498**	**4 730 753**	**4 536 361**

EMPLOI, SOLIDARITÉ SOCIALE ET FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	6 528	6 528	6 938
Fonctionnement	37 321	37 321	26 537
Capital	2 347	2 264	6 969
Intérêt	4	4	
Support	4 698 282	4 684 636	4 495 917
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**4 744 482**	**4 730 753**	**4 536 361**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	162 671	162 671	170 497
Fonctionnement	40 409	40 409	42 145
Capital	32 685	32 390	34 275
Intérêt	2 430	2 430	2 392
Support	800 178	800 178	816 716
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 038 373**	**1 038 078**	**1 066 025**

ENVIRONNEMENT
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	508	381
Régime des eaux	369	267
Sécurité des barrages	1 087	760
	1 964	1 408
Autres		
Attestations d'assainissement	520	1 228
Droits relatifs à la protection de l'environnement	746	807
Divers	1	1
	1 267	2 036
	3 231	3 444
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	60	59
Terrains et bâtisses	187	188
Location et concessions	795	796
Recouvrements de tiers	8	59
Gestion des barrages publics	1 142	847
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	714	92
Gains sur disposition d'immobilisations	79	66
Financement d'initiatives en environnement dans une perspective de développement durable		1 10 000
Financement des unités autonomes de service	2 511	2 879
Divers	42	1
	5 538	14 987
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	714	92
Compte pour le financement d'initiatives en environnement dans une perspective de développement durable		1 10 000
Compte pour le financement des unités autonomes de service	2 511	2 879
	2 313	2 016
Intérêts		
Divers	36	34
Amendes et confiscations		
Infractions à diverses lois	281	229
Divers	1	
	282	229
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	156	314
Subventions d'années antérieures	544	33
	700	347
	3 331	2 626
Total des revenus autonomes	6 562	6 070

1 La diminution résulte de l'entente non récurrente, en 2002-2003, avec le Fonds d'action québécois pour le développement durable

ENVIRONNEMENT
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire des eaux de surface	200	200
Réseaux climatologiques au Québec	203	207
Environnement Baie-James et plan régional de traitement des eaux	174	222
Plan d'action Saint-Laurent		1 150
Divers	38	
Total des transferts du gouvernement du Canada	615	1 779
Total des revenus	**7 177**	**7 849**

ENVIRONNEMENT

DETAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		**PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**			
1 Politiques environnementales du milieu industriel, des changements climatiques et du développement durable	14 622		165	14 326	9 741
2 Politiques environnementales en matière d'eau, d'activités agricoles et municipales	10 601		79	10 200	6 212
3 Évaluations environnementales et coordination	20 209	3	260	19 760	9 410
4 Protection et restauration de l'environnement	57 227	2	1 103	55 721	40 421
5 Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	7 005	2	1 589	5 401	5 095
6 Centre d'expertise hydrique du Québec	17 748	12	5 031	11 947	8 068
Permanents [1]	153			153	124
7 Direction	8 200		98	7 681	6 167
Permanents [2]	11			11	
8 Services à la gestion	49 107		4 082	44 435	20 833
Permanents [3]	46			46	
Permanents [4]	83				
Ne nécessitant pas de crédits				7 826	
TOTAL	185 012	19	12 407	177 507	106 071
1 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81)					
2 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)					
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					
4 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR L'ENVIRONNEMENT**			
1 Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	6 167		73	5 944	4 004
Ne nécessitant pas de crédits				54	
TOTAL	6 167		73	5 998	4 004
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	190 886	19	12 480	175 415	109 951
Permanents	293			210	124
Ne nécessitant pas de crédits				7 880	
TOTAL	**191 179**	**19**	**12 480**	**183 505**	**110 075**

1 Incluant 10 725 à l'égard de 113 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectif la prévention, la réduction ou la suppression de la contamination de l'eau, du sol et de l'air, la restauration des sites et la protection des milieux et des ressources.							
1 091		3 494				131	
1 243		2 745				322	
1 510		8 840				186	
12 144		3 156				401	
306						13	
3 879						600	158
29							
1 261		253				421	
11							
23 602						590	
	46						
							83
7 826							
52 902	46	18 488				2 664	241
Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement intervient principalement dans le cadre du processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement par la tenue de séances de consultation et d'information de la population.							
1 940						150	
54							
1 994						150	
46 976		18 488				2 814	158
40	46						83
7 880							
54 896	**46**	**18 488**				**2 814**	**241**

ENVIRONNEMENT
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Assainissement de l'air	159		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	2 839		
Programme de soutien aux entreprises communautaires dans le domaine de la gestion des matières résiduelles	2 062		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	693		
Programme partenaire pour la conservation volontaire			
Saint-Laurent Vision 2000	322		
Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole	576		
Soutien aux instances municipales - plans de gestion des matières résiduelles	1 945		
Soutien aux organismes oeuvrant en environnement	6 360		
Subventions de recherche et de développement en environnement	809		
Autres	2 723		
Total du programme 1	18 488		
Total des crédits et dépenses	**18 488**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
5	35	119			159	1 948
	2 839				2 839	2 456
		2 062			2 062	2 315
5		688			693	
						789
		322			322	511
		576			576	305
106	507	1 332			1 945	1 960
	2 360	4 000			6 360	978
676		133			809	678
107	1 451	1 118	47		2 723	4 221
899	7 192	10 350	47		18 488	16 161
899	**7 192**	**10 350**	**47**		**18 488**	**16 161**

ENVIRONNEMENT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Capital	1 883	1 883	1 478
Intérêt	956	956	381
Support	15 649	15 649	14 302
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**18 488**	**18 488**	**16 161**

FINANCES
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

			2004		2003
Impôt sur le revenu et les biens					
Cotisations au Fonds des services de santé					
	Cotisations des employeurs		4 491 189	1	3 931 820
	Cotisations des particuliers		157 506	2	136 300
			4 648 695		4 068 120
Droits et permis					
Autres					
	Compagnies d'assurance		9		267
	Constitution des institutions de dépôts		57		34
	Création et modification de personnes morales		9 079		8 746
	Publicité légale des entreprises		33 278		32 604
	Rapport annuel des compagnies		32		43
	Divers		68		39
			42 523		41 733
Revenus divers					
Ventes de biens et services					
	Photocopies de documents		142		144
	Cotisations des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne		706		757
	Cotisations des compagnies d'assurance		4 964		5 665
	Frais d'inspection - institutions de dépôts		93		59
	Cotisations des courtiers et agents immobiliers		152		173
	Cotisations des coopératives et services financiers		1 857		2 303
	Garantie de prêts - sociétés d'état		171 902	3	193 769
	Financement du plan de relance de l'industrie des courses de chevaux			4	22 981
	Divers		36		19
			179 852		225 870
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée					
	Compte pour le financement du plan de relance de l'industrie des courses de chevaux				22 981
			179 852		202 889
Intérêts					
	Comptes de banque		1 067		1 238
	Compte du gouvernement du Canada		4		122
	Fonds des rentes de survivants		(7 276)		(14 525)
	Divers		3		7
			(6 202)		(13 158)
Amendes et confiscations					
	Dépôts judiciaires		781		464
	Saisie d'argent - drogue et stupéfiants				4 110
	Divers		39		40
			820		4 614

1 L'augmentation s'explique par une hausse de la rémunération et du nombre d'emplois pour l'année 2003.
2 L'augmentation s'explique par la hausse des revenus issus d'autres sources que l'emploi.
3 La diminution s'explique par la baisse des niveaux d'emprunts garantis par le gouvernement du Québec.
4 La diminution s'explique par la fin de l'entente avec Loto-Québec.

FINANCES
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

			2004		2003
Revenus divers (suite)					
Recouvrements					
Dépenses d'années antérieures			14 408		15 540
Subventions d'années antérieures		5			11 805
Appropriation des soldes - comptes inactifs			179		226
			14 587		27 571
			189 057		221 916
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement					
Société des alcools du Québec		6	570 000		540 000
Loto-Québec		6 7	1 493 000		1 311 000
Hydro-Québec		6 8	965 000		763 000
Autres		6 9			10 000
			3 028 000		2 624 000
Total des revenus autonomes			7 908 275		6 955 769
Transferts du gouvernement du Canada					
Péréquation			4 064 620		5 314 612
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux			4 202 803		2 641 243
Autres transferts liés aux accords fiscaux			63 744		33 580
Autres programmes			(76 591)		(59 858)
Total des transferts du gouvernement du Canada			8 254 576		7 929 577
Total des revenus			**16 162 851**		**14 885 346**

5 La diminution s'explique principalement par le recouvrement, en 2002-2003, de subventions suite à l'abandon de deux projets majeurs, soit NASDAQ Canada Inc. et la Bourse de Montréal respectivement pour 9 000 et 2 700.

6 Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats :

Société des alcools du Québec			828	379
Loto-Québec			(100 018)	41 769
Hydro-Québec			1 084 134	1 077 000
Autres			(198 226)	18 721
			786 718	1 137 869
Dividendes déclarés			3 028 000	2 624 000
			3 814 718	**3 761 869**

7 La variation résulte en partie de la distribution pour 100 000 de ses surplus accumulés.

8 L'augmentation s'explique principalement par une hausse du bénéfice net de la Société suite à une importante diminution des frais financiers.

9 La variation est due au versement, en 2002-2003, d'un dividende de 10 000 par la Corporation d'hébergement du Québec.

FINANCES
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

		2004		2003
A) Autres				
Capital financière agricole inc.		(824)		
Commission de la santé et de la sécurité du travail			10	680 160
Corporation d'hébergement du Québec		29 289	9, 11	5 540
Financement-Québec		13 058		8 967
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier		373		406
Immobilière SHQ		7 120		3 829
IQ Immigrants Investisseurs inc.		5 215		2 854
Régie de l'assurance-dépôt du Québec		26 936		26 699
Société de développement de la Baie James		119		(175)
Société de l'assurance automobile du Québec		155 185	12	(270 450)
Société des établissements de plein air du Québec		(885)		1 109
Société générale de financement du Québec		(358 541)		(339 025)
Société Innovatech du Grand Montréal		(40 277)	13	(79 642)
Société Innovatech du Sud du Québec		(11 247)		(10 898)
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches		(15 265)		(10 899)
Société Innovatech Régions Ressources		(8 482)		246
		(198 226)		**18 721**
B) Péréquation				
2003-2004		4 144 689		
2002-2003		(70 742)		4 885 854
2001-2002		(39 115)		202 784
2000-2001		29 788		111 246
1999-2000 et années antérieures				114 728
		4 064 620		**5 314 612**
C) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux				
Droits totaux				
2003-2004		8 564 510		
2002-2003		19 937		8 251 535
2001-2002		31 448		(23 215)
2000-2001		9 220		(17 706)
1999-2000				25 098
		8 625 115		8 235 712
Transferts fiscaux				
2003-2004		(3 633 560)		
2002-2003		(5 841)		(3 477 110)
2001-2002		46 270		32 400
2000-2001		2 321		26 006
1999-2000				3 223
		(3 590 810)		(3 415 481)

10 La diminution est attribuable au changement de statut de l'entité dont les activités ont été transférées à une fiducie d'utilité sociale, le Fonds de la santé et de la sécurité, le 1er janvier 2003. Cette fiducie est exclue du périmètre comptable.

11 La variation est également attribuable à la hausse des revenus de location en 2003-2004.

12 L'augmentation est principalement attribuable au transfert de la mission assurance, constituant dorénavant un patrimoine fiduciaire, dans une fiducie d'utilité sociale, le Fonds d'assurance automobile du Québec. Cette fiducie est exclue du périmètre comptable.

13 La variation s'explique principalement par une diminution des dépenses liées aux investissements, notamment sur les moins-values durables des placements en capital-actions.

FINANCES
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
C) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (suite)		
Abattement spécial (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2003-2004	(2 586 872)	
2002-2003	(24 068)	(2 410 268)
2001-2002	48 585	27 345
2000-2001	6 302	(39 515)
1999-2000		(7 145)
	(2 556 053)	(2 429 583)
Fonds fiduciaire du supplément (1999)	548 430	250 595
Fonds fiduciaire du supplément (2000)	587 352	
Fonds pour appareils médicaux	352 000	
Transfert visant la réforme des soins de santé	236 769	
	1 724 551	250 595
	4 202 803	**2 641 243**
D) Autres transferts liés aux accords fiscaux		
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	**63 744**	**33 580**
E) Autres programmes		
Transfert fiscal allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2003-2004	(278 730)	
2002-2003		(246 223)
2001-2002		13 717
	(278 730)	(232 506)
Bilinguisme		
2003-2004	38 524	
2002-2003		38 524
	38 524	38 524
Régime canadien de prêts aux étudiants	158 262	128 862
Subside basé sur la population	5 353	5 262
	(76 591)	**(59 858)**

FINANCES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24		DIRECTION DU MINISTÈRE			
1. Direction et services à la gestion	30 809	3	1 006	22 920	11 877
Permanents [1]	10			10	
Permanents [2]	1			1	1
Ne nécessitant pas de crédits				1 015	
2. Le Registraire des entreprises	27 793		485	21 593	15 283
Permanents [3]	7			7	
Ne nécessitant pas de crédits				711	
3. Institut de la statistique du Québec	16 417			16 416	
TOTAL	75 037	3	1 491	62 673	27 161

1. Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)
2. Loi sur les commissions d'enquête, (L.R.Q., c. C-37)
3. Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24		POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET FISCALES, ANALYSES ÉCONOMIQUES ET DIRECTION DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES ET COMPTABLES DU GOUVERNEMENT			
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	24 593		121	14 410	12 832
Ne nécessitant pas de crédits				62	
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	8 085		152	6 739	6 543
Ne nécessitant pas de crédits				523	
3. Frais de services bancaires					
Permanents [1]	9 989			9 836	
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	19 855		158	14 813	13 319
Ne nécessitant pas de crédits				370	
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	17 134			1 973	
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	27 682				
TOTAL	107 338		431	48 726	32 694

1. Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à assurer la direction du ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il a aussi pour but la surveillance et le contrôle des institutions financières et l'administration d'un registre gouvernemental des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales. Il vise enfin à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec.

10 974		69				1 709	5 171
10							
1 015							
6 310							5 715
	7						
711							
		16 416					1
19 020	7	16 485				1 709	10 887

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

1 578						1 711	8 351
62							
196							1 194
523							
9 836							153
1 494							4 884
370							
630		393	950		261		14 900
							27 682
14 689		393	950		261	1 711	57 164

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-28		SERVICE DE LA DETTE ET INTÉRÊTS SUR LE COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE			
1 Service de la dette directe Permanents [1]	4 177 000			3 912 936	
2 Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents [2]	2 742 353			2 742 353	
TOTAL	6 919 353			6 655 289	

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)

2 Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes: Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L.R.Q., c. R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1), Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	172 368	3	1 922	98 864	59 854
Permanents	6 929 360			6 665 143	1
Ne nécessitant pas de crédits				2 681	
TOTAL	7 101 728	3	1 922	6 766 688	59 855

1 Incluant 11 388 à l'égard de 96 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

	CRÉANCES DOUTEUSES		AFFECTATION		CRÉDITS NON UTILISÉS		
FONCTIONNEMENT	ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe et le compte des régimes de retraite.

				3 912 936			264 064
				2 742 353			
				6 655 289			264 064
21 182		16 878	950		261	3 420	67 898
9 846	7			6 655 289			264 217
2 681							
33 709	**7**	**16 878**	**950**	**6 655 289**	**261**	**3 420**	**332 115**

FINANCES
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du ministère			
Institut de la statistique du Québec	16 417		
Autres	70		
Total du programme 1	16 487		
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du du gouvernement			
Institut de finance mathématique de Montréal			
Autres	10 003		
Total du programme 2	10 003		
Total des crédits et dépenses	**26 490**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
				16 416	16 416	15 962
		69			69	80
		69		16 416	16 485	16 042
						3 700
		350	43		393	9 581
		350	43		393	13 281
		419	**43**	**16 416**	**16 878**	**29 323**

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	13 173	13 173	15 962
Fonctionnement	3 244	3 243	
Support	10 073	462	13 361
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**26 490**	**16 878**	**29 323**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Fonctionnement	950	950	950
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**950**	**950**	**950**

JUSTICE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	417	446
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	145	134
Location de chambres et pension	92	100
Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	2 002	
Recouvrements de tiers	133	124
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	202	
Actes judiciaires	31 356	28 014
Actes juridiques	28 495	30 297
Divers	21	3
	62 446	58 672
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	2 002	
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	202	
	60 242	58 672
Intérêts		
Divers	4	10
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	149	229
Infractions au code de la sécurité routière	52 850	55 595
Infractions au code criminel	7 122	7 931
Infractions à diverses lois	12 580	18 060
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	2 050	
Aide aux victimes d'actes criminels	3 997	
Divers	6	5
	78 754	81 820
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	170	336
Surplus - fonds spéciaux et organismes	1 243	899
	1 413	1 235
	140 413	141 737
Total des revenus autonomes	140 830	142 183
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	434	477
Aide juridique	22 927	22 013
Conseillers juridiques auprès des autochtones	486	467
Pensions alimentaires pour enfants	2 855	2 742
Divers	77	76
	26 779	25 775
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour l'application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	434	477
Total des transferts du gouvernement du Canada	26 345	25 298
Total des revenus	**167 175**	**167 481**

JUSTICE

DETAIL DES CREDITS AUTORISES, DES DEPENSES ET DES AUTRES COUTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-24		**ACTIVITÉ JUDICIAIRE**			
1 Magistrature	2 896		189	2 600	2 225
Permanents [1]	44 607	1		44 606	42 114
2 Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents [1]	1 976		11	1 965	286
3 Soutien à la magistrature	22 007		880	20 813	18 928
4 Comité sur la rémunération des juges					
Permanents [1]	200			31	
TOTAL	71 686	1	1 080	70 015	63 553
1 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L R Q , c T-16)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-24		**ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**			
1 Soutien administratif à l'activité judiciaire	78 380		1 051	76 635	52 643
Permanents [1]	18			18	
Permanents [2]	89			89	
2 Affaires juridiques et législatives	32 651		5	32 640	30 858
Permanents [3]	2				
3 Poursuites publiques	48 370	1	36	48 236	42 079
4 Direction, planification et services à l'organisation	135 063		6 266	124 231	31 462
Permanents [2]	7 100			5 401	
Permanents [3]	4 109			3 550	3 550
Permanents [4]	32			32	
Ne nécessitant pas de crédits				6 398	
5 Traitement des infractions et perception des amendes	17 170		7 117	7 723	5 982
6 Système intégré d'information de justice	10 269		6 066		
TOTAL	333 253	1	20 541	304 953	166 574

1 Loi sur l'administration publique, (L R Q , c A-6 01)
2 Loi sur l'administration financière, (L R Q , c A-6 001)
3 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L R Q , c T-16)
4 Loi sur l'exécutif, (L R Q , c E-18)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice. Il assure le respect des règles déontologiques qui régissent la magistrature, le perfectionnement des juges et leur fournit le soutien administratif nécessaire. Il vise également à évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec et des cours municipales et à formuler des recommandations au gouvernement.							
375						107	
2 492							
1 679							
1 885						313	1
31							169
6 462						420	170
Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et de la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales et à assurer l'application du Code criminel et des lois pénales du Québec.							
22 675			1 317			693	1
18							
89							
1 782						6	
							2
3 930			2 227			22	75
91 034		1 735				4 456	110
	5 401						1 699
							559
32							
6 398							
1 741						2 200	130
						3 886	317
127 699	5 401	1 735	3 544			11 263	2 893

JUSTICE

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Eléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire page 1-24		**JUSTICE ADMINISTRATIVE**			
1 Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 993			9 993	
2 Conseil de la justice administrative	512			427	149
TOTAL	10 505			10 420	149
PROGRAMME 4 Sommaire page 1-20		**AIDE AUX JUSTICIABLES**			
1 Commission des services juridiques	121 795			121 320	
2 Fonds d'aide aux recours collectifs	837			837	
3 Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents [1]	68 248			68 248	
TOTAL	190 880			190 405	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	479 943	1	21 610	445 455	184 326
Permanents	126 381	1	11	123 940	45 950
Ne nécessitant pas de crédits				6 398	
TOTAL	**606 324**	**2**	**21 621**	**575 793**	**230 276**

1 Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, (L.R.Q., c. I-6)

1 Incluant 9 679 à l'égard de 106 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer une part du financement du Tribunal administratif du Québec, qui a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (L.R.Q., c. J-3) de statuer sur les recours formés contre une autorité administrative ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme comprend le Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique.							
		9 993					
278						15	70
278		9 993				15	70
Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice ou des groupes de personnes susceptibles d'avoir un recours commun et à assurer aide, support et compensation financière aux victimes d'actes criminels.							
		121 320					475
		837					
8 857		59 391					
8 857		181 548					475
123 700		133 885	3 544			11 698	1 179
13 198	5 401	59 391					2 429
6 398							
143 296	**5 401**	**193 276**	**3 544**			**11 698**	**3 608**

JUSTICE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	1 837		
Programme 3 - Justice administrative			
Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 993		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Aide juridique	48 662		
Commission des services juridiques	73 133		
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	398		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	439		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	59 391		
Total du programme 4	182 023		
Total des crédits et dépenses	**193 853**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
	357	1 378			1 735	1 541
				9 993	9 993	9 095
			48 662		48 662	48 802
				72 658	72 658	70 949
			398		398	399
				439	439	435
			59 391		59 391	49 973
			108 451	73 097	181 548	170 558
	357	**1 378**	**108 451**	**83 090**	**193 276**	**181 194**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	115 554	115 079	111 664
Fonctionnement	16 150	16 150	17 061
Capital	523	523	556
Support	61 626	61 524	51 913
TOTAL DU PORTEFEUILLE	193 853	193 276	181 194

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	334	334	643
Fonctionnement	983	983	695
Support	2 227	2 227	570
TOTAL DU PORTEFEUILLE	3 544	3 544	1 908

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Autres		
Honoraires - dossiers publics	5 980	5 482
Honoraires - dossiers privés	295	358
Vendeurs itinérants	181	216
Studio de santé	63	66
Agents de voyage	705	710
Demande d'engagement d'un garant - ressortissants étrangers	1 874	2 082
Certificat de sélection - ressortissants étrangers	20 296	15 211
Certificat d'exemption	50	55
Certificat d'acceptation - ressortissants étrangers	2 951	2 279
Divers	26	23
	32 421	26 482
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 306	1 225
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	214	32
Divers	40	49
	1 560	1 306
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	214	32
	1 346	1 274
Intérêts		
Comptes de banque		57
Avances aux comptes sous administration	111	101
Divers	5	20
	116	178
Amendes et confiscations		
Divers	37	32
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 424	884
Biens non réclamés remis à l'état	9 835	9 183
Divers	32	29
	11 291	10 096
	12 790	11 580
Total des revenus autonomes	45 211	38 062
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	164 830 [1]	135 734
Total des transferts du gouvernement du Canada	164 830	135 734
Total des revenus	**210 041**	**173 796**

1 L'augmentation est attribuable à la hausse de la population d'immigrants non francophones au Québec durant l'année civile précédente

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET GESTION DE L'IDENTITÉ			
1 Relations avec les citoyens et planification	21 618		1 677	19 920	12 772
Permanents [1]	745			745	
Ne nécessitant pas de crédits				105	
2 Identité, accès et prestation des services	3 460			3 458	2 797
TOTAL	25 823		1 677	24 228	15 569
1 Loi visant à favoriser le civisme (L.R.Q., c. C-20)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14		IMMIGRATION, INTÉGRATION ET RÉGIONALISATION			
1 Immigration	14 046	5	6	14 032	11 328
2 Intégration et régionalisation	71 936			71 936	40 574
3 Direction et services administratifs	37 351	1	1 884	35 446	14 416
Permanents [1]	37			37	
Permanents [2]	4			4	
Ne nécessitant pas de crédits				2 310	
TOTAL	123 374	6	1 890	123 765	66 318
1 Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18)					
2 Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer la promotion des droits fondamentaux ainsi que l'exercice des responsabilités civiques. Il vise également à assurer la qualité des rapports entre le citoyen et l'État québécois et à soutenir la pleine participation de tous au développement de la société québécoise. En outre, il vise à assurer l'intégrité de l'identité des citoyens ainsi que la promotion de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.							
3 921		3 227				21	
26		719					
105							
611		50				1	1
4 663		3 996				22	1
Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, culturelle et économique des immigrants.							
2 704						2	1
8 176		23 186					
20 662		368				19	1
37							
	4						
2 310							
33 889	4	23 554				21	2

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire page 1-26		CONSEIL ET ORGANISMES DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE			
1 Office de la protection du consommateur	7 870	1	81	7 787	6 124
Ne nécessitant pas de crédits				84	
2 Commission d'accès à l'information	4 153		25	4 105	3 262
Ne nécessitant pas de crédits				38	
3 Conseil des relations interculturelles	690			687	495
Ne nécessitant pas de crédits				3	
4 Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	13 098	1	210	12 868	10 082
Ne nécessitant pas de crédits				110	
TOTAL	25 811	2	316	25 682	19 963
PROGRAMME 4 Sommaire page 1-26		CURATEUR PUBLIC			
1 Curateur public	44 761		6 848	34 555	26 178
Permanents [1]	10			10	
Permanents [2]	6 820			6 820	5 246
Ne nécessitant pas de crédits				2 127	
TOTAL	51 591		6 848	43 512	31 424

1. Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)
2. Loi sur le curateur public, (L.R.Q., c. C-81)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à permettre aux citoyens de faire appel, lorsque nécessaire, aux organismes qui sont chargés de protéger leurs droits, que ce soit par rapport au respect des droits et libertés de la personne, à l'égalité entre les personnes, à la protection des renseignements personnels ou aux droits des consommateurs. Ce programme vise aussi à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant les relations interculturelles en vue de définir ses orientations, d'identifier les grandes avenues d'intervention et de choisir les mesures les plus appropriées pour répondre aux besoins exprimés.

1 588		75				1	
84							
843						23	
38							
192						3	
3							
2 786						19	
110							
5 644		75				46	

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes. Il vise également à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou à l'État.

8 377						1 304	2 054
	10						
1 574							
2 127							
12 078	10					1 304	2 054

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	IMPUTATIONS RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire page 1-26		CONDITION FÉMININE			
1 Conseil du statut de la femme	4 260			4 195	3 205
Ne nécessitant pas de crédits				34	
2 Secrétariat à la condition féminine	2 958		4	2 837	1 496
Ne nécessitant pas de crédits				16	
TOTAL	7 218		4	7 082	4 701
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	226 201	8	10 735	211 826	132 729
Permanents	7 616			7 616	5 246
Ne nécessitant pas de crédits				4 827	
TOTAL	**233 817**	**8**	**10 735**	**224 269**	**137 975**

1 Incluant 13 281 à l'égard de 139 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine.

990						65	
34							
301		1 040				117	
16							
1 341		1 040				182	
51 151		27 946				1 575	2 057
1 637	14	719					
4 827							
57 615	**14**	**28 665**				**1 575**	**2 057**

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Relations avec les citoyens et gestion de l'identité			
Actes de civisme	782		
Exercice de la citoyenneté	378		
Fonds de soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	50		
Programme de soutien à la participation civique	1 753		
Programme d'échanges des jeunes	28		
Programme national de réconciliation avec les orphelines et les orphelins de Duplessis	964		
Autres	41		
Total du programme 1	3 996		
Programme 2 - Immigration, intégration et régionalisation			
Accueil et établissement des immigrants	3 483		
Accueil et installation des réfugiés	2 435		
Fonds d'initiative régionale en immigration	609		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	13 426		
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère	570		
Programme de soutien à des projets pilotes afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels	104		
Programme de soutien à l'insertion en emploi	1 462		
Soutien à des projets d'intégration	1 106		
Autres	359		
Total du programme 2	23 554		
Programme 3 - Conseil et organismes de protection relevant du ministre			
Partenariat	75		
Subventions à des organismes oeuvrant dans le domaine de la consommation			
Total du programme 3	75		
Programme 5 - Condition féminine			
Programme «À égalité pour décider»	1 000		
Autres	40		
Total du programme 5	1 040		
Total des crédits et dépenses	**28 665**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
		64	718		782	725
34		344			378	335
		50			50	100
		1 753			1 753	1 882
		28			28	355
			964		964	20 915
41					41	58
75		2 239	1 682		3 996	24 370
		3 483			3 483	4 655
			2 435		2 435	1 852
	60	549			609	745
			13 426		13 426	12 037
		570			570	250
		104			104	101
		1 462			1 462	2 397
	994	112			1 106	609
50		308		1	359	407
50	1 054	6 588	15 861	1	23 554	23 053
		75			75	495
		75			75	495
		1 000			1 000	1 000
		40			40	40
		1 040			1 040	1 040
125	**1 054**	**9 942**	**17 543**	**1**	**28 665**	**48 958**

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Support	28 665	28 665	48 958
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**28 665**	**28 665**	**48 958**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Fonctionnement			210
TOTAL DU PORTEFEUILLE			**210**

RELATIONS INTERNATIONALES
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		310
Divers		1
		311
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		310
		1
Intérêts		
Divers	6	27
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	290	947
Subventions d'années antérieures	1	74
	291	1 021
	297	1 049
Total des revenus autonomes	297	1 049
Total des revenus	**297**	**1 049**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire page 1-18		**AFFAIRES INTERNATIONALES**			
1 Direction, politiques et affaires publiques	13 110	9		12 201	8 945
Permanents [1]	436	2		434	
2 Représentation du Québec à l'étranger	51 868	453	340	50 645	31 445
3 Affaires bilatérales	15 492	12		14 906	4 951
4 Affaires francophones et multilatérales	22 307	5		22 041	2 559
5 Gestion interne	11 525	4	357	10 232	6 428
Ne nécessitant pas de crédits				1 158	
TOTAL	114 738	485	697	111 617	54 328

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	114 302	483	697	110 025	54 328
Permanents	436	2		434	
Ne nécessitant pas de crédits				1 158	
TOTAL	**114 738**	**485**	**697**	**111 617**	**54 328**

1 Incluant 7 235 à l'égard de 69 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.							
2 621		635				900	
434							
9 172			10 028			418	12
1 565		8 390				574	
468		19 014				260	1
3 804						324	608
1 158							
19 222		28 039	10 028			2 476	621
17 630		28 039	10 028			2 476	621
434							
1 158							
19 222		**28 039**	**10 028**			**2 476**	**621**

RELATIONS INTERNATIONALES
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Affaires internationales			
Francophonie	10 827	107	
Organismes voués à la jeunesse	2 858		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 000		
Programmes de coopération	1 707	37	68
Québec sans frontières	3 811		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	1 825	22	
Subventions dans le cadre des affaires multilatérales	4 376		
Autres	635		
Total du programme 1	28 039	166	68
Total des crédits et dépenses	**28 039**	**166**	**68**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes sans but lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
3		9 046	18	1 653	10 827	6 761
		2 858			2 858	1 550
				2 000	2 000	2 000
472	2	634	466	28	1 707	1 771
3		3 807	1		3 811	3 520
780		798	143	82	1 825	1 921
35	105	3 565	671		4 376	4 554
69		423	33	110	635	1 643
1 362	107	21 131	1 332	3 873	28 039	23 720
1 362	**107**	**21 131**	**1 332**	**3 873**	**28 039**	**23 720**

RELATIONS INTERNATIONALES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Support	28 039	28 039	23 720
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**28 039**	**28 039**	**23 720**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération			213
Fonctionnement	10 035	10 028	8 620
Capital			1 069
Intérêt			421
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**10 035**	**10 028**	**10 323**

RESSOURCES NATURELLES, FAUNE ET PARCS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois - usage domestique	189	162
Usines de transformation du bois	737	740
Permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques	320 252	307 773
Érablières	1 571	1 803
Intervention - travaux d'utilité publique	105	68
Intervention - activités minières	127	160
Intervention - aménagement faunique et récréatif	189	189
Autres droits sur la gestion des forêts	155	132
Traitements sylvicoles réguliers	(155 802)	(147 114)
Programmes de mise en valeur des ressources du milieu forestier	(40 506)	(41 825)
Contribution à SOPFIM-SOPFEU	(18 588)	(18 615)
Plans spéciaux - récupération et mise en production	(7 041) [1]	(22 071)
Transfert au Fonds forestier	(71 100)	
Divers	5	6
	30 293	81 408
Ressources minières		
Exploitation minière	5 627 [2]	19 271
Claim	4 272	4 066
Exploitation par baux	1 283	1 377
Renseignements généraux	59	5
Exploration	363	1 002
Exploitation - sable, gravier et autres	2 164	2 480
Divers	59	59
	13 827	28 260
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	8 118	9 628
Énergie électrique produite	57 617	63 946
Régime des eaux	1 495	1 691
	67 230	75 265
Autres		
Études de dossiers	50	47
Recherche de pétrole et de gaz naturel	460	570
Baux d'exploitation de réservoir souterrain	41	50
Permis d'utilisation - équipement pétrolier à risque élevé	1 931	2 180
Permis de chasse, pêche et piégeage	26 788	26 167
Permis commerciaux et particuliers	263	251
Droits pour activités commerciales	1 261	1 121
Divers	38	34
	30 832	30 420
	142 182	215 353

1 L'augmentation s'explique par une baisse de l'aide financière accordée aux industriels forestiers pour la récupération du bois endommagé (feux, insectes, chablis etc.) par des désastres naturels

2 La diminution s'explique par le ralentissement de la production dans les mines en 2003-2004

RESSOURCES NATURELLES, FAUNE ET PARCS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	172	161
Bois	103	97
Terres de l'état	2 459	1 546
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	83	94
Frais de vente et de location de terrains	431	394
Location et concessions	8 617	7 408
Recouvrements de tiers	64	22
Enregistrement de transferts	177	147
Arpentages de terrains	61	60
Frais d'inscription aux tirages au sort	66	24
Gains sur disposition d'immobilisations	131	103
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 522	1 108
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		3 562
Gains sur disposition d'équipement spécialisé	6	70
Divers	91	
	13 983	14 796
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 522	1 108
Compte pour le financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		3 562
	12 461	10 126
Intérêts		
Autres revenus à percevoir	741	490
Droits sur les profits d'exploitation minière	710	4 488
Débiteurs	57	45
Paiements de redevances hydrauliques	587	897
	2 095	5 920
Amendes et confiscations		
Pénalités	73	84
Infractions aux lois et règlements - Faune et Parcs	653	580
Infractions à la Loi sur les forêts	94	156
Divers	15	13
	835	833
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	(185)	1 922
Subventions d'années antérieures	1 167	984
Divers		3
	982	2 909
	16 373	19 788
Total des revenus autonomes	158 555	235 141

RESSOURCES NATURELLES, FAUNE ET PARCS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	1 026	1 428
Plan d'action Saint-Laurent		350
	1 026	1 778
Moins: Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour le projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	1 026	1 428
Total des transferts du gouvernement du Canada		350
Total des revenus	**158 555**	**235 491**

RESSOURCES NATURELLES, FAUNE ET PARCS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS
PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		CONNAISSANCE ET GESTION DU TERRITOIRE			
1. Connaissance géographique du territoire	8 780		1 181	7 182	4 893
Ne nécessitant pas de crédits				923	
2. Gestion des terres publiques	16 631		950	15 535	11 603
Permanents [1]	104			104	
Permanents [2]	16				
Ne nécessitant pas de crédits				1 603	
TOTAL	25 531		2 131	25 347	16 496
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-18		PARCS, PATRIMOINES FAUNIQUE ET FORESTIER			
1. Politiques et programmes forestiers	57 652		1 653	49 828	12 858
Permanents [1]	8 923			8 923	
Permanents [2]	5 947			5 947	
Permanents [3]	11				
Ne nécessitant pas de crédits				3 374	
2. Planification et soutien des interventions forestières	130 329			130 329	
3. Financement forestier	1 649		20	1 575	926
Permanents [4]	20				
Ne nécessitant pas de crédits				30	
4. Faune et parcs	115 896	6	7 441	102 070	58 093
Permanents [2]	75			46	
Permanents [3]	138				
Permanents [5]	25			25	
Ne nécessitant pas de crédits				7 746	
TOTAL	320 665	6	9 114	309 893	71 877
1 Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1)					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					
3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01)					
4 Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78)					
5 Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, (L.R.Q., c. C-61.1)					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire. Il vise aussi l'enregistrement des diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la localisation de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation des terres publiques.

2 267		22				417	
923							
3 335		597				145	1
	104						
							16
1 603							
8 128	104	619				562	17

Ce programme vise à favoriser et appuyer le développement, l'application et la mise à jour des connaissances des milieux faunique et forestier et de leurs ressources; à en planifier, contrôler et évaluer l'utilisation et à suivre les interventions permettant d'assurer leur mise en valeur. Dans le domaine forestier, ce programme vise particulièrement à favoriser la protection du milieu contre les fléaux d'origine naturelle et humaine et à améliorer en quantité et en qualité sa capacité de production afin de répondre aux demandes de matière ligneuse ou à d'autres usages. Il vise également à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois et à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées. Dans le domaine de la faune et des parcs, ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable et harmonieux sur les plans culturel, social, économique et régional, la conservation et la mise en valeur de la faune, de son habitat et des parcs.

23 529		13 441				3 155	3 016
8 923							
	5 947						
							11
3 374							
			130 329				
99		550					54
							20
30							
32 380		11 597				3 058	3 321
	46						29
							138
25							
7 746							
76 106	5 993	25 588	130 329			6 213	6 589

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	IMPUTATIONS Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-18		DÉVELOPPEMENT ÉNERGÉTIQUE			
1 Développement énergétique	10 952		329	9 828	6 008
Permanents [1]	769			769	
Ne nécessitant pas de crédits				758	
2 Efficacité énergétique	3 857			3 857	
3 Grand verglas - Rétablissement des services publics essentiels d'électricité	24 500			24 500	
TOTAL	40 078		329	39 712	6 008
1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-18		GESTION ET DÉVELOPPEMENT DE LA RESSOURCE MINÉRALE			
1 Exploration	18 890		610	17 217	9 064
Permanents [1]	2				
Permanents [2]	1 058			1 058	
Ne nécessitant pas de crédits				1 876	
2 Industrie minérale, recherche et développement et gestion des lois	13 653		1 429	12 224	7 861
Ne nécessitant pas de crédits				246	
TOTAL	33 603		2 039	32 621	16 925
1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01)					
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à formuler les actions et interventions du gouvernement dans le secteur énergétique, à administrer les lois et règlements concernant ce secteur, ainsi qu'à gérer les programmes d'aide technique et financière ayant pour objet d'accroître la productivité énergétique du Québec. Il vise enfin à verser une partie des contributions requises par le Fonds relatif à la tempête de verglas qui apparaît au portefeuille «Conseil du trésor et Administration gouvernementale».

1 107		2 713					795
	769						
758							
		3 857					
			24 500				
1 865	769	6 570	24 500	-			7

Ce programme vise à établir la connaissance géologique du territoire, à faire la promotion de l'exploration, à promouvoir avec l'industrie des projets de développement et la réalisation de certains investissements en infrastructures et également à réglementer certaines conditions d'exercice de l'activité minière. Il vise également à favoriser l'exploitation, la transformation et l'utilisation des substances minérales par la recherche appliquée et la prestation de services analytiques et conseils techniques.

5 363		2 790				928	135
							2
	1 058						
1 876							
1 599		2 764					
246							
9 084	1 058	5 554				928	137

RESSOURCES NATURELLES, FAUNE ET PARCS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-18		**DIRECTION DU MINISTÈRE ET DÉVELOPPEMENT DE LA CAPITALE-NATIONALE**			
1 Direction et soutien administratif	49 872	3	6 407	37 058	18 421
Permanents [1]	197			197	
Permanents [2]	1				
Ne nécessitant pas de crédits				3 179	
2 Développement de la Capitale-Nationale	52 977	133		50 820	3 492
Permanents [3]	40				
Ne nécessitant pas de crédits				10	
TOTAL	103 087	136	6 407	91 264	21 913

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)
2 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01)
3 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	505 638	142	20 020	462 023	133 219
Permanents	17 326			17 069	
Ne nécessitant pas de crédits				19 745	
TOTAL	**522 964**	**142**	**20 020**	**498 837**	**133 219**

1 Incluant 16 088 à l'égard de 185 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du Ministère. Ce programme a également pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement et en appuyant le développement et la diversification de ses assises économiques.

9 193		575	8 869			1 692	4 712
197							
							1
3 179							
325		45 459	1 544				2 024
							40
10							
12 904		46 034	10 413			1 692	6 777
79 197		84 365	165 242			9 395	14 058
9 145	7 924						257
19 745							
108 087	**7 924**	**84 365**	**165 242**			**9 395**	**14 315**

RESSOURCES NATURELLES, FAUNE ET PARCS
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Connaissance et gestion du territoire			
Aide à la mise en valeur du territoire	619		
Programme 2 - Parcs, Patrimoines fauniques et forestier			
Création des parcs du Nord	1 600		
Développement de l'industrie forestière	13 441	11 738	
Prêts forestiers	575	550	
Saint-Laurent Vision 2000			
Société des établissements de plein air du Québec	3 433	3 433	
Soutien dans les milieux autochtones	4 978		
Programme Action-Faune	254		
Programme Emplois-Jeunes			
Autres	1 439		
Total du programme 2	25 720	15 721	
Programme 3 - Développement énergétique			
Agence de l'efficacité énergétique	3 857		
Aide à la recherche et au développement	1 383	1 018	
Enfouissement des fils électriques	175		
Extension du réseau gazier	1 155	1 155	
Total du programme 3	6 570	2 173	
Programme 4 - Gestion et développement de la ressource minérale			
Aide à l'exploration minérale	2 790	790	
Assistance à l'industrie minérale	1 264	942	
Consortium de recherche minérale (COREM)	1 509		
Total du programme 4	5 554	1 732	
Programme 5 - Direction du Ministère et développement de la Capitale-Nationale			
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	5 051		
Commission de la capitale nationale du Québec	16 416		
Conseil régional de concertation et développement-Québec			
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	6 478	50	
Fonds de développement touristique de la région de Québec	4 543	553	
Fonds régional de solidarité Québec	100		
Programme de soutien aux projets économiques	213	5	
Société des parcs des sciences naturelles du Québec	12 658		
Autres	575		1
Total du programme 5	46 034	608	1
Total des crédits et dépenses	**84 497**	**20 234**	**1**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
	582	36	1		619	165
		1 600			1 600	2 400
		978		725	13 441	10 821
					550	624
						300
					3 433	3 463
	803	4 174			4 977	5 868
		151			151	1 060
						611
20	167	1 210		39	1 436	6 311
20	970	8 113		764	25 588	31 458
				3 857	3 857	5 724
310		5		50	1 383	1 331
	175				175	75
					1 155	2 001
310	175	5		3 907	6 570	9 131
				2 000	2 790	8 142
200				122	1 264	2 472
		1 500			1 500	4 784
200		1 500		2 122	5 554	15 398
	734	4 317			5 051	4 923
				16 416	16 416	15 593
						755
	5 750	678			6 478	9 686
	40	3 950			4 543	2 000
		100			100	100
18	10	180			213	393
		12 658			12 658	339
30	39	489	1	15	575	808
48	6 573	22 372	1	16 431	46 034	34 597
578	**8 300**	**32 026**	**2**	**23 224**	**84 365**	**90 749**

RESSOURCES NATURELLES, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	4 527	4 527	1 905
Fonctionnement	9 676	9 676	910
Capital	3 399	3 399	2 141
Intérêt	6 393	6 393	575
Support	60 502	60 370	85 218
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**84 497**	**84 365**	**90 749**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	60 752	60 752	63 406
Fonctionnement	42 061	42 061	36 635
Support	62 430	62 429	57 940
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**165 243**	**165 242**	**157 981**

REVENU
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	16 266 492	16 180 028
Impôt des sociétés	3 892 394	3 734 640
Impôt sur les successions	153	
	20 159 039	19 914 668
Taxes à la consommation		
Vente	8 942 605	8 331 046
Carburants	1 685 040	1 644 813
Tabac	888 387	867 887
	11 516 032	10 843 746
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les détaillants	79 663	86 957
Ventes de spiritueux et de vins - détenteurs de permis	44 552	48 503
Divers	48	48
	124 263	135 508
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	(5 552)	17 026
Autres		
Publicité légale des entreprises	159	143
Transferts de terrains	61	18
Enregistrements d'abris fiscaux et d'actions accréditives	214	162
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	734	733
Droits relatifs à la protection de l'environnement	215	283
Divers		(1)
	1 383	1 338
	120 094	153 872
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	721	
Perception - R R Q	13 190	31 440
Actes judiciaires	134	160
Décisions anticipées	86	83
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	251	
Gestion de la taxe sur les produits et services	119 343	112 296
Divers	83	87
	133 808	144 066
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	251	
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services	119 343	112 296
	14 214	31 770

1 La diminution est principalement attribuable à l'impact sur les profits des sociétés, des droits compensatoires imposés par les Etats-Unis

REVENU
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

			2004		2003
Revenus divers (suite)					
Intérêts					
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers			144 150	2	107 273
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital			81 521	3	133 491
Taxe à percevoir sur la vente			43 481		35 404
Taxe à percevoir sur les carburants			1 049		720
Taxe à percevoir sur le tabac			819		475
Autres revenus à percevoir			1 546		2 581
			272 566		279 944
Amendes et confiscations					
Pénalités			141 183	2	124 375
Frais - chèques sans provision			1 815		1 695
Infractions aux lois fiscales			815		1 151
Divers			(29)		(5)
			143 784		127 216
Recouvrements					
Dépenses d'années antérieures			843		274
Divers			6		1
			849		275
			431 413		439 205
Total des revenus autonomes			32 226 578		31 351 491
Total des revenus			**32 226 578**		**31 351 491**

2 L'augmentation s'explique principalement par l'intensification de la vérification fiscale
3 La diminution est occasionnée en partie par le règlement de causes en opposition et de cotisations exceptionnelles en 2002-2003

Notes

	2004	2003
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus		
Impôt sur le revenu des particuliers	3 744 153	3 769 250
Impôt des sociétés	1 914 783	1 774 979
Vente	4 601 302	4 562 659
Carburants	81 862	100 742
Tabac	24 393	18 830
Profits d'exploitation forestière	15 096	7 408
Divers	171	2 586

REVENU

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**ADMINISTRATION FISCALE**			
1 Opérations régionales	148 220	42	133	144 525	138 507
Permanents [1]	2 725			2 725	
Permanents [2]	1 338			1 338	
Permanents [3]	15 296			10 802	
2 Opérations concentrées	65 679		357	62 207	39 069
Permanents [3]	20 737			20 737	
Permanents [5]	2			2	
3 Technologies de l'information	58 777		5	57 732	29 732
4 Administration et support	105 974	1	431	101 156	46 449
Permanents [4]	9			9	
Permanents [5]	29			29	
Ne nécessitant pas de crédits				1 374	
5 Perception	38 965			38 965	
Permanents [6]	194 900			194 900	
6 Pensions alimentaires	42 653			42 570	
7 Recherche et développement en matière de lutte contre l'évasion fiscale	37 452	1		37 443	28 125
TOTAL	732 756	44	926	716 514	281 882

1 Loi concernant la taxe sur les carburants, (L.R.Q., c. T-1) (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes)
2 Loi concernant l'impôt sur le tabac, (L.R.Q., c. I-2) (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes)
3 Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31) (Intérêts sur remboursements de revenus)
4 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)
5 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01)
6 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	497 720	44	926	484 598	281 882
Permanents	235 036			230 542	
Ne nécessitant pas de crédits				1 374	
TOTAL	**732 756**	**44**	**926**	**716 514**	**281 882**

1 Incluant 31 382 à l'égard de 387 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement.							
6 018						3 520	
2 725							
1 338							
10 802							4 494
23 138						3 115	
20 737							
2							
28 000						1 039	1
28 240		124	26 343			4 386	
9							
29							
1 374							
			38 965				
	194 900						
			42 570			83	
4 286			5 032				8
126 698	194 900	124	112 910			12 143	4 503
89 682		124	112 910			12 143	9
35 642	194 900						4 494
1 374							
126 698	**194 900**	**124**	**112 910**			**12 143**	**4 503**

REVENU
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Administration fiscale			
Subventions à des organismes	124		
Total des crédits et dépenses	**124**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
		124			124	124
		124			**124**	**124**

REVENU

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Support	124	124	124
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**124**	**124**	**124**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	28 710	28 655	40 991
Fonctionnement	52 120	52 097	39 210
Capital	28 395	28 260	31 718
Intérêt	3 926	3 898	1 930
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**113 151**	**112 910**	**113 849**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 545	1 501
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités - internes	4 508	3 813
Tierces responsabilités - externes	880	630
Assurance-hospitalisation - étrangers	128	150
Tierce responsabilité - Société de l'assurance automobile du Québec	88 655	102 139
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	622	4 253
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	17 000	17 000
Divers	28	28
	141 821	158 013
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	622	4 253
Compte pour le financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	30 000	30 000
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	17 000	17 000
	94 199	106 760
Intérêts		
Divers	1	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	191	170
Subventions d'années antérieures	32 562	14 055
	32 753	14 225
	126 953	120 985
Total des revenus autonomes	128 498	122 486
Transferts du gouvernement du Canada		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux		
Adaptation des soins de santé primaires	63 684 [2]	7 010
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	40 596	39 713
Réadaptation professionnelle des personnes handicapées	39 133	39 133
Services de traitement et de réadaptation	2 807	2 807
Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C	25 800 [3]	6 000
	108 336	87 653
Total des transferts du gouvernement du Canada	172 020	94 663
Total des revenus	**300 518**	**217 149**

1 La diminution est attribuable aux ajustements, en 2002-2003, pour les années financières 2000-2001 et 2001-2002 conformément à la Loi sur l'assurance automobile (L.R.Q., c. A-25).
2 L'augmentation s'explique par la hausse des contributions pour 2003-2004, telle que prévue à l'entente, ainsi qu'un ajustement pour 2002-2003.
3 L'augmentation fait suite aux versements prédéterminés dans les ententes.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DETAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	 Immobilisations	 Dépenses	 RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1		**FONCTIONS NATIONALES**			
Sommaire page 1-12					
1. Direction et gestion ministérielle	92 966	6	1 853	87 727	52 339
Permanents [1]	19			12	
Ne nécessitant pas de crédits				1 899	
2. Organismes-conseils	10 774			8 070	4 619
3. Activités nationales	150 248			148 789	143
Permanents [2]	418			111	
TOTAL	254 425	6	1 853	246 608	57 101

1. Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2. Loi sur la protection de la santé publique, (L.R.Q., c. P-35).

PROGRAMME 2		**FONCTIONS RÉGIONALES**			
Sommaire page 1-12					
1. Régies régionales	95 139			93 688	
2. Établissements de santé et de services sociaux	9 176 096	185 267		8 990 829	
Permanents [1]	2 324 347 *			2 324 347 *	
3. Soutien des organismes communautaires	297 896			297 710	
4. Activités connexes	1 104 711			1 063 643	
Permanents [2]	480 742			480 742	
Permanents [3]	108 439			108 439	
5. Service de la dette	566 569			548 635	
TOTAL	14 153 939	185 267		13 908 033	

1. Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).
2. Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).
3. Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).

* Incluant un montant de 2 135 000 représentant la part, attribuée aux ministère de la Santé et des Services sociaux, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 324 347. Le montant de 2 135 000 tient compte d'un montant pour corriger les sommes imputées sur le Fonds des services de santé au cours des années antérieures.

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.							
35 388						2 208	1 172
12							7
1 899							
3 350		101					2 704
8 021		140 625					1 459
		111					307
48 670		140 837				2 208	5 649
Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la Politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.							
		93 688					1 451
		8 990 829					
		2 324 347					
		297 710					186
18 023		1 045 620				454	40 614
		480 742					
		108 439					
		548 635					17 934
18 023		13 890 010				454	60 185

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire page 1-12		OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC			
1 Services aux personnes handicapées	42 458			42 457	
2 Direction et administration	10 066		58	9 929	7 947
Ne nécessitant pas de crédits				190	
TOTAL	52 524		58	52 576	7 947
PROGRAMME 4 Sommaire page 1-12		RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC			
1 Services médicaux Permanents [1]	2 986 757			2 986 757	
2 Services optométriques Permanents [1]	30 202			30 202	
3 Services dentaires Permanents [1]	95 438			84 871	
4 Services pharmaceutiques et médicaments Permanents [1]	1 643 761			1 545 745	
5 Autres services Permanents [1]	120 843			116 359	
6 Administration Permanents [1]	112 820			112 820	
TOTAL	4 989 821 *			4 876 754 *	

1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5)

* Incluant un montant de 2 320 000 représentant la part, attribuée à la Régie de l'assurance maladie du Québec, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 324 347, et la prévision de la contribution du fonds consolidé du revenu de 2 574 934 pour une dépense de 2 552 407

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	11 546 923	185 273	1 911	11 291 477	65 048
Permanents	7 903 786			7 790 405	
Ne nécessitant pas de crédits				2 089	
TOTAL	**19 450 709**	**185 273**	**1 911**	**19 083 971**	**65 048**

1 Incluant 8 073 à l'égard de 84 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées.							
		42 457					1
1 982						79	
190							
2 172		42 457				79	1
Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.							
		2 986 757					
		30 202					
		84 871					10 567
		1 545 745					98 016
		116 359					4 484
		112 820					
		4 876 754					113 067
66 764		11 159 665				2 741	65 521
12		7 790 393					113 381
2 089							
68 865		**18 950 058**				**2 741**	**178 902**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Fonctions nationales			
Programme d'intervention - Hépatite C	3 159		1 886
Services hospitaliers hors-Québec	92 258		
Autres	45 727		4 974
Total du programme 1	141 144		6 860
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	49 083		36 806
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	73 519		
Fonctionnement			
Agences de développement de réseaux locaux	95 139		
Directions de santé publique	40 542		
Établissements privés	362 686		362 686
Établissements publics	10 827 048		10 827 048
Loyer - établissements du réseau	111 772		111 772
Organismes communautaires de maintien à domicile	22 429		
Organismes communautaires de promotion et de services	275 467		
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	43 989		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	480 742		480 742
Régime de retraite du personnel d'encadrement	108 439		108 439
Rémunération des internes et résidents	114 551		104 522
Ressources de type familial	158 536		151 940
Service de la dette	566 569		548 635
Système du sang	277 587		242 706
Transporteurs ambulanciers	180 055	115 751	2 769
Autres	162 042		110 879
Total du programme 2	13 950 195	115 751	13 088 944
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Centres de travail adapté	41 682	41 682	
Organismes de promotion des droits des personnes handicapées	154		
Autres	622		
Total du programme 3	42 458	41 682	
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Bourses d'études, de recherche et primes	9 949		
Frais afférents à l'administration des régimes d'assurance maladie d'assistance maladie et d'assurance médicaments	112 820		
Prothèses et orthèses	110 894		
Services dentaires	95 438		
Services médicaux	2 986 757		
Services optométriques	30 202		
Services pharmaceutiques et médicaments	1 643 761		
Total du programme 4	4 989 821		
Total des crédits et dépenses	**19 123 618**	**157 433**	**13 095 804**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
		30	410	833	3 159	4 493
			92 258		92 258	82 822
104		18 753	17 472	4 117	45 420	43 651
104		18 783	110 140	4 950	140 837	130 966
				1 281	38 087	32 333
			73 518		73 518	68 617
		93 688			93 688	95 243
		40 541			40 541	33 044
					362 686	352 320
					10 827 048	10 199 865
					111 772	97 397
		22 407			22 407	22 954
		275 303			275 303	257 790
		450	43 539		43 989	44 127
					480 742	409 591
					108 439	92 631
					104 522	104 883
					151 940	145 303
					548 635	498 033
		140	2 641	23 962	269 449	255 855
			21 248	39 338	179 106	150 708
1 096		19 608		26 555	158 138	163 497
1 096		452 137	140 946	91 136	13 890 010	13 024 191
					41 682	39 779
		154			154	259
95		471		55	621	815
95		625		55	42 457	40 853
			8 813		8 813	8 161
				112 820	112 820	92 435
			107 546		107 546	101 610
			84 871		84 871	121 069
			2 986 757		2 986 757	2 822 411
			30 202		30 202	31 261
			1 545 745		1 545 745	1 432 769
			4 763 934	112 820	4 876 754	4 609 716
1 295		**471 545**	**5 015 020**	**208 961**	**18 950 058**	**17 805 726**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	12 941 092	12 832 013	12 188 706
Fonctionnement	3 324 644	3 316 503	3 028 925
Capital	326 181	308 247	265 364
Intérêt	274 082	274 082	266 863
Support	2 257 619	2 219 213	2 055 868
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**19 123 618**	**18 950 058**	**17 805 726**

SÉCURITÉ PUBLIQUE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	19 236	18 766
Production industrielle de boissons	532	454
	19 768	19 220
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 018	3 788
Appareils d'amusement	3 446	3 045
Bingo	1 318	1 320
Loteries	2 577	2 764
Courses	209	220
	11 568	11 137
Autres		
Études de dossiers	951	938
Agences d'investigation ou de sécurité	946	1 235
Organisation - spectacles sportifs de combat	87	102
Permis d'explosifs	241	208
Divers	35	35
	2 260	2 518
	33 596	32 875
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus	67	2
Location de chambres et pension	3 357	3 176
Conciliation et enquête - déontologie policière	786	739
Gains sur disposition de moyen de transport terrestre léger	15	347
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 049	3
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	2 277	1 419
Divers	47	60
	12 598	8 746
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	3 049	3
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Compte pour le financement des unités autonomes de service	2 277	1 419
	4 272	4 324
Intérêts		
Débiteurs	61	47
Amendes et confiscations		
Alco-frein	1 328	1 387
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	1 320	2 311
Divers	39	37
	2 687	3 735

SÉCURITÉ PUBLIQUE
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	14 183	1 111
Subventions d'années antérieures	20	163
Divers	3	3
	14 206	1 277
	21 226	9 383
Total des revenus autonomes	54 822	42 258
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Administration de la Loi sur les armes à feu	7 822	9 057
Troisième Sommet des Amériques	43	
Aide financière - catastrophes	(2)	837
Financement du programme conjoint de protection civile	663	848
Divers	8	1
	8 534	10 743
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'administration de la Loi sur les armes à feu	7 822	9 057
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques	43	
Compte pour le financement du programme conjoint de protection civile	663	848
Total des transferts du gouvernement du Canada	6	838
Total des revenus	**54 828**	**43 096**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		**SÉCURITÉ, PRÉVENTION ET GESTION INTERNE**			
1. Direction et services supports à la gestion	21 597		460	21 083	16 156
Permanents [1]	10			10	
2. Services correctionnels	206 746	7	81	206 598	161 667
3. Expertises judiciaires	6 485			6 485	5 068
4. Affaires policières et sécurité-protection	68 395	2		67 760	19 296
Permanents [2]	2 316			2 316	2 316
5. Sécurité civile et sécurité incendie	15 979		89	15 870	9 719
Permanents [3]	17 211		84	17 127	1 707
6. Éléments de gestion centrale	110 398		3 724	104 178	24 727
Permanents [4]	31			31	
Permanents [5]	108				
Ne nécessitant pas de crédits				6 366	
TOTAL	449 276	9	4 438	447 824	240 656

1 Loi sur l'exécutif, (L R Q , c E-18)
2 Loi sur l'Assemblée nationale, (L R Q , c A-23 1)
3 Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, (L R Q , c P-38 1)
4 Loi sur l'administration financière, (L R Q , c A-6 001)
5 Loi sur l'administration publique, (L R Q , c A-6 01)

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		**SÛRETÉ DU QUÉBEC**			
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	264 268	183		263 362	144 833
Permanents [1]	1 320			1 320	1 320
2. Gestion interne et soutien	198 130	8	10 240	180 448	34 435
Permanents [2]	349		303	45	
Permanents [3]	269			269	
Ne nécessitant pas de crédits				14 121	
TOTAL	464 336	191	10 543	459 565	180 588

1 Loi sur le ministère de la Justice, (L R Q , c M-19)
2 Loi sur l'administration publique, (L R Q , c A-6 01)
3 Loi sur l'administration financière, (L R Q , c A-6 001)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites aux bénéfices des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.							
4 700		227					54
10							
44 931							60
1 417							
6 942		41 522					633
2 293		3 858					20
1 037		14 383					
79 451							2 496
	31						
							108
6 366							
147 147	31	59 990					3 371
Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.							
11 784			106 745			723	
70 478			75 535			7 434	
45							1
	269						
14 121							
96 428	269		182 280			8 157	1

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-26		**ORGANISMES RELEVANT DU MINISTRE**			
1 Régie des alcools, des courses et des jeux	16 323		200	14 096	10 675
Permanents [1]	3				
2 Commission québécoise des libérations conditionnelles	3 125		56	2 976	2 039
3 Bureau du coroner	7 089		59	7 010	3 774
4 Commissaire à la déontologie policière	2 801		16	2 783	2 257
5 Comité de déontologie policière	1 867		11	1 852	1 296
TOTAL	31 208		342	28 717	20 041

1 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, (L.R.Q., c. L-6)

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	923 203	200	14 936	894 501	435 942
Permanents	21 617		387	21 118	5 343
Ne nécessitant pas de crédits				20 487	
TOTAL	**944 820**	**200**	**15 323**	**936 106**	**441 285** [1]

1 Incluant 69 578 à l'égard de 844 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise, également, à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes, et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

3 421						871	1 156
							3
937							93
3 236							20
526							2
556							4
8 676						871	1 278
230 672		45 607	182 280			9 028	4 538
1 092	300	14 383					112
20 487							
252 251	**300**	**59 990**	**182 280**			**9 028**	**4 650**

SÉCURITÉ PUBLIQUE
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Formation des policiers et des pompiers	6 784		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	958		
Lutte contre le terrorisme	15 000		
Sécurité civile	15 275	353	
Sécurité incendie	1 680		
Services policiers en milieu autochtone	17 127		
Subventions en matière de prévention de la criminalité	3 068		
Autres	478		
Total du programme 1	60 370	353	
Programme 3 - Organismes relevant du ministre			
Autres			
Total des crédits et dépenses	**60 370**	**353**	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OSBL - Organismes sans but lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OSBL	PERS	ORG	2004	2003
				6 784	6 784	4 554
	923	35			958	913
	15 000				15 000	
	10 636	35	4 095	150	15 269	10 535
	1 630	50			1 680	2 728
	16 703	50			16 753	16 806
	2 739	261		68	3 068	3 044
	7	471			478	380
	47 638	902	4 095	7 002	59 990	38 960
						250
	47 638	**902**	**4 095**	**7 002**	**59 990**	**39 210**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Capital	133	133	96
Support	60 237	59 857	39 114
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**60 370**	**59 990**	**39 210**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération	128 943	128 943	126 146
Fonctionnement	47 998	47 998	41 765
Capital	4 566	4 566	4 208
Intérêt	773	773	149
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**182 280**	**182 280**	**172 268**

TRANSPORTS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - droits	623 546	606 347
Conducteurs et chauffeurs	79 404	78 476
Transport commercial public	741	750
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A1	2 040	2 703
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A2	1 935	1 857
Frais d'inscription et de renouvellement - intermédiaires en services de transport	116	135
	707 782	690 268
Autres		
Transfert de permis	785	233
Divers	23	27
	808	260
	708 590	690 528
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériel et fournitures	26	63
Gaz et huile	170	
Disposition de surplus	475	9
Gestion de halte routière	1 210	545
Terrains et bâtisses	6 521	2 761
Location de terrains et bâtisses	1 808	2 622
Aide technique et soutien	147	129
Frais de publication - demandes de permis	115	108
Analyse en laboratoire	42	91
Frais d'atterrissage	88	34
Frais de débarcadère	436	354
Gains sur disposition de réseau complexe	72	144
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		615
Divers	39	83
	11 149	7 558
Moins: Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		615
	11 149	6 943
Intérêts		
Divers	34	52
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	37	70
Divers	5	4
	42	74

TRANSPORTS
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories (suite)
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	974	598
Subventions d'années antérieures	454	1 080
Dépenses sous forme d'indemnités	3 440	2 951
	4 868	4 629
	16 093	11 698
Total des revenus autonomes	724 683	702 226
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Entretien de chemins fédéraux	123	120
Aménagement d'aéroports	192	158
Programme d'infrastructures	46 595 [1]	16 754
Financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	99	119
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	4 068	
Divers		(10)
	51 077	17 141
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte relatif au programme d'infrastructures	46 595 [1]	16 754
Compte pour le financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	99	119
Compte pour le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	4 068	
Total des transferts du gouvernement du Canada	315	268
Total des revenus	**724 998**	**702 494**

1 L'augmentation est attribuable à la première phase du programme de maintien du patrimoine des équipements fixes du métro de Montréal.

TRANSPORTS

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		**INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT**			
1. Construction des infrastructures de transport	515 423		8 710	498 983	
Permanents [1]	5 425				
Ne nécessitant pas de crédits				103 347	
2. Entretien des infrastructures de transport	430 722	4	19 319	404 270	114 634
Permanents [1]	1 469			1 469	
Ne nécessitant pas de crédits				1 971	
3. Aide financière au réseau routier local	74 080			73 649	
TOTAL	1 027 119	4	28 029	1 083 689	114 634
1. Loi sur l'administration publique. (L.R.Q., c. A-6.01)					
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-18		**SYSTÈMES DE TRANSPORT**			
1. Transport terrestre	271 610		101	269 128	5 972
2. Transport maritime	52 313		4	51 953	991
3. Transport aérien	6 561			6 119	720
4. Commission des transports du Québec	14 606		1 706	11 693	8 279
Permanents [1]	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits				615	
TOTAL	345 091		1 811	339 509	15 962
1. Loi sur l'administration financière. (L.R.Q., c. A-6.001)					

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection, de même que l'entretien des infrastructures de transport terrestre, maritime et aérien.							
222			498 761				7 730
							5 425
103 347							
284 176		4 084	1 376				7 129
1 469							
1 971							
288		73 361					431
391 473		77 445	500 137				20 715
Ce programme vise à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.							
961		262 195				623	1 758
6 441		44 521				265	91
1 040		4 359				14	428
3 414							1 207
	1						
615							
12 471	1	311 075				902	3 484

TRANSPORTS

(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-18		**ADMINISTRATION ET SERVICES CORPORATIFS**			
1 Direction	5 939		40	5 532	4 731
Permanents [1]	16			16	
2 Services administratifs	74 198		3 950	58 047	46 098
Permanents [2]	353			353	
Ne nécessitant pas de crédits				11 620	
3 Planification, recherche et développement	18 231		160	17 583	13 533
TOTAL	98 737		4 150	93 151	64 362
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 463 683	4	33 990	1 396 957	194 958
Permanents	7 264			1 839	
Ne nécessitant pas de crédits				117 553	
TOTAL	**1 470 947**	**4**	**33 990**	**1 516 349**	**194 958** [1]

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

1 Incluant 21 462 à l'égard de 262 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à fournir les divers services de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.							
545		256				316	51
16							
11 949						2 501	9 700
	353						
11 620							
2 950		1 100					488
27 080	353	1 356				2 817	10 239
311 986		389 876	500 137			3 719	29 013
1 485	354						5 425
117 553							
431 024	**354**	**389 876**	**500 137**			**3 719**	**34 438**

TRANSPORTS
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Infrastructures de transport			
Aide financière au réseau routier local	75 671	153	
Transport terrestre	3 244	1 825	
Total du programme 1	78 915	1 978	
Programme 2 - Systèmes de transport			
Société des Traversiers du Québec	38 327		
Transport aérien	4 362	3 125	
Transport en commun			
Fonctionnement	21 814		
Immobilisations et service de la dette	160 968		
Transport adapté aux personnes handicapées	65 396	3 522	
Transport maritime	6 285	5 602	
Transport terrestre	15 136	1 828	47
Autres	637		
Total du programme 2	312 925	14 077	47
Programme 3 - Administration et services corporatifs			
Autres	1 400		
Total des crédits et dépenses	**393 240**	**16 055**	**47**

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
	75 073			44	75 270	130 593
	350				2 175	1 825
	75 423			44	77 445	132 418
				38 327	38 327	38 377
	791	150	293		4 359	1 623
	20 059				20 059	10 216
	134 827			26 140	160 967	163 206
	61 575			299	65 396	13 394
	420	172			6 194	8 809
62	8 934	1 198	377	2 690	15 136	18 941
	133		494	10	637	1 300
62	226 739	1 520	1 164	67 466	311 075	255 866
341		1 015			1 356	1 682
403	**302 162**	**2 535**	**1 164**	**67 510**	**389 876**	**389 966**

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2 003
Capital	111 118	111 118	129 477
Intérêt	69 470	69 469	71 474
Support	212 652	209 289	189 015
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**393 240**	**389 876**	**389 966**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2 003
Rémunération	71 366	71 106	74 460
Fonctionnement	31 054	30 969	36 607
Capital	224 357	223 580	160 312
Intérêt	175 061	174 482	134 575
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**501 838**	**500 137**	**405 954**

TRAVAIL
Détail des revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	2004	2003
Droits et permis		
Autres		
Ventes de gaz de pétrole liquéfié	576	348
Enregistrement - exploitation de gaz de pétrole liquéfié	200	185
Installation de gaz	149	178
Appareil à gaz	57	86
Droits d'inspection - distribution du gaz	2 004	2 093
Installations électriques	14 507	15 860
Installations de machines fixes	2 844	3 001
Entrepreneur en tuyauterie	4 583	4 057
Entrepreneur de construction	18 109	16 133
Jeux et remontées mécaniques	198	185
Appareils de levage	1 281	1 262
	44 508	43 388
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	66	80
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 088	1 869
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	309	34
Financement du bureau du commissaire général du travail		2 361
Divers	3	1
	2 466	4 345
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	2 088	1 869
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	309	34
Compte pour le financement du bureau du commissaire général du travail		2 361
	69	81
Intérêts		
Divers	7	11
Recouvrements		
Divers	37	36
	113	128
Total des revenus autonomes	44 621	43 516
Total des revenus	**44 621**	**43 516**

TRAVAIL

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire page 1-26		**TRAVAIL**			
1 Relations du travail	27 306	2	1 394	25 477	13 151
Permanents [1]	9			9	
Permanents [2]	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits				631	
2 Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	381		7	324	203
Ne nécessitant pas de crédits				12	
3 Commission de l'équité salariale	6 459		106	5 123	3 916
Ne nécessitant pas de crédits				80	
4 Conseil des services essentiels					
Permanents [2]	1				
Permanents [3]	2 796		19	2 777	2 078
Ne nécessitant pas de crédits				65	
5 Régie du bâtiment du Québec	45 463	1	2 998	31 215	22 965
Permanents [2]	85			85	
Ne nécessitant pas de crédits				1 765	
TOTAL	82 501	3	4 524	67 564	42 313

1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18)
2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)
3 Code du travail, (L.R.Q., c. C-27)

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	79 609	3	4 505	62 139	40 235
Permanents	2 892		19	2 872	2 078
Ne nécessitant pas de crédits				2 553	
TOTAL	**82 501**	**3**	**4 524**	**67 564**	**42 313**

1 Incluant 6 387 à l'égard de 69 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent)

FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉDITS NON UTILISÉS		
					Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail, d'équité salariale, de qualité des bâtiments, de sécurité des usagers d'édifices publics et d'installations techniques. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques, financières et informationnelles nécessaires à la gestion du ministère du Travail.							
3 926		8 400				433	
9							
	1						
631							
121						50	
12							
1 207						1 229	1
80							
							1
699							
65							
8 250						278	10 971
	85						
1 765							
16 765	86	8 400				1 990	10 973
13 504		8 400				1 990	10 972
708	86						1
2 553							
16 765	**86**	**8 400**				**1 990**	**10 973**

TRAVAIL
TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES
Année financière terminée le 31 mars 2004

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Travail			
Commission des relations du travail	7 127		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	1 100		
Autres	174		
Total du programme 1	8 401		
Total des crédits et dépenses	**8 401**		

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement
MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2004	2003
				7 127	7 127	2 521
				1 100	1 100	4 750
		73		100	173	275
		73		8 327	8 400	7 546
		73		**8 327**	**8 400**	**7 546**

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES
Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2004	2003
Rémunération			1
Support	8 401	8 400	7 545
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**8 401**	**8 400**	**7 546**

SECTION 3

Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux

SECTION 3

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

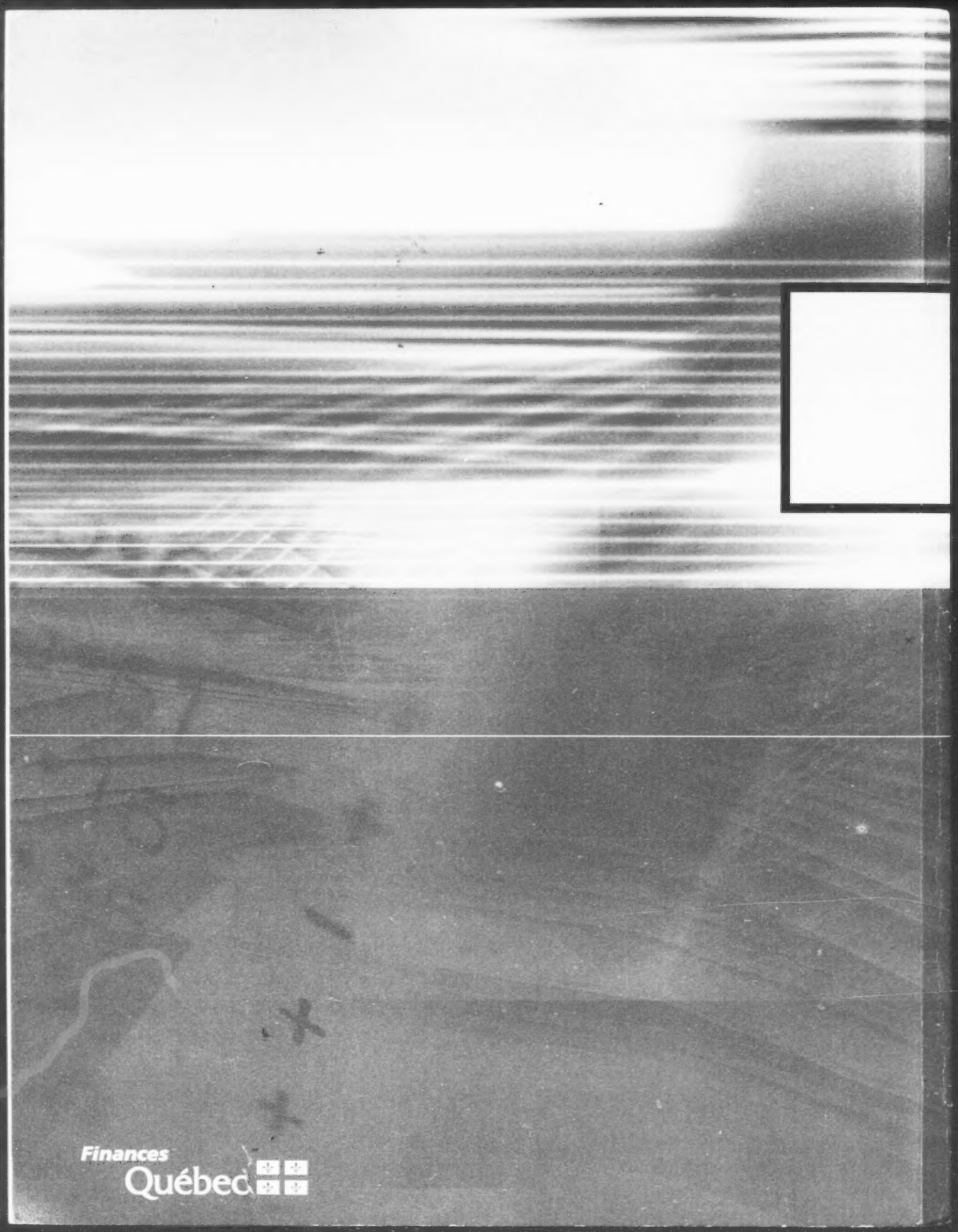
Sommaire des états financiers des fonds spéciaux 3-2

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2004
(en milliers de dollars)

	2 004
	Revenus
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	47 999
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	5 987
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec	13 535
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec	15 635
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec	15 208
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec	30 347
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées	27 674
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier	507 277
Fonds de développement du marché du travail	987 808
Fonds de développement régional	44 611
Fonds de financement	24 989
Fonds de gestion de l'équipement roulant	72 310
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger	10 274
Fonds de l'assurance médicaments	2 159 129
Fonds de l'état civil	17 191
Fonds de l'industrie des courses de chevaux	13 165
Fonds de l'information gouvernementale	38 373
Fonds de partenariat touristique	115 470
Fonds de perception	84 117
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun	65 553
Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire)	44 496
Fonds des registres du ministère de la Justice	30 065
Fonds des services de police	399 843
Fonds des services de santé	5 635 408
Fonds des services gouvernementaux	327 675
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor	2 088
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille	38 714
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu	31 308
Fonds d'information foncière	111 769
Fonds d'information géographique	2 958
Fonds du Centre financier de Montréal	2 033
Fonds forestier	255 093
Fonds Jeunesse Québec	15 336
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports	4 321
Fonds québécois d'initatives sociales	20 832
Fonds relatif à la tempête de verglas	13 574
Fonds spécial olympique	85 094

2004					2003 (redressé)
Dépenses	Excédent des revenus sur les dépenses	Actif	Passif	Solde du fonds	Solde du fonds
47 990	9	10 879	9 556	1 323	1 314
5 585	402	3 051	121	2 930	2 528
660	12 875	210 513	645	209 868	216 273
14	15 621	308 221		308 221	277 346
15	15 193	269 367		269 367	241 153
17 810	12 537	221 439	17 795	203 644	211 160
27 674		126 792	126 792		
507 277		4 527 713	4 527 713		
989 736	(1 928)	113 828	82 459	31 369	33 297
44 611		48 594	48 594		
1 487	23 502	12 849 708	12 764 480	85 228	61 726
72 171	139	147 451	147 312	139	
10 095	179	12 505	11 782	723	544
2 159 129		611 475	611 475		
15 508	1 683	7 921	1 452	6 469	4 786
13 165		1 161	1 161		
38 249	124	14 065	13 215	850	726
114 365	1 105	38 022	31 891	6 131	5 026
82 840	1 277	18 956	7 774	11 182	9 905
65 553		15 441	15 441		
44 496		20 994	20 994		
24 979	5 086	19 296	6 967	12 329	7 243
399 843		104 386	104 386		
5 635 408		153 180	153 180		
317 573	10 102	486 210	411 229	74 981	64 879
2 088		3 562	3 562		
38 714		97 968	97 968		
31 308		122 083	122 083		
72 681	39 088	310 069	18 505	291 564	252 476
2 389	569	4 138	2 261	1 877	1 308
1 950	83	1 494		1 494	1 411
238 630	16 463	54 727	36 240	18 487	2 024
14 900	436	37 007	36 543	464	28
4 172	149	4 223	3 602	621	472
30 275	(9 443)	18 975	564	18 411	27 854
13 574					
73 883	11 211	12 091		12 091	880


Finances
Québec